lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE PARAIT LE MARDI N° 128 — SEMAINE DU 9 AU 15 FEVRIER 1971 PRIX : 2 F

INDOCHINE

NE LAISSONS PAS L'IMPERIALISME U.S. ETENDRE LA GUERRE

courrier des lecteurs

Correspondance de Combloux (Haute-Savoie) Le chalet des étudiants... et les flics

N'allez pas croire que les maisons de repos sont toujours reposantes, qu'elles sont à l'abri des tracasseries, de la répression, de l'absurdité et l'incurie de notre société.

Ainsi, par exemple, le Châlet international des Etudiants, à Combloux, a connu un mois de décembre plutôt agité.

Depuis quelque temps déjà, les résidents se plaignaient de la façon bureaucratique avec laquelle la direction appliquait le règlement.

Systématiquement, les portes du chalet étaient closes à 22 heures et si par malheur vous arriviez une minute en retard, vous étiez bon pour rester un quart d'heure dehors, à essayer de vous faire ouvrir la porte. Avec la température qu'il fait en Haute-Savoie vers ces heures là, c'est un drôle de remède pour vous remettre la santé !

Même tactique pour la TV : les émissions sur les événements de Burgos étaient systématiquement coupées à 22 heures pile : et pas moyen d'obtenir — revendication pourtant bien minime — que l'interlocuteur termine sa phrase !

Certains d'entre-nous s'étaient fait appeler par le directeur, sous prétexte qu'ils parlaient trop de politique, ce qui, au dire de ce monsieur, minait la santé des résidents (sic !).

Mais cela n'était encore pas grand chose. Des faits plus importants se sont produits par la suite.

Un soir, vers la mi-décembre, un résident appelle l'infirmière et déclare ressentir des douleurs au poumon : celle-ci le rassure et affirme que ce sont des « angoisses». Malgré tout, elle frappe dans la chambre voisine et appelle le résident, étudiant en médecine de sixième année, pour lui demander son avis. Celui-ci après avoir examiné le malade, exige qu'on lui fasse une radio. Mais il n'y a pas de médecin attaché à la maison et il est tard. Va-t-on réveiller le directeur pour « si peu de choses » ? Devant la réticence de l'infirmière, le résident décide de faire lui-même la radio et constate que le malade souffre d'un pneumo-thorax. Il faut l'hospitaliser d'urgence !

L'infirmière refuse de réveiller le directeur, et ne jugeant pas utile d'appeler le médecin, conduit toute seule le malade à l'hôpital.

Depuis, le directeur n'est même pas allé voir le malade à l'hôpital !

Dans le même temps, l'infirmière attachée au châlet des filles, se casse la cheville : elle continue pourtant à exercer sa fonction, la cheville dans le plâtre et s'appuyant sur deux béquilles ; le directeur n'a pas jugé bon de la mettre en congé maladie !

Enfin, quelques jours plus tard, nous apprenons par hasard qu'un membre du personnel qui travaillait depuis six ans dans la maison, a reçu une lettre de licenciement sous prétexte qu'elle parlait trop avec les résidents.

C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase : le soir même nous nous réunissons à une vingtaine dans le café du village et nous discutons des possibilités d'actions que nous avons pour faire réintégrer la femme de service et exiger une surveillance médicale digne de ce nom.

Mais le directeur agit plus vite que nous !

Dès le lendemain matin :

— Deux résidents sont renvoyés « pour agitation et mauvaise tenue ». Dès 10 heures, deux flics de Megève sont là, sans doute pour veiller à ce que tout se passe bien !

D'ailleurs à la réunion que nous organisons dans la même matinée, nous avons une autre surprise : un monsieur d'une cinquantaine d'années à chapeau mou et à gabardine est là, qui n'est autre qu'un flic en civil.

Le directeur supprime :
— La veillée de Noël.
— Toutes les activités culturelles.

Après consultation de tous les résidents (nous sommes environ une cinquantaine), nous nous mettons d'accord pour envoyer une pétition à la Sécurité sociale pour protester contre tout ce qui vient de se passer dans cette soi-disant « maison de repos ».

Depuis ce jour, le directeur ne trouve rien de mieux à faire que de serrer la vis aux résidents : et la seule mesure médicale qu'il ait prise, c'est de supprimer toutes les prolongations de séjour prescrites par le médecin !

Et maintenant, si vous avez l'occasion d'aller faire un séjour au châlet des Etudiants et que le directeur vous accueille en vous disant que la maison de repos de Combloux est un véritable « miracle », UN BON CONSEIL : MEFIEZ VOUS !

Le gouvernement français complice des exécutions du Cameroun

Depuis quelque temps, je suis un lecteur de Lutte Ouvrière. **Je tiens d'abord à saluer très amicalement tous les collaborateurs de L.O. qui n'ont cessé de m'étonner par leur objectivité dans les analyses des événements, tant sur le plan local qu'international et la manière dont ils les présentent.**

Je voudrais ici faire une remarque plutôt complémentaire à l'article de Jacques Morand intitulé « les fusillés du Cameroun — La responsabilité du gouvernement français est engagée ».

Effectivement, la responsabilité du gouvernement français est engagée et même doublement engagée. Je ne reviendrai pas ici sur le premier aspect de l'analyse faite par L.O. ; mais plutôt sur ce qui pourrait être considéré comme le second aspect.

En effet il existe entre la France et le Cameroun des accords dits « juridiques » qui stipulent que les avocats français peuvent, au même titre et avec les mêmes droits que les avocats camerounais, assister à la défense des clients camerounais devant la juridiction camerounaise, ceci étant valable pour les avocats camerounais face à la juridiction française.

Or lors du soi-disant procès de Ouandié et de ses camarades, il a été refusé à son avocat ; Jean-Jacques de Felice, légalement constitué par sa femme, la possibilité même de se rendre au Cameroun, le visa lui ayant été refusé plus d'une fois par le consulat du Cameroun. Maître J.-J. de Félice qui se sentait en droit d'aller plaider la défense de son client au Cameroun, a informé les autorités françaises de cette violation flagrante des accords passés entre la France et le Cameroun.

A l'étonnement de tout le monde, la requête de Maître J.-J. de Felice n'a jamais eu de suite et Dieu seul sait si elle en aura une. Si le gouvernement français n'a pas réagi à cette violation des accords, c'est tout simplement qu'il apporte implicitement sa caution au gouvernement camerounais pour qu'ils soient violés pour la circonstance. Ceci nous amène naturellement à réfléchir sur le contenu de tels accords qui ne sont respectés que dans certaines circonstances, et quand on sait, par ailleurs, que c'est au nom d'un soi-disant accord de défense que le gouvernement français mène une guerre néo-coloniale au Tchad.

Ceci nous amène d'autre part à constater jusqu'à quel degré la responsabilité du gouvernement français est engagée dans le triple assassinat que vient de commettre son agent Ahidjo. Je ne m'attarderai pas sur le fait que Pompidou, comme le dit L.O., **s'apprête à aller serrer la main encore toute rouge du sang d'Ouandié et de ses camarades, du dictateur Ahidjo ; mais cela est un indice très important qui commande nécessairement la suite des événements au Cameroun, car fort de cet encouragement, Ahidjo n'hésitera pas à commettre d'autres forfaits.**

A. M. Paris

Nous remercions notre correspondant pour les renseignements fort précis qu'il apporte dans sa lettre et qui corroborent sur le plan juridique ce que nous démontrions sur le plan politique.

Oui la responsabilité du gouvernement français est engagée en ce qu concerne les événements du Cameroun comme elle est engagée en ce qui concerne toute l'Afrique ex-colonie française. Cela est particulièrement visible au Tchad, mais cela est vrai aussi pour la Côte d'Ivoire, ou la Guinée. 75 années de présence coloniale française et, depuis l'indépendance, d'oppression impérialiste, ont ruiné et désorganisé toute la vie économique et sociale du continent africain. Les marionnettes politiques qu'elles se disent « progressistes » ou « pro-occidentales » qui gouvernent actuellement les Etats africains (cela est vrai aussi pour les débris de l'empire anglais, belge, etc., en Afrique), ont hérité de cette misère et de cette servitude économique. Cela les frappe d'emblée d'impuissance à réaliser tout progrès social, économique ou même politique. Seul un mouvement internationaliste prolétarien pourrait offrir aux Africains une autre perspective que celle de la misère, de la dictature et de la servitude. Car tous ces peuples que le Capital a pillés, exploités, asservis, ne peuvent reconquérir les richesses volées qu'en s'unissant au prolétariat international pour exproprier le Capital.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél : FLA. 37-07

Composition :
4, rue du Bouloi

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
75 - Paris-6e

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	**30 F**
	1 an :	**50 F**
sous pli fermé :	6 mois :	**70 F**
	1 an :	**130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS 6851-10

Éditorial

Indochine

Ne laissons pas l'impérialisme U.S. étendre la guerre

DEPUIS samedi 30 janvier, l'Indochine tout entière est entrée publiquement en état de guerre. Depuis samedi 30 janvier, aux bombardements aériens qui n'ont jamais cessé sur les zones frontières du Laos et du Cambodge, ont succédé des opérations militaires menées sur le terrain par des soldats américains et sud-vietnamiens. Mais si officiellement l'intervention américaine prétend se limiter aux « abords » de ces deux pays, en réalité, des troupes nombreuses ont d'ores et déjà pénétré au Laos et au Cambodge.

Depuis le coup d'Etat militaire de Lon Nol et la prompte intervention américaine pour lui prêter main forte, c'est la plus grande opération militaire entreprise par l'état-major US.

On ne sait encore ni combien de temps elle durera, ni quels sont exactement ses objectifs. S'agit-il d'anéantir la piste Ho Chi Minh et de détruire les voies d'approvisionnement du FNL ? S'agit-il de faciliter l'éviction du prince neutraliste Souvanah Phouma au profit d'un gouvernement militaire se rangeant ouvertement dans le camp des Américains ? Une sorte de réédition à l'envers de ce qui s'est passé au Cambodge l'an dernier ? Nul ne peut le dire aujourd'hui.

L'état-major américain prétend, lui, agir ainsi pour faciliter le « dégagement », pour permettre aux forces US de se retirer du Vietnam, en laissant sur place la situation militaire la plus avantageuse possible pour Thieu et Ky. En somme pour mieux préparer la paix !

Mais ce sont ces mêmes militaires qui prétendaient, il y a peu, que le FNL était à bout de forces, privé de toute initiative, que jamais la situation n'avait été aussi bonne pour les forces US et sud-vietnamiennes, que ce n'était plus qu'une question de temps — le dernier quart d'heure quoi ! Et voilà qu'aujourd'hui, cette position de force, il faudrait encore l'améliorer pour éviter qu'avec le départ des Américains, le FNL, exangue et démantelé, ne prenne aussitôt le dessus ?

Qui ment ? Quand et pourquoi ? Quelle est cette paix que l'impérialisme US prépare à coups de bombes, de napalm, de mortiers et d'armes chimiques ? Quelle est cette paix que le gouvernement US prétend gagner à coups d'opérations militaires tellement honnies qu'il a dû cacher la vérité à son propre peuple pendant six jours ? Quelle est cette paix qui pour les populations du Laos et du Cambodge prend désormais le visage hideux de la guerre ?

Voilà trois ans maintenant qu'après l'offensive du Têt, l'impérialisme US dut se résigner à changer de politique et à parler de paix. Voilà deux ans et demi que les négociations sont ouvertes à la table des conférences à Paris. Voilà deux ans que Nixon multiplie les déclarations rassurantes et les promesses de « colombe ».

Et la guerre continue.

Et la guerre s'étend. Elle gagne maintenant toute l'Indochine, et il n'y a là qu'une tentative de plus pour imposer la loi du plus fort, les droits de l'assassin.

L'impérialisme US doit quitter immédiatement le Vietnam et la péninsule indochinoise. Cette guerre criminelle menée par le plus puissant et le plus riche pays du monde contre le petit peuple vietnamien, doit cesser immédiatement. Il n'y a pas d'autre paix possible et acceptable.

Déjà aux yeux de la majorité de l'opinion publique américaine, rien ne justifie cette guerre coûteuse et sans issue. Les explications embarrassées de Nixon, les précautions prises pour tenir secrète l'intervention actuelle et mettre l'opinion devant le fait accompli, l'affirmation sans cesse renouvelée de retirer le maximum de troupes américaines du marais vietnamien, montrent à quel point la marge de manœuvre dont dispose Nixon vis-à-vis de son propre peuple va en s'amenuisant. Le mouvement contre la guerre ne fait pas encore l'unanimité aux Etats-Unis, mais il gagne du terrain chaque jour. Il peut être soutenu et encouragé par toutes les manifestations internationales qui demandent le retrait des troupes US et la liberté pour le Vietnam.

Pressé sur le terrain militaire par la lutte du FNL, vomi par l'immense majorité de la population vietnamienne et indochinoise, empêtré dans une guerre qu'il ne peut pas gagner, gêné par la démoralisation, les mutineries, les désertions de plus en plus fréquentes dans ses propres troupes, l'impérialisme US doit aussi faire face à l'hostilité d'une grande partie de son opinion et à la réprobation de l'opinion mondiale.

Certes, son énorme puissance d'armement lui permet de tenir et de tenter de se dégager de cette impasse par des offensives militaires aussi violentes que limitées, mais elle ne lui permet pas de gagner. Au moment où l'impérialisme américain s'engage dans une de ces tentatives d'autant plus criminelles qu'elles sont en fin de compte sans solution, il importe que partout la protestation s'organise et qu'elle soit la plus ample, la plus forte et la plus éclatante possible.

HORS D'INDOCHINE LES TROUPES US !

Solidarité avec les emprisonnés politiques

A la gare Saint-Lazare, sept femmes se sont enchaînées pour attirer l'attention sur les grévistes de la faim.

La grève de la faim décidée par les détenus politiques depuis le 4 janvier à Toulouse, le 14 dans les autres prisons de France, se poursuit. Et ce mouvement n'a pas été vain puisqu'aujourd'hui se dessine, dans les milieux intellectuels un mouvement d'opinion en faveur des revendications des emprisonnés, qui met le pouvoir dans l'embarras.

Le Garde des Sceaux, René Pleven, s'est vu contraint d'accorder une audience à une délégation conduite par le professeur Kastler, et s'est senti obligé de leur tenir des propos apaisants. On a même vu Le Figaro, *par la plume d'André Frossard, intervenir pour dénoncer le régime général des prisons, qui ne permet au prisonnier de voir sa famille qu'à travers la double vitre ou la double grille des parloirs, qui ne permet pas de disposer de plus de trois livres par semaine, ni de lire les journaux ou d'écouter la radio. De plus en plus nombreux sont ceux qui, même parmi les tenants de l'ordre bourgeois, commencent à s'inquiéter des conséquences des agissements du sieur Marcellin, couverts par son compère Pleven.*

Le combat qu'ont entamés les emprisonnés gauchistes doit porter ses fruits. Plus que jamais, il doit bénéficier du soutien de tous, militants, organisations ouvrières, partis de gauche, afin que cède l'arbitraire, afin que soient rétablies les libertés politiques élémentaires.

sommaire

EN FRANCE

● **Leur nouvelle société**

Page 9
— Les vignerons du Midi en colère.
Page 10
— La rentrée politique de Soustelle à Lyon.
— 40 tués par jour sur les routes en 1970.
Page 19
— Grève des paiements à la ZUP de Mons-en-Barœul.

● **Dans les entreprises**

Page 8
— Un chef corrigé par les maoïstes à la S.K.F.-Ivry.
Page 9
— Grèves et agitation sociale : combativité et perspectives.
— A Faulquemont, les mineurs en colère.
Page 15
— Echos des entreprises.
Page 16
— Grève aux impôts à Clermont-Ferrand.
Page 16
— La direction bafoue les droits syndicaux aux M.N.P.P.
Page 17
— Licenciements à la Bourgogne-Electronique à Dijon.
— Grève à la C.I.I. (Vélizy).
Page 18
— Un atelier de pointe pour les cadences, la chiourme et les accidents à Renault-Billancourt.
Page 24
— La grève des P.T.T.

● **Mouvement révolutionnaire**

Page 8
— Les révolutionnaires et les municipalités.
Page 11
— Le mouvement ouvrier à la suite de la Commune (suite).

DANS LE MONDE

TCHECOSLOVAQUIE
— Solidarité avec les militants révolutionnaires.
IRLANDE DU NORD
— L'armée anglaise maintient l'ordre.
Page 6
POLOGNE
— Ce qu'ont été les Conseils ouvriers en 1956.
Page 7
U.S.A.
— Le mouvement de libération de la femme.
Pages 12 et 13
— L'OR NOIR ET LES TRUSTS.
Page 5
— Apollo XIV.

DIVERS

Page 4
— En bref.
Page 14
— Revue de la presse d'extrême-gauche.
Pages 20 et 21
— Feuilleton.
Page 22
— Livres : Journal d'une jeune fille de Harlem.
— Télévision : Yale et Moscou.
Page 23
— Cinéma : Le Distrait.

en bref... en bref... en bref...

S'attaquer aux racines du mal

On a statufié Bibiche !

(Photo A.F.P.)

La grande presse a décrit complaisamment les toilettes que Mme Pompidou a emportées en Afrique, et a précisé que « Bibiche » avait même emmené son coiffeur.

Rien n'est trop beau ni trop cher pour « la première dame de France » lorsqu'il s'agit de se faire belle. On l'a dit avant elle, l'impossible n'est pas français. Après tout c'est le prestige de notre pays qui est en jeu.

Mais puisque tout cela se fait avec notre argent — l'argent des contribuables — nous nous permettrons de suggérer une solution plus radicale, et à tout prendre plus économique : consulter une fois pour toutes un chirurgien esthétique.

A moins que les sorciers africains... les luttes qui déchirent les hommes, prônant la coopération et la réconciliation universelle, exaltant l'œuvre de la France en ce domaine.

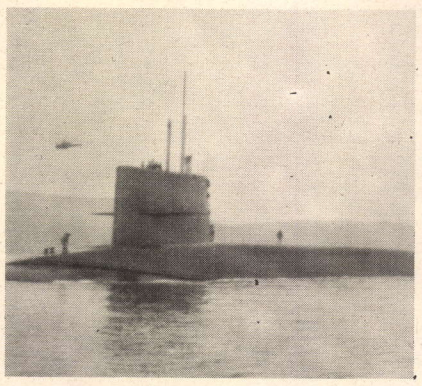
En l'occurrence, en effet, la guerre du Tchad où l'armée française est engagée, auprès du sinistre Tombalbaye, dans des opérations contre la population du Tibesti insurgée, est là pour montrer de quelle façon Pompidou entend cette coopération et cette réconciliation.

C'est que Pompidou est en Afrique pour assurer les intérêts de l'impérialisme français, des grandes sociétés françaises qui exploitent et pillent les populations africaines, avec l'aide des Ould Daddah, Senghor, Ahidjo et autres dictateurs au petit pied qu'il va rencontrer tout ou long de son voyage.

Il faut boire la coupe jusqu'à la lie... même quand il s'agit de lait de chèvre.

(Photo A.F.P.)

La terreur des bateaux-mouches



(Photo U.P.I.)

En éperonnant le chalutier français « Pen-Ar-Pont » et en l'envoyant par le fond, « Le Redoutable », glorieux sous-marin nucléaire de la glorieuse flotte française, aura prouvé une chose : en cas de guerre, l'adversaire — quel qu'il soit — fera bien de garer... ses bateaux de pêche.

Et lorsque nous aurons au complet notre flotte de cinq sous-marins atomiques, la maîtrise des mers appartiendra sans conteste à la Marine nationale : quel est le pêcheur — français ou papou — qui oserait encore s'aventurer sur l'eau, s'il a la moindre chance de rencontrer « Le Terrible », « Le Redoutable », « Le Vengeur » et autres terreurs ?

Tartarin en Afrique

Pompidou et sa smala sont en Afrique, et la presse, la radio, la télévision, le tam-tam en font tout un foin : M. Pompidou s'est déclaré partisan d'une coopération franche et loyale ! M. Pompidou a déclaré finie l'époque où l'aide à l'Afrique se limitait à quelques opérations d'appoint ; il a dit qu'il fallait être tolérant et admettre chez les autres « des idées et des politiques qu'on peut par ailleurs désapprouver ».

Bref, l'ancien commis de la banque Rothschild est redevenu pour quelques temps l'élève de Normale Sup. qu'il fut, pour aller discuter le bout de gras avec les chefs d'Etat africains : quelques belles phrases creuses, l'affectation d'un humanisme bien de chez nous... pour le communiqué.

Mais derrière les phrases creuses, c'est la continuité avec la politique menée par De Gaulle en Afrique que Pompidou a voulu affirmer. Comme De Gaulle, il se plait à se présenter comme l'homme politique progressiste, tolérant, déplorant les affrontements doctrinaux,

La C.F.T. et la solidarité ouvrière

Jeudi 4 février, la C.G.T. de Citroën 15e a organisé des collectes pour le soutien des grévistes de l'usine Creusot-Loire des Batignolles (Nantes).

Dans certains secteurs (notamment rue Lecourbe et avenue Félix-Faure) ces collectes se sont déroulées sans problème.

Il n'en a pas été de même pour l'usine Javel-Balard. Là les militants de la C.G.T. collectaient une première fois sur le quai Javel près du viaduc. Mais, à peine avaient-ils déployé leur drapeau, qu'un gardien faisait fonctionner le système d'alarme situé à la porte. Et aussitôt, dès le déclenchement de la sonnerie, un commando du S.N.I.S.C. (C.F.T.) accourait. Les gros bras du syndicat jaune agressaient les militants C.G.T., arrachaient le drapeau et emportaient, par la même occasion, l'argent déjà collecté.

Citroën, qui ne tolère pas facilement les grévistes au sein même de son entreprise, montrait ainsi qu'elle ne voulait pas non plus tolérer la solidarité ouvrière avec les grévistes des autres entreprises.

Mais cette fois la Direction dû reculer. En effet, peu après, les militants de la C.G.T. revenaient en nombre et commençaient à collecter toujours quai Javel mais du côté du Pont Mirabeau. Cette fois-ci les gros bras du S.N.I.S.C. durent se contenter d'aboyer devant le nombre de cégétistes tandis que nombreux travailleurs donnaient dans les drapeaux.

Une justice hypocrite

Sous prétexte qu'il avait été trouvé porteur d'une bouteille de jus de fruits et d'un bout de bois pointu quelques heures après les bagarres qui ont eu lieu lors d'un concert de musique pop au Palais des Sports, un jeune de dix-neuf ans a été arrêté, jugé et condamné à trois mois de prison ferme pour port d'armes.

La sanction est lourde pour un acte qui peut difficilement passer pour un délit à moins de posséder une bonne dose d'imagination.

Mais en vérité, ces juges n'ont pas accepté de voir devant eux un simple consommateur attardé et innocent ; ils n'ont pas daigné non plus y voir un jeune délinquant de droit commun ; non, les juges ont considéré ce jeune comme un gauchiste, comme un politique.

Cela seul explique la dureté de la peine infligée. Mais en agissant ainsi les juges ont surtout montré l'hypocrisie de la justice bourgeoise !

A un moment où des gauchistes font la grève de la faim pour obtenir un régime « politique » qu'on leur dénie, des juges démontrent que les ressorts profonds qui déterminent leurs jugements sont avant tout politiques.

La liberté de la presse à Lyon

Depuis quelques temps à Lyon, des policiers en civil se sont manifestés pour empêcher des ventes publiques de journaux révolutionnaires.

Il y a déjà quinze jours, trois de nos camarades qui vendaient Lutte Ouvrière **dans le quartier des Cordelliers ont été contraints de monter dans des voitures de police. Le 28 janvier, de nouveau, devant la gare de Perrache, un vendeur** de Lutte Ouvrière **a littéralement été enlevé par quatre individus qui se prétendaient de la police. Et on a pu constater sur les lieux la présence de deux voitures banalisées et de huit de ces Messieurs en civil.**

Notons que la victime de l'enlèvement est allée porter plainte contre de tels agissements. D'autre part, en solidarité avec elle, une centaine d'étudiants et une dizaine de professeurs et assistants du Campus de la Doua ont signé une protestation adressée à la presse.

Un tel déploiement de force de la part de la police semble surprenant, car le journal local, Le Progrès, **du même jour publie une interview de M. le Préfet sous le titre :** « Sommes-nous moins protégés » **et M. le Préfet de répondre qu'il manque effectivement au moins 800 hommes et du matériel.**

Apparemment, quand il s'agit d'entraver les libertés de presse et d'expression, la police ne semble pas manquer de moyens...

Croa - Croa - Croa

Licenciée pour cause de péché mortel.

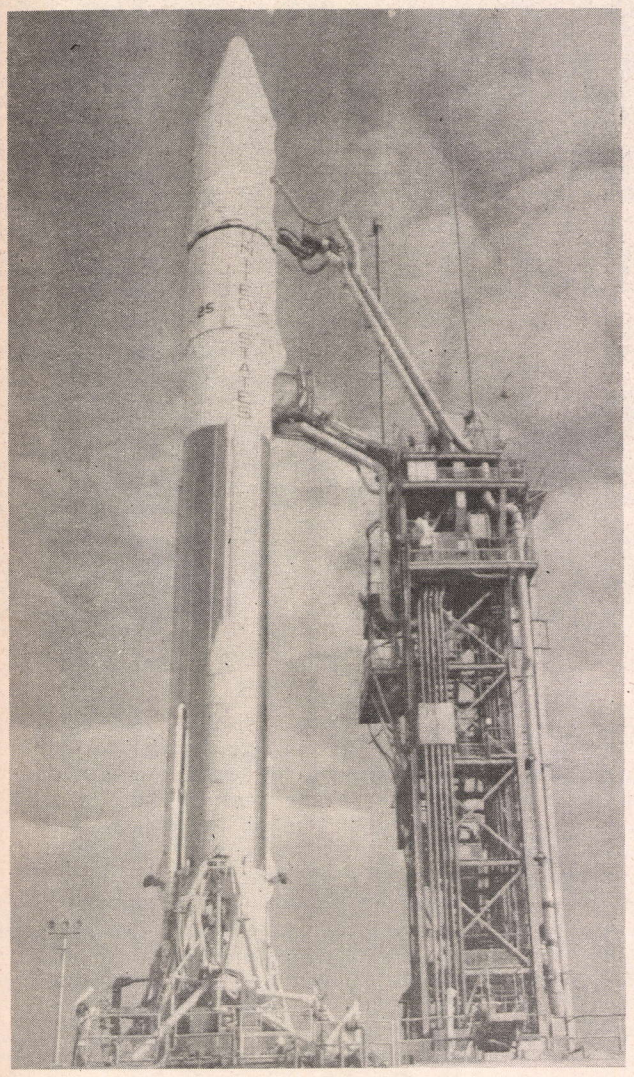
(Photo A.F.P.)

Mme Claude Roy, institutrice dans le cours privé (catholique) Sainte Marthe à Grasse vient de connaître à son tour les pratiques inquisitoriales des dirigeants de ce genre d'établissement. Divorcée, remariée, elle a été licenciée de cet établissement où elle enseignait depuis de longues années.

Soixante-dix ans après la loi de Séparation de l'Eglise et de l'Etat, voilà où nous en sommes. Dans leurs écoles subventionnées par l'Etat, les religieux, seuls maîtres après Dieu, ne tiennent aucun compte des lois de « l'Etat laïque et républicain », car, en principe, le divorce et le remariage sont reconnus par la loi, en France, jusqu'à nouvel ordre, et l'on ne voit pas bien ce qui pourrait autoriser ces Messieurs les cléricaux à s'asseoir sur la législation.

Il faut croire qu'après la loi de 1905 séparant l'Eglise de l'Etat, il va en falloir une autre pour séparer l'Eglise de l'Etat-civil !

Apollo 14 :
Dans un monde hostile et inhumain...



Cap Kennedy : toutes ces prouesses techniques serviront-elles un jour l'impérialisme fauteur de guerre ?

ON a marché sur la lune. » C'est le titre de l'un des plus célèbres albums de la série « **Tintin et Milou** », et c'était aussi, il n'y a pas si longtemps, de l'anticipation. De l'anticipation qui faisait rêver les jeunes et les moins jeunes.

Aujourd'hui, c'est presque devenu un fait divers banal. Pour la troisième fois, des hommes ont foulé le sol de notre satellite, et les postes de télévision américains ont reçu, nous dit-on, de multiples appels téléphoniques de téléspectateurs mécontents, protestant contre les perturbations que cet événement entraînait dans le bon ordonnancement de leurs programmes quotidiens.

Pourtant, s'il est vrai que dans le domaine du progrès scientifique notre monde ne s'étonne plus de grand-chose, peu d'hommes restent indifférents à l'odyssée de l'espace. L'un des plus vieux rêves de l'humanité est en train de se réaliser sous nos yeux, et sa réalisation est une éclatante affirmation de la puissance de la science et de la techique humaines.

Le malheur, c'est que nous vivons dans un monde où personne ne peut se réjouir sans arrière pensée de ces succès scientifiques, et cela, chacun en est conscient. Il n'est que d'écouter les conversations autour de soi, à l'atelier ou au bureau, dans les cafés ou dans la rue, pour s'en rendre compte. Car il est vrai qu'on ne peut s'empêcher de mettre en parallèle les milliards dépensés dans les expériences Apollo, et la misère sans nom qui règne dans le Tiers Monde. Et il est vrai aussi qu'on ne peut oublier que dans les bureaux d'études et dans les états-majors américains, on ne pense pas seulement en termes de recherche scientifique, mais aussi en termes d'intérêts et d'applications militaires.

Ce ne sont pourtant pas les sommes investies dans le programme Apollo qui ont réduit les deux tiers de l'humanité à la famine, car, pour colossales qu'elles soient, elles ne représentent qu'une toute petite partie de la puissance financière des grandes nations. Le responsable de cette famine chronique, c'est l'impérialisme, comme c'est l'impérialisme qui est responsable des guerres qui flambent aux quatre coins de la planète, et des menaces de conflit généralisé que l'on agite périodiquement sous nos yeux.

Et ce qui est manifeste dans le cas des vols spatiaux, projets militaires, accomplis par des officiers de l'armée américaine, est également vrai de tous les progrès scientifiques, à l'époque que nous vivons. L'uniforme ne change rien à la chose. Nous vivons dans un monde où on ne peut se réjouir totalement d'aucun progrès scientifique, parce que l'impérialisme qui domine ce monde peut retourner tous ces progrès contre l'humanité.

Si l'uniforme militaire incarne la guerre, pour la grande majorité des gens, les « hommes en blanc » symbolisent des recherches et des activités exclusivement tournées vers le service des hommes. Mais à la vérité, les travaux que l'on effectue dans les laboratoires de physiologie et de pharmacologie peuvent être aussi lourds de menaces pour l'avenir que ceux auxquels se livrent les officiers de la NASA. Car ce sont les mêmes laboratoires qui étudient les médicaments-miracles de demain, qui travaillent aussi sur les éventuelles armes chimiques ou bactériologiques de la troisième guerre mondiale.

Ce ne sont pas les intérêts de l'humanité, ce n'est pas le « progrès », qui guident actuellement notre monde. Ce ne sont que les intérêts des grands trusts et des grandes puissances impérialistes. Et pour défendre ces intérêts, ils sont prêts à tout, et ils l'ont largement prouvé.

Et si les différents vols Apollo, y compris celui d'Apollo 13, malgré les incidents qui obligèrent à annuler l'expérience, ont été des triomphes de l'organisation et de la prévision scientifique, la domination de l'impérialisme livre ce monde à l'anarchie, au chaos, et à la barbarie. Elle en fait finalement, pour la grande majorité des hommes, un monde plus hostile et plus inhumain encore que notre satellite mort pour Shepard, Mitchell et Roosa.

François DUBURG.

En Irlande du Nord l'armée anglaise maintient l'ordre

LES nouveaux incidents qui ont opposé les troupes anglaises et des francs-tireurs catholiques irlandais ont fait plusieurs morts et plusieurs dizaines de blessés à Belfast. Ce sont parmi les plus graves qui aient éclaté depuis l'arrivée des troupes anglaises pour assurer le maintien de l'ordre en Irlande du Nord.

Ces affrontements, par leur violence — tirs à la mitraillette sur des patrouilles anglaises isolées, incendies de véhicules blindés, attaques de la police avec des bouteilles d'acide et des bombes à clous par des manifestants décidés à tout — révèlent une fois de plus la dégradation des rapports entre la population catholique irlandaise opprimée et l'armée britannique, qui se comporte comme toutes les armées d'occupation alors qu'elle prétendait être venue pour la protéger des milices publiques et privées organisées dans la communauté protestante de souche anglaise et écossaise.

Mais les illusions de la population ont été de courte durée et les rancœurs sont maintenant d'autant plus vives.

Car l'armée anglaise est venue maintenir le statu-quo. Aucune des réformes promises et qui devaient transformer les catholiques irlandais de citoyens de seconde zone en citoyens à part entière, n'a été effectuée. Les catholiques irlandais continuent à être les premiers chômeurs, les derniers logés. Les travaux les moins bien payés et les plus durs continuent à leur être réservés et le droit de vote leur est toujours refusé à part égale.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'après avoir beaucoup espéré de l'armée anglaise, les catholiques irlandais en soient à l'attaquer. Et si l'injustice se perpétue, la paix n'est pas près de revenir en Irlande du Nord.

Pierre BERGER

Une armée chargée de maintenir les catholiques irlandais dans leur situation d'infériorité. (Photo U.P.I.)

Manifestons notre solidarité avec les militants révolutionnaires de Tchécoslovaquie

ARRETES au début de l'année 70, une vingtaine de militants étudiants et ouvriers, membres du Parti Révolutionnaire de Tchécoslovaquie, croupissent depuis plus d'un an dans les prisons de Husak, attendant qu'on les juge. Il y a une dizaine de jours, une brève information nous apprenait que leur procès devait s'ouvrir le 8 février. Depuis, rien n'est venu confirmer cette nouvelle, et, à l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas si le procès s'ouvrira à cette date. Mais, loin de rassurer, ce silence suscite les plus grandes inquiétudes. Nous sommes trop habitués aux machinations policières staliniennes pour ne pas rester sur le qui-vive.

Ce qui est certain, c'est que, pour les jours ou les semaines qui viennent, les bureaucrates de Prague préparent une farce judiciaire qui doit leur permettre de frapper durement des militants révolutionnaires en leur infligeant de lourdes peines de prison.

Que reproche-t-on à ces militants ? D'avoir organisé un « complot trotskyste », **c'est-à-dire, comme le proclame leur programme, d'avoir voulu** « supprimer la bureaucratie comme couche sociale », **en lui arrachant son pouvoir politique et économique ; d'avoir voulu la suppression de tous les moyens d'oppression des couches dirigeantes, plus particulièrement la Sécurité Secrète de l'Etat (police politique du régime), l'armée et la censure ; d'avoir voulu que le** « peuple travailleur prenne le pouvoir ». **Les bureaucrates tchécoslovaques leur reprochent en fin de compte d'être des révolutionnaires qui luttent pour le communisme.**

Cela, ils ne peuvent l'accepter. C'est pourquoi ils les jettent en prison.

Mais nous ne devons pas les laisser préparer leur mauvais coup et commettre leur forfait en silence. Tous ceux pour qui le communisme n'est pas un vain mot, tous ceux qui luttent pour le socialisme, tous les militants ouvriers doivent manifester leur soutien aux militants révolutionnaires tchécoslovaques qui subissent la répression de Husak et de ses acolytes ; ils doivent manifester leur protestation contre la parodie de procès qu'on prépare, et suffisamment fort pour que les émules de Novotny et de Staline puissent l'entendre.

Jean-Pierre VALI.

Ce qu'ont été les Conseils ouvriers polonais en 1956... et après

Avril 1956 : Poznan, première étape de la mobilisation de la classe ouvrière polonaise.

(Photo U.P.I.)

Depuis les émeutes ouvrières de Gdansk, Gdynia et Szczecin de décembre dernier, et la mobilisation ouvrière qui semble ne pas s'être relâchée depuis, la presse bourgeoise colporte bon nombre d'informations ou rumeurs concernant la résurrection en Pologne des Conseils Ouvriers et les tergiversations du nouveau secrétaire du Parti Ouvrier Polonais quant à l'attitude à adopter à leur égard.

Bien que les informations au sujet de ces Conseils Ouvriers ne filtrent qu'au compte-goutte, et que par conséquent il soit bien difficile de se faire une idée de leur importance et de leurs perspectives actuelles, il est évident que si l'on parle de renaissance ou de résurrection de ces formes d'organisation, c'est que, dans l'histoire récente du mouvement ouvrier polonais, il y a eu des précédents : les Conseils ouvriers de 1956, qui jouèrent un rôle de premier plan dans l'« Octobre polonais » avant d'être dissous dans les faits, si ce n'est formellement, en 1958 par Gomulka, celui-là même qui, selon certains, en aurait été le grand initiateur.

Mais que furent exactement ces Conseils ?

C'est en octobre 1956, au moment où la tension entre l'appareil du parti polonais et la bureaucratie soviétique atteint son point critique, à l'occasion du huitième plénum du Parti Ouvrier Polonais qui avait mis à l'ordre du jour l'élection de Gomulka comme premier secrétaire du parti, que se propagent sur tout le pays les premiers Conseils ouvriers polonais.

Certes, depuis les émeutes de Poznan en avril 1956, l'effervescence grandissait aussi bien en milieu ouvrier que chez les intellectuels. Mais c'est en octobre que le feu prend aux braises. Et c'est en riposte directe au « débarquement » à Varsovie de la délégation soviétique comprenant Khrouchtchev, Mikoyan, Molotov, Kaganovitch, deux maréchaux et bon nombre d'officiers supérieurs, délégation déterminée à peser de tout son poids — et lequel ! — afin d'imposer le maintien de la vieille équipe dirigeante pro-soviétique, que les travailleurs polonais se mobilisent dans leurs entreprises et commencent à former des Conseils Ouvriers. Ces Conseils se sont-ils créés spontanément ? Ou bien leur création a-t-elle été impulsée par une partie de ceux qui, au sein même du parti, étaient partisans du soi-disant « renouveau » gomulkiste et de la « voie polonaise au socialisme » ?

En fait, il est difficile de trancher. En octobre 1956, c'est unanimement que les travailleurs se regroupent derrière les tenants du cours nouveau gomulkiste. Et l'extension extrêmement rapide des Conseils à un grand nombre d'usines prouvait que ceux-ci correspondaient bien à un certain niveau de la mobilisation de la classe ouvrière. Mais il est aussi certain que nombre de militants du Parti Communiste Polonais ont couvert, suscité, et en fin de compte facilité l'apparition dans les usines d'organes autonomes de la classe ouvrière dans le but immédiat de faire pression sur l'appareil dirigeant du parti afin qu'il ne cède pas devant le coup de force des Russes.

Mais cette mobilisation se fit au corps défendant de l'équipe dirigeante gomulkiste qui tentera, dans la phase suivante, de faire disparaître ces Conseils par tous les moyens.

Au terme de plusieurs jours de mobilisation et d'effervescence, la bureaucratie soviétique capitule. Gomulka, élu premier secrétaire du parti, est acclamé par toute la population varsovienne, qui chante avec lui l'Internationale, bien qu'il ait terminé son discours par des phrases pourtant lourdes de menaces : « Aujourd'hui, je vous dis à vous et à tous les travailleurs de Pologne : assez de manifestations, assez de réunions. Retournons au travail, c'est de nos efforts communs que dépend l'avenir du socialisme dans notre pays ».

« Assez de réunions » : quelle sera donc l'attitude du régime gomulkiste face aux Conseils Ouvriers ?

En fait, la mobilisation ouvrière était telle que Gomulka et les siens comprirent que leur seule chance de garder l'initiative consistait à ne pas heurter les travailleurs de front, à nourrir chaque jour la population en effervescence de « décisions populaires », parmi lesquelles, en bonne place, la légalisation des Conseils Ouvriers existants.

Mais tout en institutionnalisant les Conseils Ouvriers, Gomulka s'empressa de leur assigner des limites bien précises. Une loi, approuvée par la Diète en novembre 56, leur reconnaissait le droit d'administrer les entreprises tout en restreignant leurs activités à deux domaines : amélioration du rendement et contrôle de la distribution des primes !

Les travailleurs polonais ne s'insurgèrent pas devant cette loi qui cantonnait leurs nouvelles organisations à des tâches purement gestionnaires, car dès l'origine du mouvement, ni les ouvriers des grandes entreprises polonaises, ni leurs dirigeants, qui se recrutaient pour la plupart dans les rangs mêmes du Parti communiste, n'envisageaient de faire de leurs Conseils autre chose que les organes de « gestion démocratique ».

Nul ne les concevait comme des organes d'un nouveau pouvoir destiné à se substituer à l'appareil d'Etat en place. Les plus enthousiastes et les plus radicaux mettaient leur espoir en Gomulka et n'aspiraient qu'à la seule autogestion ouvrière dans les usines en s'assignant comme tâche la possibilité de décider librement « quoi produire, combien produire, à quel prix vendre, et à qui et à quel tarif acheter les matières premières et tous les matériaux nécessaires à la production » (**Po Prostu,** n° 3, janvier 1957).

Malgré tout, pour aussi peu révolutionnaires qu'aient été ces revendications gestionnaires des Conseils, elles supposaient un minimum de démocratie ouvrière au sein des entreprises, ce que les couches dirigeantes polonaises ne pouvaient admettre. Car une telle démocratie aurait permis aux travailleurs de discuter de leurs problèmes et à terme ces problèmes risquaient de devenir politiques. C'est d'ailleurs pourquoi, dès le début de l'année 1957, les conflits se multiplient entre l'appareil d'Etat et les Conseils Ouvriers, au nombre de 5.000 environ, qui cherchent à déborder les limites qui leur sont imposées (c'est-à-dire revendiquer une véritable autogestion socialiste). Aussi, en mai 1957, lors du neuvième plenum, Gomulka, soucieux de rétablir l'autorité du parti et de l'Etat, condamne-t-il ces prétentions à l'autogestion comme pernicieuses et relevant de l' « utopie anarchisante ». En automne 1957, la bureaucratie passe à la bataille ouverte contre le peu qu'il reste des organisations autonomes des travailleurs. En réprimant des grèves, à l'aide de moyens policiers, en interdisant le journal d'opposition **Po Prostu,** vestige de l'**Octobre polonais,** puis en liquidant toute liberté de presse, elle soumet finalement au printemps les Conseils Ouvriers moribonds au contrôle direct du parti et au contrôle indirect des syndicats. En mai 1958, Gomulka crée, en effet, une nouvelle institution, la « conférence d'autogestion », composée des membres du Conseil Ouvrier, du comité syndical et du comité du parti des usines, les décisions prises par cet organisme devant être obligatoirement exécutoires pour les organisations constituantes (dont les Conseils Ouvriers). C'est à cette institution sur laquelle le parti pouvait exercer un étroit contrôle, que devaient être transférées les prérogatives antérieures du Conseil Ouvrier, ce dernier étant chargé de l'exécution des décisions prises par la conférence dans l'intervalle de ses sessions.

Ainsi, les Conseils Ouvriers avaient vécu faute d'avoir compris à temps qu'une lutte à mort les opposerait tôt ou tard à Gomulka, ce même Gomulka en qui ils avaient placé toutes leurs illusions et leur confiance. Et c'est finalement ce dernier qui gagna l'épreuve de force.

Et, aujourd'hui, on ne peut que souhaiter que, face à Gierek et à sa clique, les travailleurs polonais aient su tirer les leçons de la période 1956-57.

Michèle VERDIER.

a propos de la conférence du commonwealth

Communiqué du Congrès National Africain

NOUS reproduisons ci-après un communiqué que le Congrès National Africain, organisation noire qui, en Afrique du Sud, lutte contre la politique ségrégationniste du gouvernement, nous a demandé d'insérer dans nos colonnes. Et si nous protestons énergiquement, avec ces camarades, contre la livraison d'armes aux dirigeants de l'Union Sud Africaine et de la Rhodésie par les impérialistes anglais (et français), nous n'en sommes pas moins persuadés qu'à une échelle plus vaste la mainmise de la Grande Bretagne sur les pays tant africains qu'asiatiques ou antillais du Commonwealth ne peut se faire qu'avec l'entière complicité des dirigeants actuels de ces Etats.

La Conférence des Premiers ministres du Commonwealth, qui se déroule cette semaine à Singapour, coïncide avec le début d'une décade décisive dans le combat anti-colonialiste et anti-impérialiste mondial.

Les « intérêts nationaux » des participants respectifs sont de nature conflictuelle et inconciliable. La mission de Heath est d'assurer la continuité de la soumission des nations africaines et asiatiques à la domination politique et économique de la Grande-Bretagne. Pour cela, il cherche à armer jusqu'aux dents les nazis de Pretoria, avant-poste impérialiste mondial, chargé d'être le bourreau de l'Afrique Australe et d'agresser les états africains soutenant le combat de libération nationale en Afrique du Sud, au Zimbabwe, en Namibie, au Mozambique et en Angola.

L'intention de Heath est d'amener le Commonwealth à cautionner la reprise par la Grande-Bretagne de la vente des armes à l'Afrique du Sud. Mais ceci ne doit pas être isolé de son contexte.

— La construction de Cabora Bassa au Mozambique, et le projet d'y établir un million de colons.

— Le mouvement subreptice de la Grande-Bretagne vers la reconnaissance du régime de Ian Smith.

— L'annexion de la Namibie par Pretoria, défiant les Nations-Unies.

Les intérêts nationaux des dirigeants africains, asiatiques et antillais sont de libérer leurs pays des tentacules britanniques et des séquelles du colonialisme britannique. C'est, en fait, en raison de leurs combats respectifs pour le salut national qu'ils s'opposent à la reprise de la vente des armes à l'Afrique du Sud. Les leaders des pays afro-asiatiques ne peuvent être les complices des projets diaboliques d'agression contre leur propre pays et leur propre peuple.

La mission de l'African National Congress en Algérie soutient résolument l'appel à se retirer du Commonwealth et de la zone sterling des pays africains et épris de liberté, ainsi que le boycott des marchandises britanniques.

F. Makatini, Chef de la Mission de l' African National Congress en Algérie.

Alger, le 14-1-1971

Le Mouvement de Libération de la Femme aux U.S.A.

DURANT les deux dernières années, un nouveau mouvement est né aux Etats-Unis : le Mouvement de Libération de la Femme. Bien qu'il ne regroupe qu'une petite minorité de femmes, il a déjà beaucoup fait parler de lui. Quoi de moins étonnant ? Quelles que soient les perspectives et les limites de ce mouvement. il a le mérite d'avoir posé collectivement le problème de la situation de la femme dans la société.

Marx disait que le degré d'émancipation de la femme reflétait le degré d'émancipation de la société dans son ensemble. C'est de ce problème qu'a pris conscience le Mouvement de Libération de la Femme.

Une manifestation du Mouvement de Libération de la Femme aux U.S.A.

Les femmes dans le pays le plus développé du monde...

Il n'y a rien de plus faux que l'image de la « belle Américaine » couverte de bijoux, débarrassée des tâches ménagères et passant son temps entre le cinéma, la plage et les surprise-parties. En fait, la femme américaine est comme beaucoup d'autres, une femme exténuée, débordée, partageant son temps entre la vaisselle, le ménage, les courses, les enfants et le bureau ou l'usine.

Il y a deux facteurs qui ont contribué à rendre plus aigu le problème de la femme aux USA.

Premièrement l'entrée massive des femmes dans le monde du travail (surtout le secteur tertiaire) depuis la deuxième guerre mondiale a bouleversé la vie de la femme. Il y a aujourd'hui près de 30 *millions de salariées à plein temps* aux USA (37 % de la main-d'œuvre) contre seulement 14 millions en 1940.

Et, phénomène nouveau, ce sont les femmes mariées qui sont venues gonfler leurs rangs. Alors que le nombre de femmes célibataires employées à plein temps est resté stationnaire, le nombre de femmes mariées et salariées a triplé et a atteint à présent les deux tiers des femmes travailleuses.

Cela a un double résultat. D'une part l'oppression de la femme est renforcée, l'astreignant en plus des tâches ménagères à l'abrutissement, à la fatigue du travail en usine ou au bureau, aux longues heures de transport. Elle doit aller louer ses bras à des patrons qui la surexploitent (le salaire moyen des femmes est égal à 60 % du salaire moyen des hommes !) Mais d'autre part, contraintes à sortir de l'atmosphère confinée et débilitante du foyer familial, les femmes prennent peu à peu conscience de leur appartenance à la classe laborieuse et de ses problèmes. Entre la ménagère dont l'horizon se limite aux murs de son appartement, à ses quelques voisines et à son supermarché local et l'ouvrière ou l'employée syndiquée, il y a une évolution lente, pénible mais irréversible.

L'entrée massive des femmes dans le secondaire et l'Université, qu'on présente aux USA comme un pas vers leur libération, est sans aucun doute un phénomène positif. Il a élargi leur horizon, mais justement, elles n'en ressentent qu'avec plus d'amertume la discrimination dont elles sont l'objet pour ce qui est des emplois qualifiés, et le mépris avec lequel elles continuent à être traitées. Aux Etats-Unis comme ailleurs une femme qui essaie de prendre des responsabilités est considérée comme « anti-féminine », « masculine », « vieille fille ».

Voilà où on en est en ce siècle dont Einstein disait qu'il y est plus facile de briser un atome qu'un préjugé.

Double journée de travail, tâches ménagères fastidieuses, sous-qualification, sous-rémunération : et ce n'est pas tout ! Cette oppression est exacerbée par le mépris incroyable dans lequel continue d'être tenue la femme.

A cet égard, le meilleur commentaire sur la situation de la femme, c'est la société capitaliste elle-même qui le fait, tous les jours, sur ses affiches publicitaires, ses films et ses magazines. Les historiens du futur jugeront sans doute, à l'aide de tels documents, qu'en 1971, dans le pays le plus industrialisé du monde, la femme n'était guère plus respectée qu'au Moyen-Age.

Le « Women's Liberation Movement »

Durant ces deux dernières années s'est développé un « Mouvement de Libération de la Femme ». En fait, il ne s'agit pas d'une organisation mais d'un sigle qui recouvre des centaines de groupes locaux, parfois extrêmement différents. Certains sont formés par des militantes gauchistes qui ont quitté leurs organisations parce qu'elles s'y sentaient mal à l'aise. D'autres sont au contraire créés et animés par certains de ces groupes. D'autres sont nés plus ou moins spontanément, sous l'influence d'étudiantes radicales, d'autres, enfin ont carrément été créés par des politiciennes ambitieuses. Sous cette étiquette on retrouve aussi bien l'organisation bourgeoise respectable, le « N.O.W. » (National Organisation of Women) que les « Radical Feminists », fraction la plus « extrême » du mouvement. Entre ces deux extrêmes, on trouve une multitude de tendances.

Tous ces groupes semblent d'accord sur un programme minimum de réformes immédiates : crèches et garderies ouvertes jour et nuit et gratuites, légalisation de l'avortement, lois sur le divorce plus équitables... C'est sur ces thèmes qu'ils ont sans doute rencontré l'écho le plus réel. De plus en plus, les politicards de tous bords se sentent obligés lors des élections d'aborder ces problèmes, même s'il y a loin de la parole aux actes !

Le mouvement a mis en accusation ce qu'il appelle le « chauvinisme mâle », c'est-à dire les préjugés contre la femme qui la ravalent au rang d'objet. Mais la forme provocante des manifestations pendant les concours de beauté ou les revues de mannequins, les occupations par les commandos « féministes » des bureaux de journaux du style « Playboy » ont paru ridicules et incompréhensibles même aux femmes américaines. C'est vrai, il n'est ni « normal » ni « amusant » que des femmes aillent se trémousser sur une scène pendant que des hommes les examinent comme du bétail. Mais les méthodes du Mouvement le font-elles comprendre aux gens ?

De plus, de nombreux groupes ont parlé tout haut de la véritable misère humaine qui est la règle dans la plupart des rapports entre hommes et femmes dans la société actuelle. Ils ont montré que le mépris dans lequel est tenu la femme empêche très souvent des relations sexuelles et sentimentales harmonieuses.

Cette misère humaine bien réelle, des millions de femmes et d'hommes la ressentent. Et pourtant, là aussi les groupes « féministes » ne semblent guère en mesure de proposer une solution. Tout au plus, certains se livrent à un radicalisme verbal anti-masculin — qui va jusqu'au ridicule en préconisant... le refus des rapports sexuels avec les hommes !

Les militantes du mouvement n'ont pas épargné le mouvement étudiant et les groupes « gauchistes ».

« *Si le degré d'émancipation de la femme au sein de la société indique le degré d'émancipation de toute la société, il en va de même pour les groupes révolutionnaires* » *affirment-elles, non sans malice :* « *le degré de persistance des préjugés envers la femme reflète l'influence de l'idéologie bourgeoise au sein de ces organisations* ».

L'idéologie et les limites du mouvement

Le « Mouvement de Libération de la Femme » est presque exclusivement petit-bourgeois par sa composition sociale et son idéologie. Le clivage entre les groupes « réformistes » et ceux qui se proclament « révolutionnaires » n'est nullement une distinction de classe, même au niveau théorique.

En fait, quelles que soient les différentes phraséologies des groupes qui le composent, le Mouvement se pose pour but l'émancipation de la femme en tant que femme, c'est-à-dire une abstraction pure. Il refuse de voir que l'oppression des femmes n'est qu'une part de l'oppression générale qui règne dans cette société et lui est indissolublement liée.

Bien sûr, les « gauchistes » du mouvement répètent, pour la forme, que le problème ne pourra être résolu que par le socialisme. Mais en attendant, *ils assignent à l'action politique des femmes les limites qu'impose aux femmes la société actuelle.* C'est ainsi que le « *New York Women's Liberation Center* » préconise la formation de « *comités de femmes* » pour discuter « *non pas de politique* » mais de « *nos problèmes de femmes* ». Ainsi la « politique » serait réservée comme toujours... aux hommes ! Il est facile de voir à quel point une telle organisation reproduit précisément l'oppression qu'elle prétend combattre.

Le même refus de considérer l'oppression de la femme comme un produit de l'exploitation et de l'oppression de classe, conduit les groupes féministes à de grotesques aberrations. Reprenant le langage des nationalistes noirs, ils parlent du « sexisme » qui serait l'équivalent du « racisme ». Et c'est ainsi que les groupes les plus « radicaux » (?) remplacent la lutte de classe par la lutte des sexes :

« *Les femmes sont une classe opprimée. Les agents de notre oppression sont les hommes. La suprématie mâle est la forme de domination la plus ancienne, la plus fondamentale. Toutes les autres formes d'exploitation et d'oppression* (*racisme, capitalisme, impérialisme, etc.*), *sont des extensions de la suprématie mâle. Tous les hommes ont opprimé les femmes...* »

D'autre groupes sont, eux, plus proches du canular que d'autre chose : les Radical Feminists, pour se prémunir contre les influences masculines, limitent à un tiers la proportion de leurs adhérentes qui peuvent avoir au même moment des rapports sexuels suivis avec des hommes. D'autres préconisent que toutes les femmes deviennent des lesbiennes ou se masturbent !

En fait, les aberrations de certains groupes ne sont que l'expression caricaturale de la manière dont le mouvement dans son ensemble (y compris ses tendances plus sérieuses) pose le problème : l'oppression des femmes en général par les hommes en général oubliant, ou refusant de voir, que les antagonismes entre les classes sociales sont les antagonismes fondamentaux de notre société.

Que les mouvements petits-bourgeois posent le problème en ces termes, cela n'a rien d'étonnant, mais que des marxistes partisans convaincus de la conception matérialiste de l'histoire, se situent sur le même terrain que les premiers, voilà qui est plus grave.

Les socialistes ont été les premiers à dénoncer violemment et publiquement l'oppression de la femme dans la société actuelle, les marxistes ont expliqué cette oppression, dévoilé ses causes et ses racines, analysé ses différentes formes dans les différentes sociétés humaines et mis à nu les rapports historiques qui lient l'oppression de la femme dans la société capitaliste à l'apparition et au triomphe de la propriété privée.

Ils ont été les premiers aussi à montrer que l'émancipation de la femme passait par son insertion dans le travail social et que sa libération définitive ne pourra être acquise qu'avec la destruction de la propriété privée et de l'ordre bourgeois.

Cela implique pour tous les communistes la tâche de gagner les femmes aux idées du socialisme et à l'organisation prolétarienne révolutionnaire qui sera l'instrument de la transformation sociale. Le travail d'agitation, d'éducation, d'organisation parmi les femmes doit être indissolublement lié au travail d'éducatiton, d'agitation et d'organisation dans la classe ouvrière ; il doit être subordonné au parti prolétarien.

Le nécessaire travail parmi les femmes n'est pas un moyen de construire le parti révolutionnaire, il doit être l'une des activités de ce parti. En ce domaine comme en bien d'autres, les organisations gauchistes US cherchent un palliatif à l'absence de parti révolutionnaire ou au mieux un raccourci qui les mènera à ce parti. Ce faisant, ils tombent sous la dépendance idéologique de la petite-bourgeoisie et se détournent du but même dont ils se réclament. L'émancipation de la femme et de l'ouvrière US passera par la rupture avec le féminisme bourgeois.

Michel VARLET

« Un jour, tout cela sera à toi. »

LES REVOLUTIONNAIRES ET LES MUNICIPALITES

LE devoir premier des révolutionnaires est d'être présents partout où les travailleurs sont exploités, opprimés, partout où ils ont à subir le poids de l'organisation sociale bourgeoise.

C'est dans les entreprises, sur les lieux de travail que les travailleurs sont exploités, c'est là que l'antagonisme fondamental entre les ouvriers et les capitalistes prend source, aussi est-ce là le principal terrain d'action et de propagande des révolutionnaires. Mais la vie quotidienne des travailleurs, du moins ce que leur laisse l'exploitation, se déroule là où ils habitent, et c'est là qu'ils sont confrontés à tous les problèmes que pose à tous les exploités la simple existence quotidienne, justement. C'est là donc que les révolutionnaires peuvent démontrer, expliquer et relier ensemble les multiples aspects de l'incapacité de la société capitaliste à assurer une vie digne d'hommes à ceux qui créent toutes les richesses sociales.

Aussi, rien de ce qui se passe dans les quartiers, dans les localités ouvrières ne peut être étranger aux préoccupations et à la propagande des révolutionnaires. Et la participation aux campagnes électorales municipales, comme, en cas de succès, la participation aux municipalités elles-mêmes, donnent d'importantes possibilités de propagande révolutionnaire socialiste.

Il va sans dire que les révolutionnaires n'envisagent pas leur participation et la conquête éventuelle d'une majorité au sein d'une municipalité comme un moyen de réaliser une préfiguration du socialisme dans une seule localité. Ils ne cherchent pas plus à démontrer leurs vertus de parfaits gestionnaires.

Ils y vont parce que le Conseil municipal, forme d'autorité la plus proche de la population, est confronté quotidiennement à tous les problèmes qui touchent de près la vie des travailleurs : logements, transports, scolarité des enfants, santé, organisation des loisirs et bien d'autres encore.

Dans tous ces domaines, il s'agit de profiter du faible pouvoir et de la très relative autonomie de la municipalité pour dévoiler, à travers les exemples concrets auxquels la municipalité est confrontée, la responsabilité de l'Etat, et au delà, la responsabilité de l'organisation sociale capitaliste.

Montrer par exemple, preuves en main, comment et pourquoi dans la même localité peuvent coexister des bidonvilles ou des foyers-casernes et des logements inoccupés. Montrer comment et pourquoi l'Etat est incapable de faire face à la scolarisation correcte des enfants des travailleurs. Montrer comment et pourquoi il laisse les hôpitaux délabrés alors même qu'il construit des casernes. Montrer ce que l'Etat consacre aux logements sociaux, aux équipements indispensables.

Révéler, à travers les conflits entre la municipalité et le pouvoir central la différence d'attitude de l'Etat à l'égard des problèmes des travailleurs et de ceux des bourgeois. De quels avantages, de quelles subventions peuvent bénéficier les entreprises capitalistes en difficulté, alors même qu'il n'y a pas d'argent pour résoudre les difficultés autrement plus vitales des habitants des taudis. De même, avec quelle vigueur l'Etat est capable de manifester son autorité à l'égard d'expulsés qui refusent de l'être, alors même qu'il est ou se prétend désarmé à l'égard de l'entreprise capitaliste qui pollue et met en danger la santé des habitants d'une localité entière.

Par la même occasion, il s'agit de montrer que, même dirigée par des révolutionnaires, une municipalité est parfaitement incapable de promouvoir la moindre politique radicale favorisant les travailleurs dans tous ces domaines, sans se heurter à chaque pas aux obstacles suscités par l'Etat bourgeois, ou tout simplement au mur d'argent.

Les municipalités dites « ouvrières », c'est-à-dire celles dirigées par le P.C., ou par des coalitions diverses comportant le P.C. et le Parti Socialiste mènent dans une faible mesure une certaine politique de dénonciation de la responsabilité et des carences de l'Etat à l'égard des besoins les plus élémentaires des travailleurs. Elles la mènent parce que ces formations sont dans l'opposition et dans cette mesure seulement. Autrement dit, elles prétendent ouvertement, ou laissent entendre que ces carences sont conjoncturelles, qu'elles tiennent principalement à ce que les partis se réclamant des travailleurs ne sont pas représentés au gouvernement, et que s'ils l'étaient, tout serait changé.

Et c'est là une façon encore de tromper les travailleurs sur ce qu'est l'Etat bourgeois, sur ce qu'est la société capitaliste.

Les révolutionnaires montreront au contraire à travers toute leur activité municipale que si l'immense majorité des travailleurs n'est pas logée correctement, si leurs besoins les plus élémentaires en matière de transport, santé, scolarisation, loisir, etc., ne sont pas satisfaits, cela n'est pas seulement une affaire de circonstances politiques ; cela découle de la nature même d'une société basée sur le profit, où tout se fait en fonction du profit. Ils montreront que l'Etat est le garant de cette société de profit et par cela même, qu'il n'est pas, qu'il ne peut pas être capable d'assurer aux travailleurs des conditions d'existence décentes, en quelque domaine que ce soit.

Les révolutionnaires disent cela de toute façon, en toutes circonstances et indépendamment de leur participation ou non aux municipalités. Mais à l'intérieur de celles-ci, ils ont la possibilité de donner une résonance plus grande à leur propagande. Aussi ont-ils le devoir de tenter d'y être.

Georges KALDY

Entre la poire et le fromage, le gâteau des municipales, objet des préoccupations de Debré et Pradel, maire de Lyon.

(Photo U.P.I.)

Une logique mystérieuse

LE 18 *janvier*, Lutte Ouvrière *adressait au Bureau politique de l'OCI une lettre proposant une rencontre entre les deux organisations afin d'examiner la possibilité de présenter des listes communes aux prochaines élections municipales.*

Nous n'avons, à ce jour, pas reçu de réponse officielle de l'OCI. Mais Informations Ouvrières *du 3 février a répondu indirectement à cette lettre dans un article intitulé :* « Des « révolutionnaires » conséquents ».

L'OCI feint de s'étonner que Lutte Ouvrière *puisse faire une telle proposition étant donné les positions que nous avons prises dans l'article* « L'agonie de l'UNEF », (*L.O. numéro* 126) *à propos des incidents de Censier, cet article dans lequel nous écrivions que* « les militants de l'AJS au pire de leurs excès ne sont que de pâles imitateurs dans la pratique des méthodes staliniennes ».

Comment, se demande l'OCI, peut-on proposer des listes communes à des imitateurs du stalinisme ? Et Informations Ouvrières *de conclure :* « On ne peut qu'apprécier la logique et le sérieux de « Lutte Ouvrière ».

Il est déjà surprenant de voir que les camarades de l'OCI semblent penser que les propositions d'action unie soient incompatibles avec la franche critique du comportement des autres tendances révolutionnaires.

Mais ce qui est encore plus surprenant, c'est que l'OCI mène depuis fort longtemps une politique dite de « Front unique ouvrier », *proposant sans cesse l'unité au PCF et même au PS. (Ce qui n'empêche pas, et à juste raison, l'OCI de protester contre les calomnies, mensonges et violences que commet le PCF à son égard.) Car étant donné les reproches que nous adresse* Informations Ouvrières, *on comprend mal comment l'OCI n'est pas gênée de proposer l'unité non à de* « pâles imitateurs du stalinisme » *mais aux staliniens eux-mêmes ?*

*Mais il est vrai qu'à défaut d'argumentation politique, il faut bien qu'*Informations Ouvrières *trouve des prétextes pour pouvoir demeurer dans la coquille protectrice de son isolement sectaire.*

S.K.F. - Ivry (Val-de-Marne) :

Un chef corrigé par les maoïstes, *c'est la C.G.T. qui se sent visée*

A LA S.K.F., lundi premier février, un tract était distribué par des maoïstes à la sortie de la cantine, annonçant qu'au même instant un chef, Bouvier, recevait une correction méritée. Et effectivement, pendant que les tracts étaient diffusés, plusieurs maoïstes infligeaient, dans la rue, une bonne râclée à coups de barres de fer à Bouvier et à un autre chef qui tentait de le défendre. Les deux chefs se sont retrouvés à l'hôpital, Bouvier reprenant toutefois son poste à l'usine le mardi matin. La police, appelée par la Direction, est arrivée après l'affaire et n'a « pincé » personne.

Il faut dire que le triste sort de Bouvier n'a pas fait pleurer les travailleurs, loin de là. Ce monsieur avait trouvé le moyen de provoquer une grève de toute l'usine une journée entière en novembre en chronométrant le temps passé aux W.C. par un militant C.G.T. et en le mettant à pied. Le bruit court que ce triste sire aurait aussi fait licencier son père qui travaillait à l'usine parce qu'il ne tenait pas les temps, et, il y a quelques années, à la suite de ses brimades continuelles, un ouvrier l'avait menacé d'un couteau et avait été licencié pour cela.

Bien des ouvriers commentaient la râclée de Bouvier en disant : « Il l'avait bien méritée ». « Et puis il y a d'autres chefs qui ne valent pas mieux ; si ils continuent il faudra aller chercher les maoïstes ».

Mais si l'opération des maoïstes a été très appréciée des ouvriers, on ne peut pas dire que le P.C.F. et la C.G.T. aient partagé ces sentiments. Ils ont répondu avec une rapidité sans commune mesure avec celle qu'ils déploient pour défendre le personnel. Dès mardi, le P.C. distribuait un tract intitulé « Face aux méthodes fascistes » **comparant les maoïstes aux** « nervis de Tixier-Vignancour, Soustelle et autres fascistes notoires ». **Puis la C.G.T. a diffusé jeudi, vendredi et samedi un autre tract attaquant les maoïstes et les accusant en substance d'avoir visé, à travers Bouvier, la C.G.T., et de réserver leurs coups aux organisations ouvrières.**

Au total, en comptant un tract diffusé lundi et attaquant le bulletin Lutte Ouvrière **à propos des bagarres de Censier entre l'A.J.S. et l'U.E.C., cela fait trois tracts différents qui ont été consacrés aux gauchistes la semaine dernière par le P.C.F. et la C.G.T. Par contre, aucun tract n'a été sorti contre le patron à propos de la dernière paye amputée au nom de la mensualisation ou pour les conditions de travail qui empirent constamment (cadences, pollution de l'air, etc...).**

Mais le patron peut être content. A la S.K.F., pour le P.C.F. et la C.G.T., les gauchistes sont manifestement des adversaires bien plus importants.

(Correspondant L.O.)

Grèves et agitation sociale :

UNE GRANDE COMBATIVITÉ MAIS PAS DE PERSPECTIVES

L'ACTUALITE sociale a été marquée la semaine dernière par trois événements : la grève de trois jours des postiers, qui aurait été moins suivie que celle d'octobre dernier, mais qui fait suite à toute une série de mouvements qui ont eu lieu depuis un an dans les P.T.T. ; la grève avec occupation des locaux, des mineurs des Houillères de Lorraine pour protester contre la fermeture prévue de Faulquemont en 1974 ; enfin la continuation de la grève des Batignolles qui entre cette semaine dans sa quatrième semaine.

Mais si ces trois mouvements ont été plus particulièrement mis en lumière, ils ne sont pas les seuls, loin de là. Un peu partout, on signale grèves et débrayages touchant des secteurs très divers, prenant des formes encore plus diverses, depuis les grèves illimitées de plusieurs entreprises de faible ou de moyenne importance, jusqu'aux débrayages d'un quart d'heure mais répétés au fil des jours de la SNECMA-Corbeil en passant par la grève d'une demi-journée de Renault-Billancourt, et pour des objectifs tout aussi divers.

Que ces grèves **démarrent contre** la volonté de certaines **directions** syndicales comme aux **Batignolles, ou** à l'appel de celles-ci **comme** dans la plupart des cas, **surtout quand** il s'agit de **débrayages limités,** leur nombre et la **façon dont elles** sont suivies par les **travailleurs démontrent** sans conteste **que la combativité** de la classe ouvrière **est grande.**

Et nul ne s'en **étonnera car ce** ne sont certes **pas les raisons de mécontentement qui font défaut : hausse** du coût de la **vie qui annule rapidement** ce qu'ont pu **apporter certaines** hausses de salaires, **menace de licenciements ou de chômage ici ou là,** conditions de **travail qui s'aggravent** un peu partout.

Pourtant, ce **qui frappe aussi** c'est que ce **mécontentement reste diffus,** ces mouvements **éparpillés sans** lien et sans **perspective d'ensemble. La** classe ouvrière **est mécontente** certes, elle le montre, **mais les choses en** restent là.

C'est que si **les syndicats n'hésitent** pas à lancer **ici ou là des mouvements** limités, les directions des organisations ouvrières se gardent bien d'ouvrir des perspectives en donnant des objectifs généraux qui en vaillent la peine et puissent être ceux de l'ensemble des travailleurs. Que sert le fait que C.G.T. et C.F.D.T. se retrouvent, paraît-il, à nouveau unies si c'est pour définir comme objectif un salaire minimum de base de 800 F par mois ? A ce compte, effectivement, l'unité syndicale ne risque guère de mobiliser qui que ce soit, Elle n'a d'ailleurs eu aucun impact parmi les travailleurs.

Bien plus, au moment même où des mouvements éclatent un peu partout, les syndicats signent des accords dans certains secteurs essentiels comme la S.N.C.F. ou l'E.D.F. Et ces accords ne marquent pas seulement la volonté des directions syndicales de tenir ces corporations hors d'une agitation sociale éventuelle, ils démontrent aussi clairement que les objectifs qu'elles se fixent n'en valent pas la chandelle.

Quelle corporation, quelle entreprise peut avoir envie d'entamer une lutte importante avec tous les sacrifices que cela peut comporter si les dirigeants syndicaux sont prêts à signer des accords et à se déclarer satisfaits, comme ils l'ont fait à la S.N.C.F. par exemple, avec la seule garantie que les salaires suivront à peu près les prix mais avec l'acceptation tacite, en contrepartie, que les conditions de travail vont être aggravées par la réduction du personnel dans des proportions importantes ?

Du coup, la classe ouvrière piétine. Elle ne sait pas de toute évidence comment prendre l'offensive dans l'impasse où la conduisent ses dirigeants.

Pourtant, à chaque coup qui leur est porté, les travailleurs ripostent et quelques fois durement, montrant par là qu'ils ne sont nullement démoralisés ni décidés à se laisser faire. Dans ces circonstances, il suffit de peu de chose parfois pour montrer la voie, et la lutte d'un seul secteur peut fort bien ouvrir la brèche par laquelle s'engouffrera tout le mouvement.

Jacques MORAND.

A Faulquemont, les mineurs en colère

400 mineurs occupent la Direction Générale des Houillères à Merlebach. (Photo A.F.P.)

DEPUIS dix ans, la menace de fermeture pèse sur le bassin minier de Merlebach. Il y a deux mois, la Direction des Houillères prenait la décision de fermer un des puits, celui de Faulquemont qui serait le moins rentable, au profit d'une relative extension des autres puits du bassin.

Ainsi, les 1.455 mineurs employés à Faulquemont allaient-ils se retrouver d'ici la fin de l'année 1973 reconvertis par force vers les entreprises de la région ou même mis au chômage si les usines promises n'étaient pas réalisées d'ici là ?

C'est pourquoi le mercredi 3 février les 1.500 mineurs refusaient de descendre pendant qu'une délégation se rendait à Paris aux Charbonnages de France. Depuis, la grève s'est installée à Faulquemont. Dès le jeudi matin quatre cents mineurs occupaient les locaux des Houillères de Merlebach. Après le départ des employés, la découverte de documents et de certaines fiches de paye plus que consistantes, ne fit qu'accroître la colère des grévistes.

Le vendredi à l'appel des syndicats, les 30.000 mineurs de Lorraine débrayaient pour appuyer la grève de Faulquemont. Les commerçants et même la municipalité U.D.R. s'associèrent au mouvement de protestation, en organisant un comité de défense de la ville et en proposant de boycotter les prochaines municipales.

Devant cette opposition unanime, la Direction se contente de réaffirmer ses promesses. D'après elle aucun travailleur ne serait mis au chômage. Mais elle n'est plus en mesure d'amadouer les « gueules noires » par des promesses. Depuis des années que l'on parle de fermeture de mine, il serait bien temps de passer des promesses à leur réalisation. Après 100 ans d'exploitation durant lesquels des milliards et des milliards ont été accumulés, y compris grâce aux puits les moins « rentables », les mineurs n'acceptent pas d'être jetés au rebut.

Et une fois de plus on parlera de violence, on accusera les mineurs d'occuper illégalement les locaux. Mais cette violence, ils y sont acculés ! Et l'illégalité, c'est celle que commettent les Charbonnages, c'est-à-dire l'Etat, en obligeant des travailleurs à se battre pour garder le droit de vivre.

Dominique LEGER.

Les vignerons du Midi manifestent

PAR dizaines de milliers, les viticulteurs du Midi ont participé à la journée de manifestations qui s'est déroulée jeudi dernier dans les trois grands départements producteurs de vin, l'Hérault, l'Aude et le Var.

Pour se faire entendre, les paysans en colère n'ont eu d'autre ressource, une fois de plus, que de barrer les routes et de se rassembler massivement dans les villes. Le nombre élevé des participants à ces manifestations, près de 40.000 à Montpellier, environ 3.000 à Carcassonne, des milliers à Nîmes et dans les Pyrénées orientales, atteste de la profondeur du mécontentement.

Les viticulteurs du Midi ont voulu protester contre les difficultés d'écoulement de leur vin de consommation courante. Et ils reprochent aux Pouvoirs publics les importations de vins algériens et italiens. En réalité, la situation des petits viticulteurs du Midi n'est guère différente de celle de leurs camarades agriculteurs bretons ou petits éleveurs du Centre de la France. Les uns et les autres ont en commun de travailler dur, et de vivre péniblement de leur labeur acharné.

Malgré les affirmations de certains démagogues, les causes des difficultés que connaît le monde paysan ne sont à rechercher ni dans l'importation des vins d'Algérie, ni dans celle des agrumes italiens ou des poulets du Danemark.

La vérité, c'est que dans cette société, tous ceux qui travaillent, que ce soit dans les villes ou les champs, sont durement exploités, qu'ils sont les perpétuelles victimes de « fléaux » aussi « naturels » que la surproduction, l'inflation ou le chômage. La vérité, c'est que dans cette société déréglée où la seule loi est le profit, les petits, les ouvriers, les paysans, les petits commerçants, sont écrasés au bas de l'échelle sociale.

Et quand ils protestent, l'Etat leur envoie ses C.R.S. et ses gardes mobiles.

François DELAIN

Des viticulteurs du Var barrent la voie ferrée Nice-Marseille. (Photo A.F.P.)

La rentrée politique de Soustelle à Lyon

A Lyon, pour les élections municipales, des membres de l'U.D.R. figureront sur la même liste que Jacques Soustelle, qui commence ainsi sa véritable rentrée politique.

Soustelle, lors de son retour en France. (photo A.F.P.)

Le fils prodigue, rentré en France en novembre 1968, après sept ans d'exil, vient réclamer sa part de l'héritage, car, enfin, il fait bien partie de la grande famille gaulliste.

Bien sûr, on ne l'a pas accueilli à bras ouverts, il a fallu un entremetteur, Pradel, il a fallu aussi le feu vert de Pompidou ; mais puisque rien n'est plus important que la réconciliation des Français, on ne voit vraiment pas pourquoi un si proche parent serait écarté !

Car, somme toute, que peut bien reprocher la majorité à Soustelle ?

Elle ne peut pas lui en vouloir d'un petit flirt de jeunesse avec la gauche, quand l'étudiant de la rue d'Ulm qu'il était, participa dans les années 34-35 au « Comité de vigilance des intellectuels antifascistes ». Soustelle a donné depuis suffisamment de preuves de son anti-communisme pour que cette erreur soit oubliée.

Elle peut aussi difficilement lui reprocher les longues années passées sous l'aile droite de De Gaulle. Son exemplaire palmarès rendrait plutôt jaloux. Voyez plutôt :

— En 40, Soustelle répond dans les premiers à l'appel de De Gaulle et s'enrôle en 41 dans les forces libres de Londres.

— De 42 à 44, il fut successivement commissaire à l'information, directeur adjoint de De Gaulle et directeur général du B.C.R.A., il s'occupa de la préparation et de la direction de la lutte clandestine en France.

— A la Libération, De Gaulle lui fit une place de choix dans son gouvernement : il lui confia le ministère de l'Information puis celui des Colonies.

— Quand De Gaulle se retira, Soustelle le suivit et se consacra entièrement à la vie du parti fascisant que fut le R.P.F.

Les choses se brouillèrent un peu entre De Gaulle et Soustelle vers les années 52, quand Soustelle, président du groupe parlementaire R.P.F., tenta de former un gouvernement à direction R.P.F.

Enfin et surtout, il y eut le problème algérien. Les partisans de l'Algérie française portèrent De Gaulle au pouvoir. Mais la bourgeoisie française savait qu'elle devrait traiter en Algérie et si De Gaulle fut pour elle l'homme providentiel, c'est bien parce qu'il était le seul capable de faire accepter à l'extrême-droite et au million de Pieds-Noirs algériens une paix inévitable. Appelé par la droite, mais destiné à mener une politique « d'abandon », De Gaulle allait jouer sur cette équivoque dans les premières années de son règne, pour tenter d'imposer, par les armes, la paix la plus favorable à l'impérialisme français.

Le tort de Soustelle a été, dans cette confusion volontaire, de jouer la mauvaise carte, celle jusqu'auboutiste de « l'Algérie française ».

En 58, au lendemain des barricades d'Alger, le De Gaulle du « Je vous ai compris » avait fait entrer Soustelle dans son équipe ministérielle où il s'était retrouvé ministre de l'Information.

Mais quand l'équivoque se dissipa, quand De Gaulle commença à s'orienter ouvertement vers une politique de désengagement, il « sacrifia » Soustelle avec les partisans de l'Algérie française.

Soustelle paya pour s'être fait le défenseur d'une cause que la bourgeoisie française, dans sa majorité, acceptait de considérer comme perdue puisque De Gaulle semblait être l'artisan d'une solution plus économique.

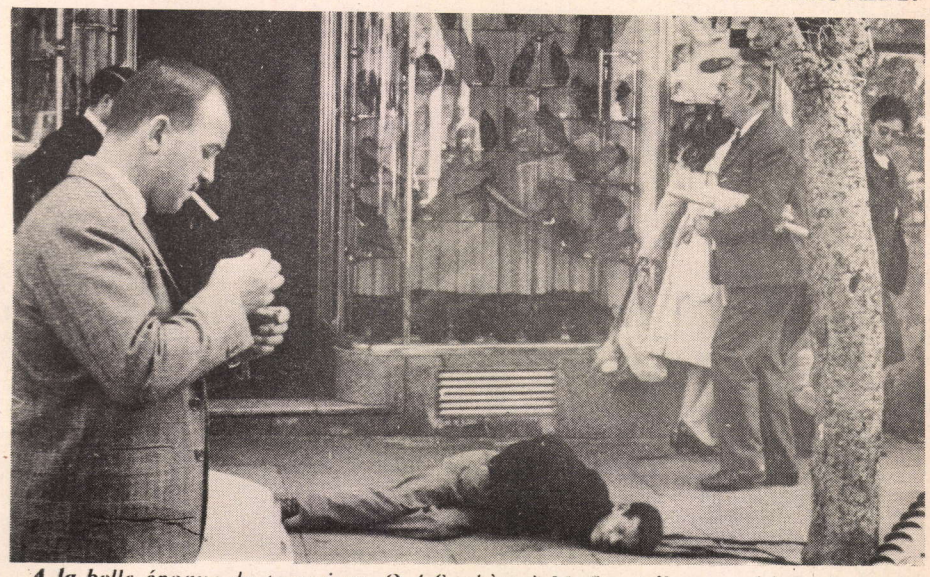
Exclu de l'U.D.R. en avril 60, il créa un nouveau parti sans grand lendemain : le Regroupement National. Il fit campagne pour le « Non » au référendum de janvier 61. En août 62, il créa avec G. Bidault et Argout le Conseil National de la Résistance (C.N.R.), reprenant le sigle de celui de la Deuxième Guerre mondiale. Et, en septembre, une information fut ouverte contre lui pour complot contre la sûreté de l'Etat. Soustelle démissionna du Conseil Municipal de Lyon et en décembre un mandat d'arrêt fut lancé contre lui. Ce fut l'exil.

Depuis, Soustelle choisit plutôt la discrétion. Il veut se présenter comme un modéré ; en 64, il déclarait à un journaliste américain : « Ma position a toujours été et se situe encore plutôt au centre gauche. Aux Etats-Unis, je me situerais à peu près entre un républicain et un démocrate ».

En décembre 65, il nie ses liens avec l'O.A.S. et appelle ses partisans à voter contre le régime, pour Tixier-Vignancour ou Lecanuet au premier tour, au second tour pour Mitterrand.

Actuellement, il fait une rentrée prudente, mais il n'est pas isolé : il organise un mouvement : Progrès et Liberté (!) proche des centristes. Et, somme toute, son passé lui vaut des sympathies, y compris dans les rangs des gaullistes.

Henriette MAUTHEY.



A la belle époque du terrorisme O.A.S. chère à M. Soustelle, quand le cadavre d'un musulman dans les rues d'Alger laissait chacun indifférent.

Le gouvernement est responsable de l'insécurité routière :

Quarante tués par jour en 1970

LA mission interministérielle de « Sécurité routière » vient de publier les chiffres concernant les accidents de la route. Ils sont éloquents : en 1970 il y a eu 236.000 accidents (3,6 % de plus qu'en 69), 330.000 blessés (+ 3,5 %) et 15.000 tués (+ 2,6 %). Et pour le seul mois de décembre 1970, 1.327 tués, ce qui représente par rapport à décembre 1969, une augmentation de 17 % !

Ainsi, chaque année, la fraction de la population qui est anéantie dans des accidents de la route est en augmentation. Et si de 1969 à 1970 la croissance sur un an ne représente qu'environ 3 % en moyenne, on constate que dans la dernière décennie, la croissance moyenne du nombre d'accidents est de 50 % ; en 1961 il y avait eu 160.000 accidents, 213.000 blessés et 9.000 tués. Le nombre des tués sur la route en moins de dix ans a augmenté de 66 % !

La population française n'a évidemment pas progressé au même rythme, mais ce qui a augmenté en revanche, c'est le parc automobile. Pour la seule région parisienne, dans la même période de dix ans, le parc automobile est passé de 1 million 300.000 à 2 millions 300.000 véhicules. D'ailleurs la mission interministérielle, qui mériterait plutôt le qualificatif « d'insécurité routière », admet que l'augmentation du nombre des victimes est due essentiellement à la proportion des accidents dans les villes et leurs banlieues.

Donc les statistiques gouvernementales prouvent ce que tout le monde supposait déjà : la route devient de plus en plus meurtrière à cause de l'augmentation du nombre de véhicules, et non pas à cause de la malveillance ou de l'incompétence des conducteurs.

La route tue. Mais ce n'est pas seulement la « fatalité » ou l'imprudence des conducteurs qui est en cause. C'est aussi, et surtout, la politique des gouvernements en matière de transport. Car le train est infiniment plus sûr, mais on on supprime ligne sur ligne. (Photo U.P.I.)

Les gouvernants ne peuvent pas faire semblant de l'ignorer, d'autant que la croissance extraordinaire du nombre des automobiles utilisées est dans une large mesure la conséquence de l'incurie de l'Etat en matière de transports en commun.

Plutôt que de faire aménager le réseau S.N.C.F. et le réseau routier pour mettre en place des transports collectifs rapides, confortables, en quantité suffisante, les gouvernants ont une autre politique : faire vendre des autos sans se préoccuper des conséquences sur la population.

Sciemment, Pompidou et ses amis, comme leurs prédécesseurs, ont opté pour les hécatombes sur la route, pour les péages, pour le stationnement payant, les contraventions (4.756.940 à Paris en 1970), et pour les hausses perpétuelles de tarifs S.N.C.F. et R.A.T.P.

En pleine connaissance de cause, le gouvernement, dissuade la population d'utiliser les transports collectifs. Il nous précipite sur les routes, et il nous y rackette. Et tout aussi consciemment, c'est encore lui qui est responsable du nombre sans cesse croissant des accidentés et des tués sur la route.

Michel PARENT

Le Mouvement ouvrier à la veille de la Commune (1)

De la naissance du comité central à l'insurrection manquée

(5 Septembre-31 Octobre)

SI le 4 septembre avait été une journée des dupes (voir numéro précédent), si la gauche libérale et bourgeoise avait pu confisquer à son profit l'idée de « République Sociale », ceci en grande partie du fait du manque de décision qui animait les éléments les plus avancés du mouvement socialiste et du prolétariat, l'agitation n'en continua pas moins dans les quartiers populaires à Paris comme en province.

Les 20 arrondissements

A Paris, les éléments les plus conscients et les plus avancés avaient tenté de remédier à l'éparpillement des diverses tendances révolutionnaires en créant un organisme capable de pallier l'isolement et l'impuissance de ces groupes.

« **Le 5 septembre,** écrit Lissagaray, **voulant centraliser pour la défense et le maintien de la République les forces du parti d'action, ils** (les éléments d'avant-garde) **avaient invité les réunions publiques à nommer dans chaque arrondissement un Comité de vigilance chargé de contrôler les maires et d'accueillir les réclamations. Chaque Comité devait nommer quatre délégués, l'ensemble des délégués serait un Comité Central des vingt arrondissements.** »

Bien que le Comité Central reste autonome tant par rapport à l'Internationale qu'aux Chambres Syndicales et qu'aux autres groupes révolutionnaires, il devient rapidement, pour reprendre l'expression de C. Talès, le « **cœur du Paris Révolutionnaire** ». Là se côtoient les internationalistes (Lefrançais, Malon, Pindy), les blanquistes (Ranvier) et les intellectuels gagnés à la cause de la République Sociale (Millières).

Les souvenirs de 1792

Pour les créateurs du Comité Central des vingt arrondissements, il ne s'agissait pas seulement de maintenir un front commun entre les diverses tendances révolutionnaires mais aussi de ressusciter un pouvoir populaire comme celui qui avait existé dans le Paris des années 1790 à 1794, celui de la Commune Révolutionnaire.

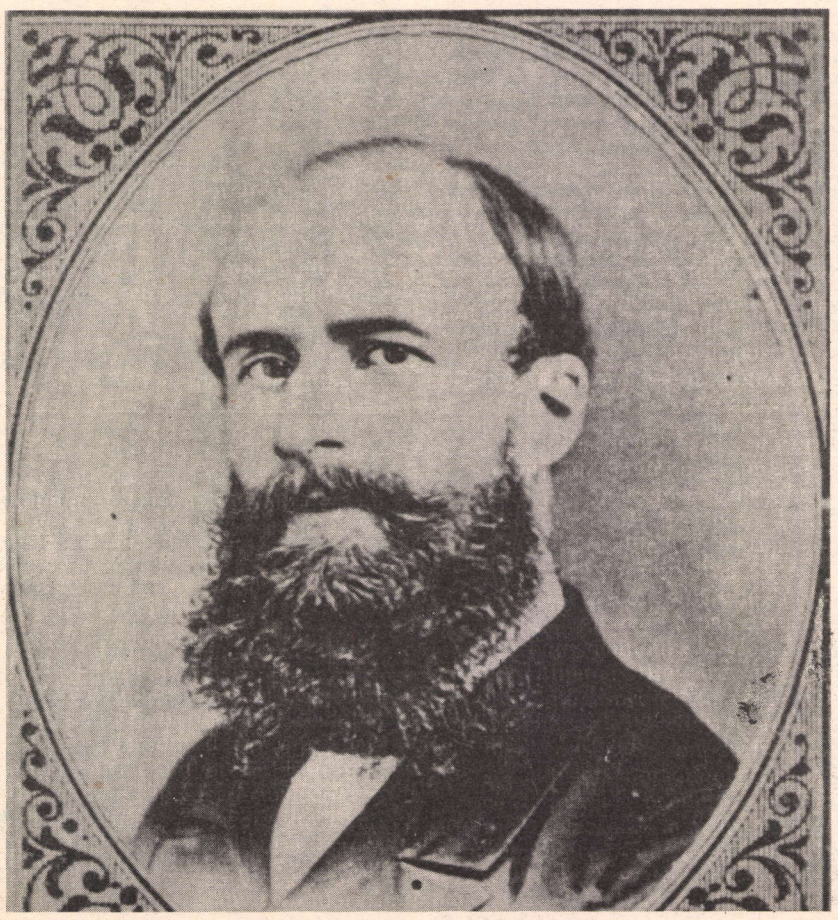
Et ce Paris était avant tout celui du pouvoir des quarante-huit sections parisiennes. Qu'étaient donc ces sections ? Elles avaient leur origine dans la subdivision électorale de Paris en soixante districts, décidée par Necker, ministre de Louis XVI, en vue de la désignation des députés parisiens du Tiers-Etat à la réunion des Etats Généraux de 1789.

Au lendemain du 14 juillet 1789, cette subdivision fut rendue permanente et remplacée plus tard par quarante-huit sections. Très rapidement, les éléments les plus avancés de la population parisienne arrachèrent non seulement le droit de réunir les citoyens en permanence mais encore celui d'y admettre tous les citoyens sans distinction de sexe ou de fortune. Les sections devinrent alors des assemblées de pouvoir populaire et imposèrent à l'Assemblée nationale, puis à la Convention, nombre de mesures révolutionnaires.

Ce sont ces sections qui, le 10 août 1792, devant les atermoiements des parlementaires à destituer le roi, se proclament « **Commune Insurrectionnelle** », attaquent et prennent les Tuileries, imposent la convocation d'une Convention de neuf cents membres qui, un mois plus tard (22 septembre 1792) proclamera la République.

Ce sont encore elles qui, en mai-juin 1793, face à la Convention et à son Comité de Salut Public, exigent l'arrestation de vingt-deux députés girondins accusés de complicité avec le général Dumouriez passé à l'ennemi.

Il faudra la liquidation des « Enragés » (Jacques Roux, Théophile Leclerc, Jean Varlet) en septembre 1793 par les Jacobins, puis de la gauche jacobine (Charette, Hébert) par Robespierre (février-mars 1794) pour que disparaisse définitivement cette Commune Révolutionnaire qui, reflet des aspirations des éléments les plus exploités de la société (les bras-nus), avait imposé à la bourgeoisie révolutionnaire la République.



Gustave **FLOURENS** 1838-1871

Le rôle du Comité Central des 20 arrondissements

Pour fidèle qu'il fut aux souvenirs de 1793, le Comité Central des vingt arrrondissements ne parvint jamais à devenir un véritable organe de pouvoir populaire. Ce rôle, il le laissa avant tout au Comité Central de la Garde Nationale qui représentait la masse des citoyens en armes de plus de deux cents bataillons. Mais, du fait qu'il réunissait en son sein les éléments les plus lucides, le Comité Central des vingt arrondissements tenta de tracer les grandes lignes d'un programme révolutionnaire pour la population parisienne.

Dès le 15 septembre 1870, il revendique dans ce programme : « **l'élection des municipalités, la police remise en leurs mains, l'élection et la responsabilité de tous les magistrats, le droit absolu de presse, de réunion, d'association, l'expropriation de toutes les denrées de première nécessité, le rationnement, l'armement de tous les citoyens, l'envoi de commissaires pour faire lever la province** ».

Le début du siège

Le 19 septembre 1870, l'armée prussienne commença le siège de la capitale. Face aux Prussiens, toutes les tendances révolutionnaires, blanquistes et internationalistes compris, hantées par la « patrie en danger » de 1792, estimèrent qu'il fallait serrer les coudes autour du gouvernement issu du 4 septembre. Le 20 septembre, Jules Ferry revint de Ferrières où il était allé demander à Bismarck ses conditions de paix. Aussitôt, le Comité des vingt arrondissements envoie une délégation à l'Hôtel de Ville et exige la lutte à outrance et la fixation de la date des élections municipales promises par décret quatre jours auparavant. Jules Ferry donne sa parole que le gouvernement ne traiterait à aucun prix et que des élections auraient lieu avant la fin du mois. Trois jours après, un décret les ajournait « sine die ».

Mais, peu à peu, l'union sacrée autour du gouvernement commença à se fissurer. En fait, ce dernier n'avait pris au sérieux ni les préparatifs, ni les opérations du siège : il entassait 200.000 banlieusards dans la ville mais refusait de rationner les denrées alimentaires, il laissait traîner en longueur les travaux de terrassement, et les sorties militaires entreprises à tort et à travers avaient uniquement pour but de donner satisfaction à la population. Les minorités révolutionnaires commencèrent alors à agiter l'idée que le gouvernement trahissait.

L'agitation d'octobre

C'est dans cette atmosphère que parvint la nouvelle de la capitulation de Strasbourg et de Toul. Flourens, très populaire à Belleville, se rendit le 5 octobre à l'Hôtel de Ville et réclama la levée en masse, le rationnement, une sortie militaire, des élections municipales. Trochu parvint à l'éconduire. Le 8 octobre, le Comité des vingt arrondissements protesta contre la politique du gouvernement, reprit les revendications de Flourens et organisa, devant l'Hôtel de Ville, une manifestation de sept à huit cents personnes aux cris de « Vive la Commune ». Le gouvernement fit alors appel aux gardes nationaux des quartiers réactionnaires et déclara les élections municipales impossibles du fait que tout le monde devait être sur les remparts.

Dès ce moment-là, Trochu fit courir le bruit que les révolutionnaires n'étaient que des agitateurs payés par les Prussiens.

Les 13 et 21 octobre, Trochu organise deux sorties militaires, à Bagneux et sur la Malmaison, qui se terminent en retraite du fait de la volonté de l'état-major de ne pas engager de grandes forces dans une lutte considérée comme perdue d'avance.

Cela ne fit qu'augmenter l'exaspération des milieux révolutionnaires.

Le 28, une sortie sur Le Bourget permit de reprendre la ville qui dut être abandonnée le surlendemain, Trochu ayant laissé isolé ses 1.600 défenseurs face à 15.000 soldats prussiens.

L'insurrection manquée

Le 31 octobre, Paris se réveilla en apprenant trois catastrophes militaires : la perte du Bourget, la capitulation de Metz et la reddition de toute l'armée de Bazaine. On apprit en même temps l'arrivée de Thiers venu négocier un armistice. Une heure après l'affichage de la nouvelle, une foule immense envahit l'Hôtel de Ville aux cris de « Vive la Commune », « A bas Trochu », « Pas d'armistice ».

Tour à tour, le maire de Paris, Etienne Arago et ses adjoints Floquet et Brisson, les membres du gouvernement — Trochu, Jules Favre, Jules Ferry, Picard — tentent de s'expliquer. Sans succès. Les maires de Paris proposent alors, pour tenter de disperser la foule, de promettre les élections municipales réclamées par les groupes révolutionnaires et ajournées sans cesse. Le gouvernement accepte sans fixer de date.

Vers 16 h, une délégation des vingt arrondissements proclame la déchéance du gouvernement et fait approuver la création d'un Comité destiné à préparer les élections dans les 48 heures. Ce Comité qui comprend Dorian, ministre du Gouvernement, Louis Blanc, Victor Hugo, Ledru-Rollin, Raspail, Félix Pyat, Delescluze, Blanqui, Millières, n'eut qu'une existence éphémère. En effet, Dorian refusa d'y participer, Louis Blanc, Victor Hugo, Ledru-Rollin, Raspail, Félix Pyat, se tinrent cois ou tournèrent les talons. Flourens survint alors avec ses tirailleurs de Belleville et proposa aussitôt un Comité de Salut Public composé de lui-même, Blanqui, Delescluze, Millières, Ranvier, Félix Pyat, Mottu. Les discussions s'engagent, interminables. Le brouhaha est indescriptible. « **Chaque salle a son gouvernement, ses orateurs, ses tarentules** », écrit Lissagaray. La foule ne voyant rien venir, se disperse peu à peu. La plupart des Gardes nationaux, hostiles au gouvernement, avaient regagné leurs quartiers, croyant les élections accordées.

Pendant ce temps, Jules Ferry et Trochu (ce dernier bien que « prisonnier », avait pu quitter l'Hôtel de Ville à la barbe du Comité de Salut Public en profitant du désordre), rassemblent un bataillon breton favorable au gouvernement et attaquent l'Hôtel de Ville quelque peu déserté. Ils délivrent les membres du gouvernement qui y étaient détenus, désarment les tirailleurs de Belleville et s'emparent de Blanqui et Flourens.

Mais, craignant malgré tout les réactions populaires, le gouvernement accorde son « pardon » à Blanqui et Flourens qui, en signe de réconciliation, sortent de l'Hôtel de Ville de chaque côté du général Tamisier, commandant supérieur de la Garde Nationale et partisan de Trochu.

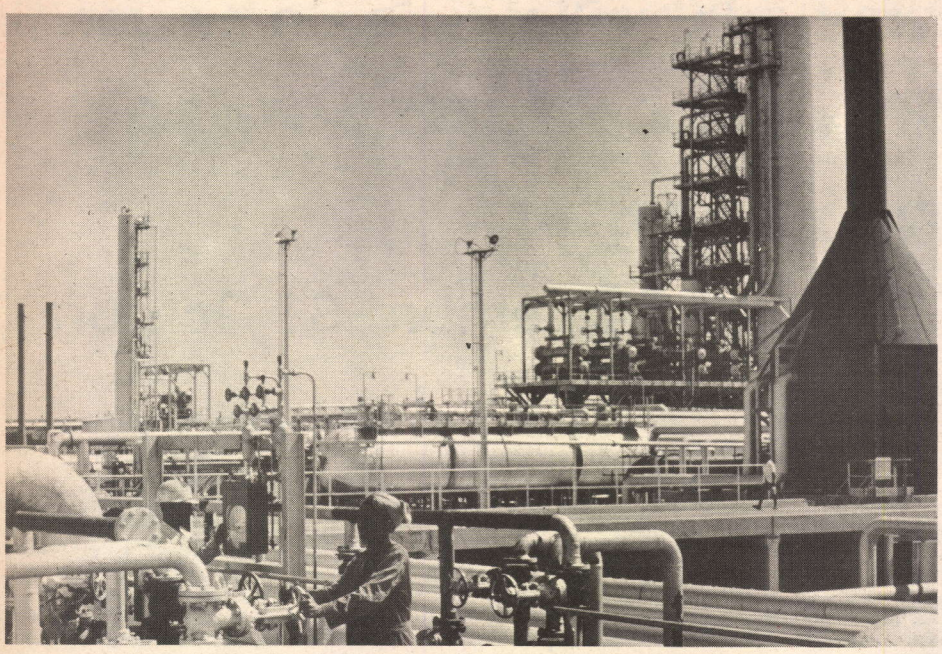
Tout comme le 4 septembre, l'inconsistance des révolutionnaires, l'incohérence de leur politique, l'indiscipline de leurs troupes avaient non seulement permis au gouvernement de conserver le pouvoir mais lui avait même refait une virginité.

Quant au gouvernement, qui n'était pas encore revenu de l'aubaine, il accorda, bon prince, des élections municipales pour le 5 novembre 1870.

Jean LIEVIN.

(1) Voir nos articles précédents, dans cette série, dans **Lutte Ouvrière** nos 124, 125, 126 et 127.

L'or noir et



De la raffinerie... (Ph. U.P.I.)

Les dernières semaines les affaires pétrolières ont été particulièrement à l'ordre du jour de l'actualité. Dans le même temps où se déroulaient, en effet, les négociations franco-algériennes à Paris et à Alger, une conférence réunissait en Iran les représentants des principales compagnies internationales et ceux des principaux pays producteurs.

Et ici comme là se sont posés les mêmes problèmes, se sont déroulées les mêmes discussions, s'est produite la même lutte ouverte ou feutrée. Celle des pays producteurs tentant d'arracher quelques concessions supplémentaires aux trusts internationaux dont ils dépendent entièrement pour l'exploitation et la commercialisation de l'or noir.

Et partout aussi on a assisté dans les pays industrialisés occidentaux à la même campagne de mobilisation de l'opinion publique contre les

L'histoire des compagnies pétrolières :

De trust en cartel...

S'IL est un domaine où les grands trusts ont fait des affaires d'or, c'est bien celui du pétrole.

Le pétrole fut tout d'abord découvert et exploité aux U.S.A..., Rockefeller créa la toute puissante Standard Oil en se spécialisant au début dans le transport et le raffinage. Il arriva à établir un prestigieux empire. En 1911, la société fut démantelée par la Cour Suprême s'appuyant sur la loi anti-trust. Mais, issues du démembrement, de puissantes sociétés pétrolières vont se développer (Standard Oil of New-Jersey ou Socony Vacuum). Deux autres sociétés apparurent exploitant les ressources du Texas (Gulf Oil, fondée par les Mellon, magnats de l'aluminium et la Texas Oil).

Les besoins en pétrole augmentèrent énormément vers 1910 avec la construction par Ford d'automobiles en série.

Mais les Compagnies américaines n'étaient plus les seules à exploiter les ressources pétrolières.

Un groupe européen se développa à l'échelle internationale, la Royal Dutch Shell, formée en 1907 par l'association d'une Compagnie hollandaise et d'une Compagnie anglaise. Ce nouveau groupe cherchait systématiquement des sources de ravitaillement à travers le monde.

Par ailleurs, une autre société britannique fut fondée pour exploiter une vaste concession obtenue en Iran. A la veille de la Première Guerre mondiale, l'Amirauté britannique prit une participation majoritaire dans cette société, l'Anglo-Persian (l'actuelle British-Petroleum).

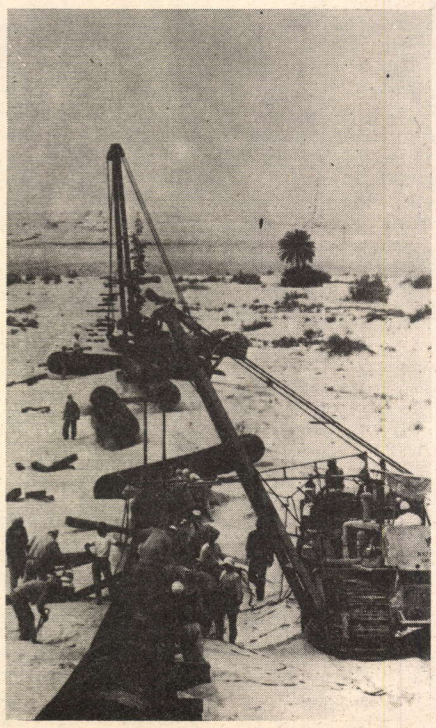
Aux environs des années 20, le marché mondial est dominé par un nombre restreint de puissantes compagnies qui se disputent les nouveaux marchés. Très vite, ces compagnies vont comprendre qu'elles ont intérêt à s'entendre. Elles vont former le cartel pétrolier international. Il sera fondé en 1928 par l'accord d'Achnacarry entre les trois grands : Standard Oil - Royal Dutch Shell - Anglo-Iranian, auxquels vont se rallier un peu plus tard quatre autres grandes sociétés américaines.

Cet accord comportait un partage précis du marché (le volume des affaires de chaque compagnie, à l'époque, devait servir de base de référence pour les accroissements futurs). Par ailleurs, les prix étaient fixés d'une manière très précise : en chaque point du monde, le prix des produits pétroliers serait aligné sur le prix des pétroles américains et le fret calculé comme si le pétrole provenait du golfe du Mexique. Les U.S.A. qui, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale assureront les deux tiers de l'approvisionnement mondial, se donnaient ainsi la garantie qu'aucune concurrence déloyale ne pourrait être faite aux Compagnies américaines. Comme, par ailleurs, c'était aux U.S.A. que le prix de revient du pétrole était le plus élevé, tout le monde y trouvait son compte, puisque dans les autres pays les Compagnies allaient faire de fabuleux super-profits.

Ce système reste sans changement jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Une Compagnie française, la Compagnie Française des Pétroles se crée bien en 1924, grâce à l'attribution des participations allemandes en Irak, mais elle jouera le jeu des grandes compagnies internationales et sera en fait admise dans leur sein.

Un tel accord ne va pas empêcher une lutte impitoyable entre les différentes sociétés pour s'approprier les gisements. Dans la presqu'île d'Arabie, tant en Arabie Séoudite que dans les différents émirats du golfe Persique, on assista à une ruée sans précédent sur les ressources pétrolières.

Au Moyen-Orient, les Anglais essaient de profiter de leurs protectorats sur certains des pays pour empêcher les Américains de pénétrer ; les Américains, défendant bien sûr le principe de la « porte ouverte ».



Du pipe-line... (Ph. U.P.I.)

Or, le Moyen-Orient prend de plus en plus d'influence en fonction de la guerre mondiale, et, avant elle, de certaines oppositions nationalistes dans les pays d'Amérique Latine. En effet, devant la ruée des grosses sociétés et le développement de la producttion, les pays possesseurs de pétrole vont prendre conscience des richesses de leur sous-sol. Et les premières oppositions viennent des pays plus anciennement exploités d'Amérique : le Mexique et le Vénézuela. Au Mexique, le 18 mars 1938, le président Cardenas décide de nationaliser les propriétés des grandes sociétés étrangères, Shell et Standard Oil. Au Vénézuela, deuxième producteur mondial à l'époque, le gouvernement va profiter de la guerre et de l'immédiat après-guerre pour obtenir, ce qui paraissait énorme, le partage par moitié des profits pétroliers entre l'Etat vénézuélien et les compagnies pétrolières.

La période de la guerre sera donc l'âge d'or des sociétés installées au Moyen-Orient. Le pétrole est en effet vendu à la flotte britannique au prix américain, majoré de frets fantômes comme si le pétrole provenait du golfe du Mexique. Une enquête fait apparaître ce jeu subtil de frets fantômes et montre que le pétrole du Moyen-Orient a un prix de revient quatre à six fois inférieur au pétrole américain. L'Amirauté britannique voudrait qu'un prix local soit établi pour le Moyen-Orient. C'est trop demander à l'Anglo-Persian qui accepte seulement de mettre fin aux frets fantômes en établissant un deuxième point de départ : le golfe Persique. Mais le pétrole continuera à être vendu au même prix que le pétrole américain.

Une enquête similaire fut effectuée aux U.S.A. qui aboutit au même résultat de la part des sociétés américaines installées au Moyen-Orient.

Il faudra attendre fin 1947 pour que le prix du pétrole du Moyen-Orient soit décroché du prix du pétrole U.S. Mais ce prix sera toujours établi de façon à ce qu'il ne fasse pas concurrence au pétrole américain (le prix du pétrole du Moyen-Orient, plus le fret, doit être égal à New-York au prix de celui du golfe du Mexique).

Depuis lors, un subtil équilibre a été établi tendant à faire que le prix du pétrole en provenance des deux origines demeure égal sur la côte nord-est des U.S.A.

Geneviève LAGRANGE.

Les pays en coupe

LES sept grands du pétrole ont, pendant des dizaines d'années, et continuent encore à le faire, empoché d'énormes surprofits sur le dos des consommateurs grâce à leur entente pour fixer les prix du marché et contrôler la production.

Mais ces profits se font d'abord aux dépens des pays producteurs de pétrole.

En effet, mis à part les gisements des Etats-Unis et d'URSS, les principaux pays producteurs sont tous des pays sous-développés. Après l'exploitation du Vénézuela et du Mexique, ce fut celle des pays du Golfe Persique (Iran, Irak, Koweit, Arabie séoudite), et, plus récemment, de la Lybie et de l'Algérie.

Que touchent ces pays producteurs ?

D'abord, le loyer des terres, en échange des concessions minières accordées par le gouvernement. Ensuite, des redevances sur le pétrole produit (ce qu'on appelle les royalties, jusqu'à récemment considérées comme un accompte sur l'impôt).

Or les principaux pays producteurs de pétrole réunis dans l'OPEP (organisation des pays exportateurs de pétrole) ont mis des dizaines d'années avant d'arriver à imposer aux compagnies le partage « fifty-fifty » (50 pour cent - 50 pour cent).

Le pillage du tiers-monde

Ainsi au Vénézuela, depuis 1922 et pendant une vingtaine d'années, la loi minière prévoyait des concessions accordées par l'Etat, moyennant une redevance de quelques centaines de francs à l'hectare ; en cas de découverte, la société versait à l'Etat une royaltie égale à 10 % de la valeur de la production seulement ! Il faut attendre 1943 pour que le gouvernement puisse récupérer, au bout d'une période de trois ans, la moitié des concessions accordées, fixe la surface de l'autre moitié à 5 km2 au maximum et fasse passer le taux des redevances d'un dixième à un sixième, avant d'imposer la règle de partage par moitié des bénéfices (1948).

Quand les grandes compagnies s'installent autour du Golfe Persique, elles y obtiennent des conditions encore meilleures. La plupart des Etats étaient soit d'anciens empires décadents, plus ou moins sous tutelle des grandes puissances européennes, comme l'Empire Ottoman et la Perse (aujourd'hui Iran), soit des Etats à structure féodale, comme l'Arabie Séoudite ou les principautés qui l'entourent, telle le Koweit. Les tractations entre les sociétés et ces Etats étaient facilitées — pour les sociétés ! — par le fait que ces pays vivaient complètement en marge de l'économie mondiale, et que pour leurs souverains, ignorant les richesses que pouvait contenir leur sous-sol, considérant celui-ci, comme l'ensemble de leur pays, comme leur propriété privée, les propositions des sociétés appa-

: les trusts

pays producteurs accusés de vouloir profiter d'une situation de monopole pour imposer leurs conditions aux consommateurs.

Cette accusation est comique venant de gens — car nous ne pouvons penser que l'argent des grandes compagnies pétrolières soit tout-à-fait étranger à la levée de boucliers de la presse occidentale — qui depuis soixante-dix ou quatre-vingts ans ont mis le monde entier en coupe réglée, ont institué un cartel de fait sinon de droit qui pèse aussi bien sur les producteurs que les consommateurs, dont ils se présentent aujourd'hui comme les défenseurs.

Les quelques faits d'histoire ou d'actualité, tirés du dossier pétrolier, que nous rappelons ci-contre montrent amplement — et il y en aurait bien d'autres — à qui profite l'exploitation de cette fabuleuse richesse naturelle : ni aux masses misérables des pays d'où elle est tirée, ni aux consommateurs américains, français ou britanniques, mais à quelques trusts internationaux, à une poignée de super-capitalistes.

... aux consommateurs. (Ph. U.P.I.)

producteurs réglée

raissent comme un véritable pactole.

Les négociations conduisirent à des contrats de « **concession générale** » : valables à la fois pour l'exploration et la production, ils s'appliquent à un très vaste territoire et couvrent même fréquemment l'ensemble d'un pays (ce qui écarte le risque de concurrence). La concession est valable pour une très longue période (en général entre 60 et 75 ans).

Ainsi, en Iran, en 1908, les Anglais avaient obtenu la plus vaste concession du monde, 1.200.000 km2 (plus de deux fois la France) et ce pour une période de soixante ans.

De même, la concession accordée en 1934 par l'émir de Koweit à la compagnie Gulf couvre la totalité des 20.000 km2 du pays et est valable pour une période de 75 ans !

Un Etat dans l'Etat

Ce genre de concession, implique, plus que partout ailleurs encore, la prépondérance de la société pétrolière au sein même de l'Etat producteur.

Partout en effet, les sociétés ont la concession d'énormes étendues de terres, font vivre des milliers ou des dizaines de milliers de personnes. Souvent, elles possèdent agglomérations, transports, etc.

Et surtout, elles occupent une place déterminante dans la vie économique et financière du pays, puisque une grande partie, sinon la presque totalité parfois, des revenus de l'Etat provient des impôts qu'elles payent.

Dans le Golfe Persique, les contrats s'accompagnaient d'ailleurs de clauses d'exterritorialité qui soustrayaient les biens et les personnes étrangères aux lois et aux coutumes locales (pour la justice, par exemple, et les impôts). Les sociétés traitent avec l'Etat, de puissance souveraine à puissance souveraine.

Avec leur puissance économique, les sociétés peuvent d'ailleurs s'acheter partout les hommes politiques, les journaux, les chefs de l'armée et de la police, etc. Elles entretiennent même de véritables polices secrètes.

« Dans certaines parties du monde, une compagnie américaine doit traiter ouvertement et franchement avec des gouvernements étrangers, avec ou sans l'aide du département d'Etat... Certaines compagnies des plus grandes reçoivent des rapports continuels et soignés concernant l'attitude et les capacités des fonctionnaires diplomates américains et les classent selon leur utilité probable pour faire progresser ou protéger les intérêts de leur firme », voilà qui semble tout à fait juste et normal à l'ex-sous-secrétaire d'Etat américain Berle !

Les résistances : du Mexique à l'Iran

Certains pays producteurs ont essayé de s'opposer aux compagnies pétrolières dans l'espoir d'obtenir une part plus importante des profits, ainsi le Mexique dans les années 20 et 30.

Comment réagirent les sociétés pétrolières ? Elles préférèrent perdre le marché plutôt que de céder, du moins dans un premier temps. Ainsi, la production mexicaine s'effondra de 31 millions de tonnes en 1921 à 5 millions de tonnes en 1931.

Quand, devant une telle situation, le gouvernement du pays producteur décida de procéder à la nationalisation, les sociétés réagirent aussitôt en retirant du pays tous leurs techniciens et en avertissant les éventuels acheteurs qu'elles revendiqueraient comme leur propriété tout pétrole exporté. Elles espéraient ainsi paralyser plus ou moins complètement l'économie du pays et contraindre les gouvernements à céder. Pour appuyer la compagnie Shell, la Grande-Bretagne alla jusqu'à rompre ses relations diplomatiques avec le Mexique — ce qui n'a pas lieu de nous étonner au moment où une campagne de presse prépare les Français à l'éventualité d'une rupture des relations avec l'Algérie sur ce même problème !

Ce n'est que pendant la seconde guerre mondiale que les grandes compagnies accepteront la situation mexicaine.

En Iran, elles furent amenées dans les années 50 à faire quelques concessions, mais elles réussirent surtout à fomenter un coup d'Etat qui enleva le pouvoir au docteur Mossadegh, l'initiateur de cette politique nationaliste.

Actuellement, tous les pays producteurs, après de longues luttes, sont arrivés à obtenir plus que le partage 50 % - 50 % mais ce partage, tout à fait « équitable » aux yeux des sociétés et des Etats impérialistes, signifie simplement qu'après s'être fait voler pendant longtemps la presque totalité du bénéfice de leur production, les Etats producteurs s'en font voler officiellement (car la comptabilité et les prix des cartels sont sujets à caution) **seulement** un peu moins de la moitié !

Et si les Etats producteurs se sont groupés en diverses associations pour faire valoir leurs droits, les sociétés qui, depuis quelques années, agissaient plus ou moins séparément, ne serait-ce que sous la pression des nouveaux concurrents Italiens, Français et Japonais, font de nouveau front commun et resserrent leurs liens comme au beau temps du cartel des « grands » qui, dans le monde du pétrole, faisait la pluie et le beau temps !

Sylvie FRIEDMAN

Où est l'intérêt des consommateurs

TOUTE une campagne est actuellement menée sur le thème : les pays consommateurs menacés dans leur approvisionnement pétrolier par les exigences des pays producteurs. Un journal comme **France-Soir** a multiplié les titres énormes et inquiétants sur le sujet. Vraiment, nous dit-on, ces pays producteurs exagèrent et se livrent à un odieux chantage à la coupure du robinet de l'essence au détriment des consommateurs européens.

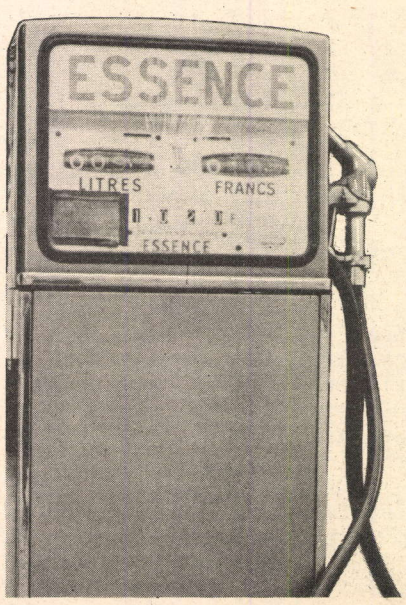
Mais l'intérêt des consommateurs n'éveille l'intérêt des capitalistes que lorsqu'il s'agit de les exciter contre les pays producteurs. Le reste du temps, cet intérêt est bien le cadet des soucis des compagnies pétrolières. Comme de l'Etat d'ailleurs, puisque dans un pays comme la France, les trois quarts du prix de l'essence viennent des taxes prélevées par lui.

Quelques chiffres donneront une idée de l'ampleur des bénéfices réalisés par les compagnies sur le dos des consommateurs. Voici, d'après Claude Julien (« **L'Empire américain** »), quels ont été les profits des capitalistes US en 1961 et 1965 (en millions de dollars) :

	1961	1965
Mines	296	443
Pétrole	1.303	1.798
Industrie et commerce	1.074	1.720

En 1965, 15 milliards de dollars investis dans le pétrole ont rapporté autant que 30 milliards de dollars investis dans les industries de transformation et dans le commerce ! Le secteur pétrolier est de loin le plus lucratif pour les capitalistes.

Mais d'où viennent ces bénéfices fabuleux ? On discute souvent pour savoir si la source principale provient de l'extraction, de la distribution... Cette discussion n'a pas grand sens. Les diverses compagnies de production ou de raffinage font partie d'énormes trusts qui s'intéressent surtout à leur profit global, le reste n'étant pour eux qu'une question de comptabilité intérieure. Comme l'écrit le syndicaliste américain H. O'Connor, les sources énormes de profit des compagnies résident dans la « **possibilité de faire payer au consommateur un prix bien supérieur au total des frais d'extraction, de raffinage, de transport et de distribution** ». Aucun auteur, à part ceux que les compagnies pétrolières embauchent directement pour leur publicité multiforme, ne conteste que les prix des produits pétroliers ne soient des prix de monopole, imposés par quelques énormes trusts qui contrôlent le marché.



... au volucompteur. (Ph. L.O.)

Prenons le cas du prix du pétrole brut. Son prix de revient est extrêmement variable suivant les conditions d'exploitation, la richesse des puits, etc. On estime que ce prix de revient est de 0,75 centimes en Arabie, par litre, et de 7,30 aux U.S.A., dix fois plus. Mais le prix de vente mondial n'a aucun rapport avec ce prix de revient. Avant 1939, les U.S.A., seuls gros exportateurs, dominaient le marché et avaient imposé le prix du golfe du Mexique vendu en Europe. Aujourd'hui encore, le pétrole brut du Moyen-Orient est vendu à huit ou dix fois son prix de revient, ce qui assure des bénéfices considérables aux compagnies exploitantes.

Pour les produits raffinés, il n'y a aucun sens à chercher un prix de revient pour chacun de ces produits, car il est impossible de les raffiner séparément les uns des autres. En pratique, on vendra par exemple les fuels lourds assez bon marché pour vaincre la concurrence de la houille, mais on se rattrapera sur l'essence et surtout sur les huiles de graissage qui se vendront aussi cher que le consommateur pourra les payer.

Ce sont pourtant ces compagnies qui hurlent au scandale devant les velléités d'entente entre les pays producteurs et qui dénoncent le « monopole » ainsi formé par ceux-ci. Mais le monopole que supportent les consommateurs, c'est celui qu'elles font peser sur l'ensemble de la planète.

Faut-il rappeler par exemple — petit fait parmi tant d'autres — que la rupture entre Cuba et les U.S.A. a précisément eut lieu sur le prix du pétrole ? Quant Cuba voulut acheter du pétrole soviétique, à un prix beaucoup plus intéressant que le pétrole « capitaliste », les trois raffineries de l'île, Shell, Texaco et Esso, refusèrent de le traiter.

Le gouvernement américain soutint à fond les compagnies en prenant des mesures de représailles économiques (refus d'acheter le sucre cubain) et puis en débarquant une armée de mercenaires ! Les compagnies pétrolières ont vraiment une bien curieuse façon de défendre les intérêts des consommateurs...

Jean HAINAUT.

revue de la presse d'extrême-gauche

LES ORIENTATIONS ET LES MÉTHODES DE L'EXTREME-GAUCHE

la cause du peuple

Il y a à peu près un an, après le numéro 13 qui disait : « On a raison de séquestrer les patrons », « La Cause du Peuple » devenait l'objet d'une persécution systématique.

La Cause du Peuple, **dans son numéro 34, du 30 janvier, écrit sous le titre** « Pour La Cause du Peuple » **ces lignes :**

A présent, le numéro 34 n'est pas saisi. Il se trouve dans les kiosques, et il titre : « Prendre les patrons comme otages c'est justice ! »

Il ne suffit pas de dire : Marcellin a reculé ; il a échoué, il a même échoué piteusement.

Pourtant, tout était mis en œuvre pour que « La Cause du Peuple » disparaisse. Rappelons-nous les faits : numéros saisis ; Le Dantec et Le Bris, directeurs de publication, emprisonnés ; les imprimeries bouclées par la police, quatre imprimeurs inculpés ; et avec ceci, bien sûr, des difficultés financières énormes, qui jamais n'auraient pu être résolues sans la générosité d'imprimeurs qui prenaient déjà de grands risques en tirant le journal, sans la générosité des ouvriers et des démocrates qui ne voulaient pas que périsse le journal de la résistance. Le journal sorti, restait à le diffuser. Là aussi tout était fait pour l'empêcher : les diffuseurs étaient jetés en prison ; avoir sur soi une « Cause du Peuple » rendait justiciable de la Cour de Sûreté pour « reconstitution de ligue dissoute ».

Et cependant, nous avons gagné.

Et le rédacteur ajoute :

Ce que montre cette victoire, c'est que, si l'on a une orientation correcte et que l'on s'appuie sans réserver sur toutes les couches sociales qui veulent lutter contre la répression, en sachant donner à chacune sa juste place dans le combat, **on peut vaincre.**

Mais toute authentique victoire du peuple, nécessairement, se trouve remise en question par le pouvoir, puisque précisément elle le menace. Tant que la réaction a le pouvoir, rien n'est jamais acquis de façon définitive pour le peuple.

A elle seule, en elle-même, l'existence de « La Cause du Peuple » est déjà pour le pouvoir une provocation ; la victoire qu'elle vient de remporter en constitue une nouvelle, intolérable. Il faut bien comprendre à quel point cette victoire est douloureuse pour le pouvoir, et d'autant plus que c'est juste à ce moment que survient une vague formidable de séquestrations, qui montre que nous avons vu juste.

Ne nous endormons point dans la paix, et disons-le clairement : nous nous attendons à de nouvelles saisies, à de nouvelles formes de répression, plus brutales que celles que nous avons connues.

LA SITUATION EN POLOGNE

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Sur cette question, Informations Ouvrières **du 27 janvier titre** « La Pologne se couvre de conseils ouvriers. Les dirigeants du Kremlin préparent une intervention armée. Bas les pattes devant la révolution politique ».

Ce qui se passe en Pologne est clair.

L'expectative et la discrétion de la grande presse bourgeoise, les formules neutres et prudentes de **L'Humanité** ne peuvent masquer les évidences.

Elles ne font que les accuser.

Les sanglants combats de rues livrés par les travailleurs en grève dans les ports de la Baltique n'ont pas marqué la fin d'une étape, mais le commencement de toute une période.

Comme Trotsky pouvait le dire de la grève générale française de juin 1936, c'est le début classique de toute révolution.

En Pologne, la révolution politique a commencé.

Et l'article se poursuit par ces lignes :

Nous publions des extraits du quotidien suédois **Expressen.** Nous ne pouvons naturellement savoir si l'information est exacte dans le détail. Mais elle recoupe d'autres informations qui permettent d'affirmer tout d'abord qu'aujourd'hui la Pologne **se couvre de conseils ouvriers.**

Il est aussi évident que les travailleurs polonais cherchent à prendre contact avec leurs frères de classe des pays capitalistes.

La solidarité internationale des travailleurs est plus que jamais nécessaire !

L'HUMANITÉ rouge

Sous le titre « A bas les dirigeants sociaux fascistes de Pologne », L'Humanité Rouge **du 28 janvier écrit ces lignes :**

A Szczecin, au mois de décembre, pendant une semaine, une sorte de commune ouvrière a fonctionné. Les correspondants étrangers stupéfaits ont vu et entendu les travailleurs de la Baltique se battre avec un courage magnifique, au chant de « l'Internationale », contre la police et les chars d'un Etat prétendu socialiste, mais social-fasciste en réalité.

C'est que justement, contrairement à certains étudiants et intellectuels polonais trotskystes ou ultra-révisionnistes, les travailleurs polonais ne rejettent pas le socialisme. Ce qu'ils sont décidés à abattre, c'est un Parti et un Etat qui, « drapés dans le drapeau rouge », font tirer sur les ouvriers, un Parti et un Etat devenus les bras armés d'une nouvelle bourgeoisie à la solde des dirigeants sociaux-impérialistes de l'U.R.S.S.

le prolétaire
bimensuel — parti communiste international (programme communiste)

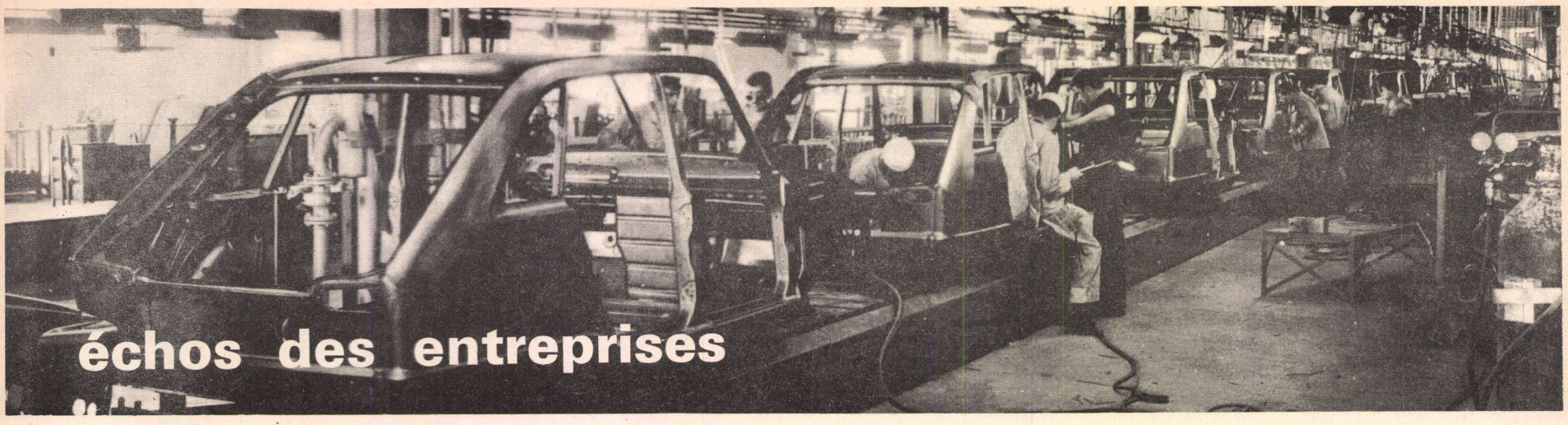
Le Prolétaire, **dans son numéro du 18 janvier, publie un article intitulé** « Un sordide mariage bourgeois ».

Dans le carnet mondain du **Monde** (7-1-71), nous apprenons que les fiançailles de la « Ligue communiste » et de « Lutte Ouvrière » sont désormais officielles, et que les tractations pour la rédaction définitive du contrat de mariage sont en bonne voie : un important protocole d'accord vient d'être signé.

Ces discussions et ce protocole montrent (comme si on ne le savait pas encore !) qu'il ne s'agit nullement dans cette « fusion » d'une véritable unification, de celles où les conjoints ne forment plus qu'un seul corps et une seule âme. Il ne s'agit même pas d'un honnête mariage d'amour, fondé sur un accord même illusoire et passager, mais d'un sordide mariage d'intérêt où chacun des contractants entend bien conserver son individualité et ses intérêts personnels. La preuve, c'est que nos promis ne sont nullement d'accord sur le programme, que cette question (secondaire !) est renvoyée à des discussions « internes » ultérieures, la seule chose qui préoccupe les fiancés étant de fixer par avance et par contrat notarié les « statuts » de leur ménage !

Tout le monde sait comment se terminent ces mariages-là, où chacun cherche d'avance comment il pourra cocufier l'autre et empêcher l'autre de le cocufier. Ils seront cocus tous les deux, en attendant de divorcer... Nous ne parlerions même pas de ce mariage-prostitution si ces Messieurs Dames ne prétendaient construire ainsi le parti révolutionnaire. Leur stupidité et leur hypocrisie égalent celle de la morale bourgeoise qui présente le mariage bourgeois comme la quintessence de l'amour et de l'union des corps et des âmes. Merde alors !

Nous félicitons néanmoins les heureux promis, car nous pensons comme eux que leur mariage contribuera à la nécessaire clarificatiton, mais a contrario. Les scènes de ménage, la vaisselle cassée et les cornes montreront aux prolétaires d'avant-garde que le parti révolutionnaire ne peut se constituer que de façon UNITAIRE, sur la base du PROGRAMME COMMUNISTE.



échos des entreprises

NOUS NE L'AVONS PAS INVENTÉ

le ridicule ne tue pas

● *OLIER (Clermont-Ferrand).*

Par une note de service récente, **la direction** demande impérativement d'**économiser l'eau,** ainsi que l'air comprimé et l'**électricité car « la** note de l'usine est scandaleuse ».

Et pour appuyer le tout, on **menace de sanc**tionner ceux qui seraient pris à **faire du gaspil**lage.

Il serait facile de faire remarquer **à ces mes**sieurs que si l'eau coule la nuit, **c'est pour empê**cher que tout soit gelé. Nous **tenons à pouvoir** nous laver les mains le lendemain.

Quant à l'air comprimé et à la **lumière, c'est** évidemment pour faire joujou avec **et non pas** pour faire la production !

Si les auteurs de cette géniale **circulaire peu**vent découvrir le moyen de se **passer de tout** cela, alors ils iront jusqu'à **économiser sur l'air** que nous respirons.

bête et méchant

● *THOMSON-C.S.F. (Gennevilliers).*

On ne sait pas quelle mouche **a pu piquer la** direction pour qu'elle mette son **nez dans l'ho**raire du car numéro 4. Ce car **quittait la gare de** Bécon lorsque le train de 7 h 40 **était arrivé, soit** aux alentours de 7 h 42.

A partir du 1er janvier, c'est à **7 h 40 précises** qu'il devait démarrer, en laissant **en rade plus** d'une dizaine de camarades. **En fait, le chauffeur** a continué à les attendre. Cela **s'est su et il a** reçu un avertissement. On l'avertit **ainsi qu'il n'a** pas le droit d'être serviable et **qu'il doit suivre à** la lettre toutes les consignes de **sa direction, fus**sent-elles stupides.

Pour prendre ce car maintenant, **il faut perdre** un quart d'heure pour la majorité **et jusqu'à une** demi-heure pour certains ! Nous **faire perdre no**tre temps et nous faire geler dans **le hall voilà le** seul « avantage » de l'application **stricte de l'ho**raire. Cette mesure prise en dépit **du bon sens ne** se justifie même pas par des retards, **le car arri**vant à l'heure...

à la rue

● *NOUVELLES GALERIES (Bourges).*

Dernièrement, le patron fut **prévenu du pas**sage d'une commission de vérification **de la sécu**rité du magasin.

La directiton fut prise alors d'**une fièvre sou**daine : elle fit poser des pancartes **d'issues de** secours, vérifier les extincteurs et **déblayer à la** hâte les cartons qui encombraient **l'escalier de** secours.

Sans doute la commission a-t-elle été satisfaite ? En tout cas, elle fit tout pour l'être, allant jusqu'à prévenir la direction de son arrivée, alors qu'elle est chargée de surprendre les illégalités.

Quant à la direction, elle peut enfin souffler. La sécurité du magasin redeviendra le dernier de ses soucis, jusqu'à la prochaine alerte.

histoire peu salée

● *MAZIERES (Bourges).*

Ces dernières semaines, la cour était devenue une véritable patinoire. La conduite d'un clark, dans ces conditions, constituait presque un tour de force. Il n'y avait, en effet, dans « notre grande fonderie moderne » que 50 kilos de sel en tout et pour tout !

A croire que le patron ignore que la halle aux cuirs en distribue gratuitement et qu'il suffit d'un camion pour aller le chercher.

Et à quoi ont servi ces 50 kilos de sel ? A dégager une allée entre la comptabilité et la direction. Celle-ci a sans doute voulu éviter au directeur général en visite, une glissade malencontreuse. On a pourtant si peu de distractions à l'usine !

Quant au chef du personnel, il épiait derrière sa fenêtre pour nous interdire d'utiliser le peu de sel restant.

Encore une fois, la direction a montré qu'entre son portefeuille et nos conditions de travail, elle faisait vite son choix.

couvent ?

● *CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (Paris).*

Quand on est infirmière à la C.A.F., les surprises commencent après avoir signé un contrat de deux ans que toute infirmière doit remplir en contrepartie des cours donnés par la C.A.F. et pendant lesquels on perçoit une bourse.

D'abord, impossibilité de travailler à Paris, il faut obligatoirement partir en province. Ensuite, logées par l'employeur, leur présence est exigée 24 heures sur 24, pour les urgences est-il précisé. Enfin, il faut être célibataire.

Pourtant, les médecins ont eux aussi des urgences et cependant, ils ont une vie privée. Pour être infirmière à la Caisse, il ne s'agit pas de vouloir travailler, mais plutôt d'exercer un sacerdoce. Et l'on peut se demander si ce sont des infirmières ou des nonnes que la C.A.F. désire.

CONDITIONS DE TRAVAIL

leurs médailles... et notre santé

● *PEUGEOT (Sochaux).*

En 1968, Peugeot a reçu l'Oscar de la protection. En 1970, il a été sacré champion de l'expansion automobile. S'il existait un oscar de la pollution, la « boîte » l'obtiendrait certainement.

En effet, il n'y a qu'à voir les déchets de fonderie sur les voitures en stationnement, l'odeur de frite à l'Electrophorèse, les vapeurs d'huile dans les ateliers de Mécanique ou la fumée de fenicks en Carrosserie. Certaines odeurs ou fumées vous donnent des nausées ou des maux d'estomac.

Plusieurs fois, les délégués ont demandé le remplacement des fenwicks à essence ou gas-oil par des engins électriques, chaque fois la direction a refusé, pourtant il lui serait facile d'en remplacer la grande majorité. Mais de notre santé elle s'en moque, ce qui compte pour elle, c'est les voitures, et les mois qui viennent vont encore nous le prouver... si nous laissons faire.

pollution à Dijon

● *BOURGOGNE-ELECTRONIQUE (Dijon).*

Mercredi dernier, vers 14 h 30, le bâtiment situé près de la cantine s'est vidé en quelques minutes.

Une forte odeur d'ammoniac d'origine indéfinie mais dont tout le monde a amplement bénéficié remplissait tous les ateliers.

Pas mal d'entre nous furent malades ou suffoquées, ce qui n'est pas étonnant, l'ammoniaque étant un produit très dangereux.

Devant cette hécatombe, plusieurs chefs firent sortir leur personnel, tandis que d'autres prenaient la liberté de laisser leurs ouvrières à leur place. Ces chefs devaient penser que nous étions immunisées naturellement ou que nous avions une bonne grippe.

Mais comme nous n'avions ni l'un ni l'autre, nous avons été obligées de sortir avec ou sans permission.

C'est inadmissible, la direction doit faire faire ses nettoyages et transvasements en dehors des bâtiments et à une autre heure. Mais, de toute façon, ce n'est pas aux chefs de décider si nous pouvons supporter l'ammoniac ou pas.

on n'aura pas toujours bon dos

● *FORD (Rueil - Hauts-de-Seine).*

Un nouvel accident qui aurait pu avoir de graves conséquences vient nous rappeler la précarité de nos conditions de travail et l'insécurité permanente qui règne au dépôt.

La semaine dernière un ouvrier cariste a reçu sur le dos un container qu'il manipulait à plusieurs mètres de hauteur. Emmené à l'hôpital, les examens n'ont pas décelé de blessure réellement « grave » (sic) mais ceci ne préjuge en rien des suites éventuelles.

Mais les suites, pour nous, nous les connaissons, c'est de nouveaux accidents qui ne manqueront pas d'arriver car rien n'est fait pour éliminer l'insécurité. Les containers s'entassent toujours sur des piles défiant les lois de l'équilibre, les cadences imposent un rythme de travail qui ne permet pas de prendre toutes les précautions, etc. Certainement on va maintenant nous servir comme solution contre les accidents... le nouveau dépôt « ultra moderne » d'Estrées (en 1972).

Mais nous ne saurions nous contenter de telles arguties car en attendant... 72, c'est nous qui prenons les caisses sur les pieds ou le dos.

Grève aux impôts à Clermont-Ferrand

Comme dans l'ensemble de la fonction publique les revendications sont nombreuses dans les services des impôts. Les employés demandent notamment des augmentations de salaire, l'abrogation des règles qui obligent le personnel à rester un certain temps à un poste avant de pouvoir être muté, le reclassement de certaines catégories que l'administration avait jusque là « oubliées », la titularisation des auxiliaires, etc.

En décembre, tout le monde voulait faire quelque chose et même, semblait-il les bureaucrates syndicaux qui venaient d'organiser une consultation sur le thème : « Etes-vous prêts à tenir longtemps, très longtemps, un ou deux mois de grève ? » *De toute façon, on en voulait aux Impôts. Voici comment la grève s'est déroulée à Clermont-Ferrand, centre important puisque s'y trouve l'E.N.I. (Ecole Nationale des Impôts).*

La grève à Clermont-Ferrand

Sur les propositions des syndicats (S.N.A.D.G.I.-C.G.T., F.O, S.N.V.I.-autonome), la grève « illimitée » *fut donc votée le 20 novembre ; chaque bureau avait ses revendications précises, l'ambiance était bonne, et lorsque la grève a commencé le mardi 15 décembre, elle est suivie à 70 % de l'aveu même de l'administration. Mais dès le début, un bonze du syndicat autonome — non contredit par le S.N.A.D.G.I. — déclare aux assemblées de grévistes qu'il faut bien savoir qu'une grève illimitée peut durer... 2 ou 3 jours !*

Pendant ce temps-là, au niveau national, s'engageaient des discussions syndicats-administration et le jeudi 17 décembre, les syndicats font savoir que l'administration a bien voulu discuter, mais que pour l'essentiel des revendications, on se heurte à un mur. En conséquence, il y a deux attitudes possibles : soit « garder les acquis » *(ils sont nuls), soit durcir le mouvement. Mais dans ce cas-là, les responsables syndicaux insistent bien sur la difficulté de continuer la lutte, avec des discours du style :* « Moi, personnellement, je suis prêt, mais tout le monde ne l'est pas... ». *A tel point que des militants du bureau C.G.T. se déclarent outrés par l'attitude du secrétaire syndical. Bref, tout le monde le sent, les directions syndicales cherchent à démobiliser. En assemblée, on voit même un gréviste venir dire que tout comme en 68, les syndicats sabotent le mouvement.*

« Les acquis »

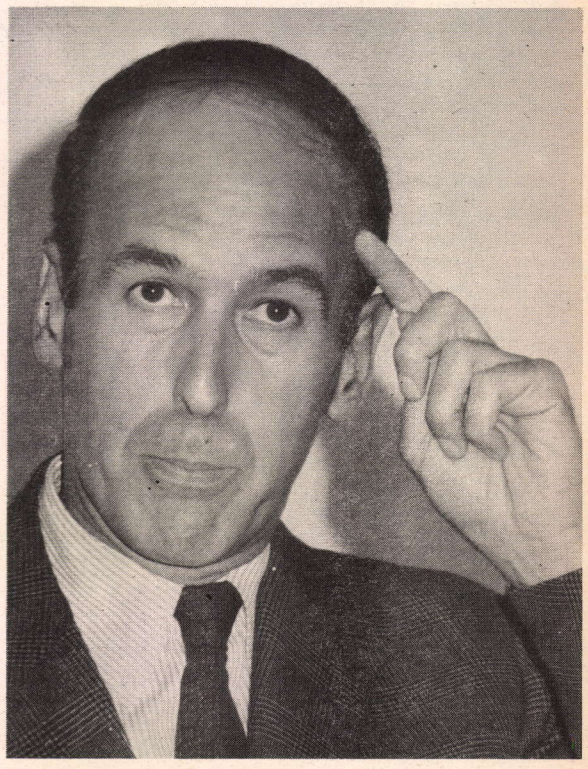
On comprend d'autant mieux le mécontentement que les fameux acquis consistent en fait en un engagement de l'administration de « procéder à l'étude des conditions de réorganisation du travail », *en la possibilité pour les syndicats, à travers des comités paritaires, d'être consultés pour les affectations de postes, et en une promesse d'augmentation des primes. Les deux seules choses réellement acquises sont : une augmentation d'indice pour les élèves-inspecteurs sortant de l'école et la suppression de la règle obligeant à demeurer au même poste au moins deux ans. C'est maigre pour une grève générale et* « illimitée », *et si l'accès au tapis vert et deux petites miettes satisfont les bureaucrates, il n'en va pas de même pour les travailleurs.*

La reprise du travail

C'est pourtant pour défendre ces « acquis » *que les syndicats organisent jeudi un vote, pour ou contre la reprise du travail ; en poussant en définitive à celle-ci. Clermont votera en majorité pour la continuation, mais au niveau national, la reprise l'emportera. Et, alors que les deux autres syndicats ne voulaient faire reprendre que lundi, après une deuxième consultation, le S.N.A.D.G.I.-C.G.T. rompt l'intersyndicale pour faire reprendre vendredi 18. L'attitude du bureau national de la C.G.T. n'est pas sans provoquer des remous. A Clermont, les syndiqués C.G.T. suivent la reprise du travail décidée nationalement, mais votent à l'unanimité la proposition de* « faire part du profond mécontentement et de l'incompréhension des membres de la section devant l'attitude du B.N. ».

Depuis, la C.G.T. se défend des « déclarations fantaisistes » *affirmant que la décision d'arrêter la grève ne serait pas sans lien avec le discours de Séguy, proclamant deux jours avant que la C.G.T. respecterait la trêve de Noël.* « Le S.N.A.D.G.I. est majeur », *apprend-on dans une circulaire explicative adressée aux militants, et s'il a fait reprendre, c'est que :* « une issue malheureuse de l'action touche en premier chef l'organisation qui se bat le plus » *(évidemment la C.G.T.). Autrement dit, plus le syndicat est* « combatif » *et moins il a le droit de combattre !*

De tels arguments ne convaincront pas facilement les gens. Aussi, le B.N. doit-il envoyer des émissaires chargés de faire comprendre sa ligne. A Clermont, on en a profité pour inscrire à l'ordre du jour les points suivants :



Valéry Giscard d'Estaing, le grand maître dés finances, qui lorgne depuis longtemps vers la mairie de Clermont-Ferrand, ne semble pas trouver à son goût les revendications des services des impôts.

— Pourquoi une grève que les dirigeants syndicaux déclaraient bien préparée n'était-elle plus viable deux jours après son démarrage ?

— Pourquoi le S.N.A.D.G.I. (qui est sérieux, majeur, responsable, etc.) sait-il rompre avec l'Intersyndicale pour faire terminer une grève trois jours plus tôt, et ne sait-il pas rompre pour faire démarrer la grève quelques semaines plus tôt, comme il prétend l'avoir voulu afin que l'action ne soit pas gênée par la proximité des fêtes ?

On attend et la visite et les réponses.

Correspondant L.O.

GRÈVE AUX N.M.P.P. :

La Direction bafoue les droits syndicaux les syndicats laissent faire

(Photo L.O.)

Des faux et vrais motifs...

Officiellement, la direction indiquait que ces licenciements étaient motivés par une insuffisance dans le travail de ces trois employés. Mais en réalité, personne, pas même les membres de la direction, ne cachait que les véritables raisons de cette mesure étaient liées à une certaine agitation qui s'était développée ces derniers temps dans le service Informatique.

En effet, dans ce secteur nouveau de l'entreprise où la grande majorité des cinquante employés a été embauchée depuis un an ou deux seulement, des revendications ayant trait à l'organisation du travail en particulier, avaient été présentées à la direction au début du mois de janvier. La direction avait vu d'un très mauvais œil cette soudaine mobilisation des programmeurs.

Or, au même moment, était décidée, toujours dans le service Ordinateur, la création d'une section syndicale C.F.D.T., rattachée au Syndicat National du Personnel Hachette (S.N.P.H.) Cette nouvelle section C.F.D.T., d'une vingtaine de membres environ, désignait un délégué syndical et en informait la direction.

Pour toute réponse, les N.M.P.P. renvoyaient le délégué syndical et deux autres militants C.F.D.T., espérant sans doute couper court à l'agitation.

Mais le mardi 12 janvier, les programmeurs se mettaient en grève et exigeaient la réintégration de leurs camarades. Le comité de grève formé à cette occasion appelait alors l'ensemble du personnel, ouvriers et employés, à soutenir leur mouvement et à faire échec à la répression anti-syndicale. Malgré cela, les programmeurs en grève pendant presque deux semaines, sont restés isolés jusqu'au bout.

L'inaction des autres syndicats

Bien que l'intersyndicale C.G.T., Cadres, C.F.T.C., F.O. et C.G.C. (aux N.M.P.P., les programmeurs sont assimilés cadres) ait publié un communiqué dénonçant « les méthodes anti-syndicales » *de la direction et réclamant la réintégration des trois licenciés, les directions syndicales n'ont pas levé le petit doigt pour organiser un soutien actif des quelque 800 employés de la rue de Réaumur. La C.G.T., de loin la plus influente dans l'entreprise, s'est contentée de faire réunir le C.E. et d'afficher des communiqués signifiant son opposition aux licenciements... et à la création d'une section C.F.D.T. !*

Dans aucune équipe d'ouvriers, les responsables C.G.T. n'ont informé sérieusement le personnel et n'ont tenté de faire quelque chose. Au contraire, du fait que les programmeurs licenciés ont été soupçonnés de sympathies « gauchistes », *les boutiquiers de la C.G.T. ont prétexté leur inaction devant les travailleurs en expliquant qu'ils ne soutiendraient pas des* « groupes minoritaires et aventuristes ! ».

La direction des N.M.P.P. ne pouvait pas espérer un meilleur soutien !

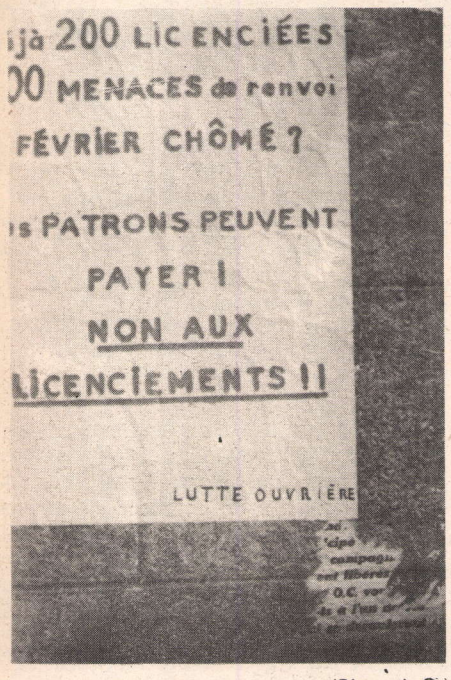
Les directions syndicales ont laissé la direction bafouer impunément les droits syndicaux élémentaires. Elles risquent dans l'avenir de recueillir les fruits de leur propre irresponsabilité.

Correspondant L.O.

A Dijon :

Licenciements à la Bourgogne Electronique

DEPUIS la rentrée de septembre, la sécurité de l'emploi de 2.300 personnes de la Bourgogne-Electronique — une des usines de production du trust Thomson-C.S.F. — est gravement menacée.



(Photo L.O.)

Après avoir, en juillet, embauché du personnel sans interruption, la direction ralentissait l'embauche en septembre-octobre tandis que, dans le même temps, brimades, blâmes et avertissements tombaient plus qu'à l'ordinaire.

Puis, en novembre, on apprenait brusquement par la bouche du chef du personnel, qu'il y avait « 400 personnes en trop » **à la B.E. La réaction fut immédiate. A l'occasion d'un meeting d'information organisé par les syndicats, un tiers du personnel se mit spontanément en grève pendant une journée. Après une discussion avec le patron, les syndicats incitèrent les travailleurs à reprendre le travail, la direction ayant affirmé qu'il n'y aurait pas de licenciements.**

Depuis, la situation n'a cessé d'empirer : on apprit qu'il y aurait une journée de chômage fin novembre, puis quatre en décembre. On apprît également que la société Euristá (300), une des sociétés du groupe B.E., allait être absorbée par l'autre société du groupe la L.C.C.-C.I.C.E.

Tout cela se passa dans un climat d'affolement général. La maîtrise poussait le personnel à démissionner et la direction licenciait pour n'importe quel motif. Et beaucoup de travailleurs, même souffrants, n'osaient plus se mettre en congé maladie par peur d'être licenciés.

Le bilan de tout cela : plus de 200 licenciements et départs pendant cette période. Et, bien que l'inspecteur du travail n'ait pas encore donné son accord, une autre liste d'une quarantaine de personnes est en préparation. La société, après avoir liquidé les

(Photo L.O.)

stocks, semble « liquider » le personnel.

Quelque temps plus tard, la direction prévient que, durant quatre jours fin janvier, il y aurait une mise en chômage forcée pour une partie de l'usine... et que deux jours de chômage par semaine seront ensuite prévus pendant une durée minimum de trois mois.

Devant une situation aussi catastrophique les travailleurs de la B.E. sont consternés. Tout le monde tremble pour sa place. Mais, le pire de tout, c'est l'arrivée des nouvelles au jour le jour et au compte-gouttes.

Aussi les bruits les plus invraisemblables réussi à semer un vent de panique.
courent dans les ateliers. La direction a

C'est alors que, sous l'influence de nos camarades, les différents groupes révolutionnaires ont engagé une campagne d'information auprès de la population dijonnaise. Ceci a contraint le P.C.F. à prendre publiquement position dans une lettre ouverte adressée à Robert Poujade, député de Dijon et nouveau ministre de l'Environnement, et les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. à envoyer des délégations à la mairie et à envisager une manifestation des travailleurs de la B.E. en ville.

Toutes ces initiatives ont eu pour résultat immédiat de remonter quelque peu le moral des travailleurs de l'usine qui, jusqu'alors, s'étaient sentis isolés et abandonnés. Mais le plus dur, c'est-à-dire l'obtention d'une réelle garantie de l'emploi, reste à obtenir.

(Suite page 24)

GREVE A LA C.I.I. (Vélizy)

L'USINE C.I.I. de Vélizy dans la région parisienne, semblait promise à un brillant avenir. De nombreux travailleurs d'autres entreprises C.I.I. devaient y être transférés. Quand, soudain, on apprit à la fin de l'année dernière, que tout était remis en question et que l'usine de Vélizy (400 travailleurs) allait fermer ! Les conditions de reclassement des travailleurs aux Clayes et à Louveciennes paraissaient incertaines.

Jeudi 23 et vendredi 24 janvier, l'usine a donc été en grève totale. Les discussions se poursuivaient en effet depuis trois semaines sans que le moindre début de satisfaction soit apporté aux revendications (indemnité de déplacement égale pour tous, quel que soit le salaire, garanties pour la formation et le recyclage). Jeudi matin, les travailleurs sont montés s'expliquer avec le chef des services administratifs de la C.I.I. « à deux doigts des moustaches ».

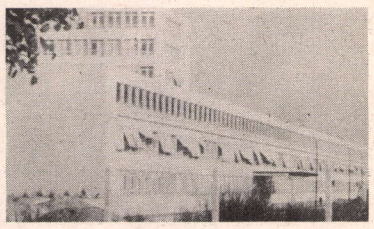
Ce monsieur qui arrivait pour mettre fin officiellement aux discussions, a été accueilli par la grande majorité du personnel, et a dû gagner la salle où était réunie la commission de transfert entre deux rangées de travailleurs fort peu contents. Il en était tout pâle. Comme il continua à refuser de répondre à toutes les questions, les travailleurs refusèrent de le laisser sortir et il ne réussit à partir qu'en menaçant deux délégués de poursuites et de loi anti-casseurs... L'après-midi, les travailleurs se rendirent en car et en voiture informer les camarades des Clayes de leur lutte. Lundi, le travail reprenait sans que rien n'ait été obtenu. Du moins, les travailleurs ont-ils montré leur volonté de lutte.

Pourtant, dès la reprise du travail, la C.G.T. éprouvait le besoin de faire la morale aux travailleurs pour leur audace intolérable ! Elle diffusait un tract très long qui fut fort mal accueilli y compris parmi certains de ses propres membres et dont voici quelques passages :

« Continuer le mouvement ! Oui ! Mais comment ? Nous n'avons pas à continuer la même forme d'action sous le seul prétexte qu'il apparaît que nous pouvons le faire ! (...)

« Ce qu'il ne faut pas faire ! Séquestration ou « blocage » d'un cadre de la direction... Que vaut une signature arrachée à un individu sous la contrainte ? Rien ! Elle peut être reprise légitimement le lendemain... »

Correspondant L.O.



C.I.I. - Les Clayes-sous-bois (Yvelines) :

Des actions électorales sur le dos des travailleurs

LE tirage des plans est un petit service, à l'écart du reste de l'entreprise, où les conditions de travail sont très pénibles (chaleur, odeur d'ammoniac) et, de plus, les salaires y sont parmi les plus bas de l'entreprise : aux alentours de 1.150 *F par mois.*

A la mi-novembre, juste avant les élections de délégués du personnel et du comité d'entreprise, et alors que d'habitude on ne les voit jamais, des délégués C.G.T. sont venus dans le service et ont organisé une délégation pour un rajustement des coefficients dans la grille des salaires. Au mois de décembre, la quinzaine de tireuses de plan a débrayé de nombreuses fois pour défendre ses salaires à travers la revendication mise en avant par la C.G.T.

Evidemment, la direction fait la sourde oreille, d'autant plus que ces débrayages ne la gênent pas spécialement : la plus grande partie des tirages est sous-traitée à l'extérieur et de plus, pour les urgences, il y a plusieurs machines qui fonctionnent en self-service.

Malgré cette situation particulièrement défavorable, la C.G.T. n'a rien fait ni au départ, dans la formulation des revendications, ni par la suite pour permettre une extension du mouvement à d'autres secteurs qui ont, eux aussi, des problèmes de salaires. Ce n'est qu'au début janvier qu'elle a éprouvé le besoin de faire appel à l'ensemble du personnel... pour une collecte de solidarité.

Ce comportement est à rapprocher de l'attitude que la C.G.T. avait adoptée au moment de la grève C.I.I.-Toulouse quand la C.F.D.T. avait appelé à un débrayage d'une demi-heure pour une réunion d'information : indignée, la C.G.T. avait déclaré dans un tract qu'elle se refusait aux actions « minoritaires et aventuristes » ! *Mais que fait-elle donc au tirage des plans si ce n'est une action ultra-minoritaire et aventuriste !*

Correspondant L.O.

LUCHAIRE (Saint-Ouen) :
UNE BRIMADE PARTICULIÈREMENT ODIEUSE

DEPUIS quelque temps, le travail diminue chez Luchaire, et le patron multiplie les manœuvres pour se débarrasser de travailleurs dont il n'a plus besoin : rumeurs alarmantes, brimades, licenciements au premier prétexte, tout lui est bon.

Sa dernière trouvaille est particulièrement odieuse : A chaque fois qu'un travailleur des chaînes Citroën (secteur où le travail manque le plus) tombe malade, il se retrouve muté à son retour dans un autre secteur qu'il ne connaît pas.

Quand le travailleur proteste, on lui répond que « s'il n'est pas content, il n'a qu'à aller voir ailleurs. »

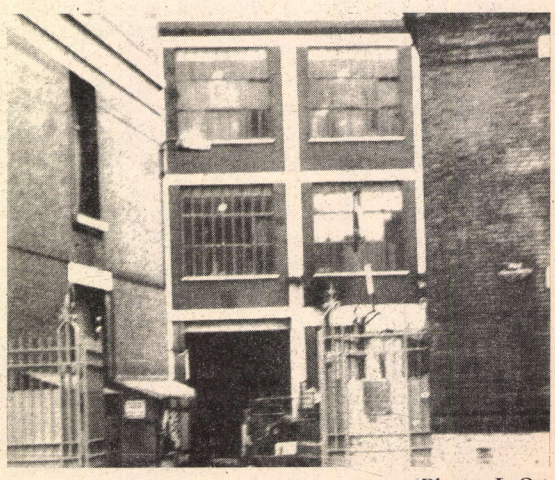
Ainsi ces camarades rentrant de maladie sont contraints de se réhabituer à une nouvelle machine ; et bien souvent, ils n'arrivent pas à faire leur boni. Ils sont de plus isolés, séparés de leurs anciens camarades de travail.

Beaucoup sont écœurés par ces brimades et prennent leur compte.

Ce que cherche le patron, c'est, une fois de plus, à régler ses problèmes sur le dos des travailleurs, aux moindres frais pour lui.

Et voilà pourquoi les mêmes qui nous demandaient il n'y a pas si longtemps de faire des heures supplémentaires cherchent maintenant à nous licencier, ouvertement ou de façon déguisée.

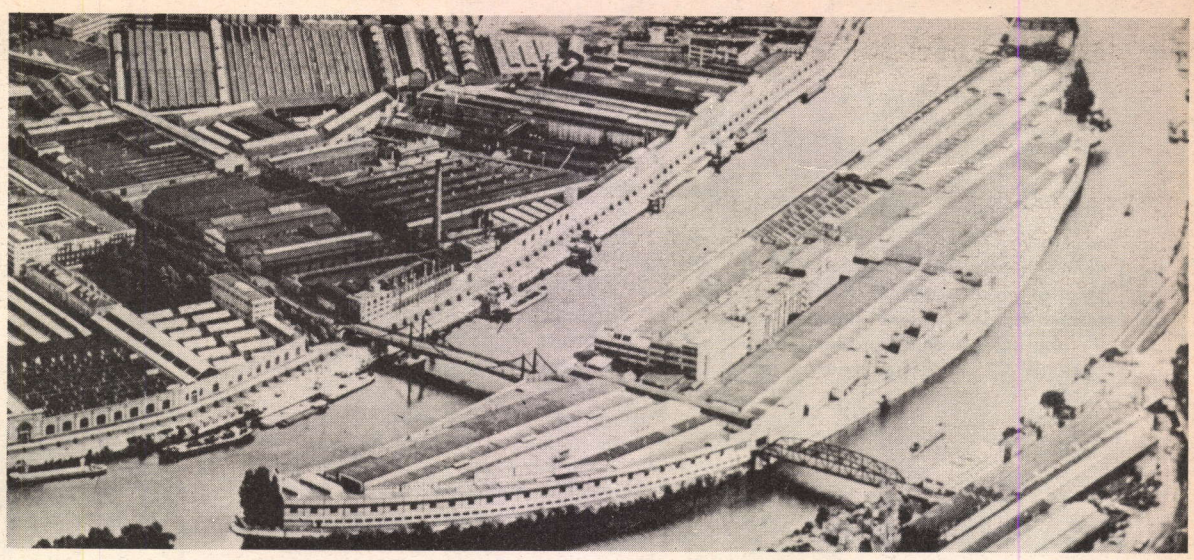
(Correspondant L.O.)



(Photo L.O.)

Renault-Billancourt, département 38 :

UN ATELIER DE POINTE POUR LES CADENCES LA CHIOURME ET LES ACCIDENTS



Parmi les départements réputés dangereux à la Régie, le 38 a droit à une place de choix.

Au Département 38, atelier d'Emboutissage-Tôlerie, les conditions de travail sont impressionnantes. Tout y est : le bruit des presses, des klaxons des cars, la fumée des camions qui déchargent les tôles au milieu de l'allée où les piétons, cyclistes, caristes et camionneurs essaient, on ne sait pas trop par quel miracle, d'éviter de s'accrocher les uns aux autres.

Il n'y a pas si longtemps, un ouvrier de l'Entretien avait été décapité par un pont roulant alors qu'il travaillait sur le haut d'une presse. Depuis, la direction a mis des affiches précisant les consignes de sécurité à respecter, dans lesquelles il n'est toujours pas prévu d'arrêter le pont lors d'une réparation. Production oblige !

Maintenant, la direction va même plus loin. Il faut augmenter la production à tout prix. Et au Département 38, où l'expression **cadences infernales** prend toute sa valeur, certains chefs auraient remarqué que des travailleurs finissent leur production avant l'heure de sortie. De là à penser que nous n'en faisons pas assez, il n'y a pas loin. Alors on augmente les cadences. Ces grosses têtes n'ont pas cherché à savoir si nous avions pris le temps de souffler de la journée pour finir un peu avant l'heure. Pour l'instant, la direction tâte le terrain et fait pression individuellement. Personne n'est d'accord, car accepter ces nouvelles cadences, c'est laisser notre santé à l'usine et prendre des risques supplémentaires.

Pour imposer au Département 38 les vues de la direction, une certaine maîtrise s'est d'ailleurs prise au jeu et mute ou licencie tous ceux qui osent relever la tête. Avec cette maîtrise, le racisme aidant (la majorité des travailleurs du 38 sont immigrés), il ne fait pas bon contester. Récemment, deux travailleurs ont été licenciés pour des raisons absolument injustifiées. Le premier aurait, aux dires d'un chef, assommé celui-ci hors de l'usine et en dehors des heures de travail. Sans preuve, sans témoin, la Direction l'a licencié avec comme motif **« perturbe les rapports entre la maîtrise et les ouvriers » !** L'autre, bien qu'ayant fait prévenir que sa femme était gravement malade en Espagne et qu'il devait s'y rendre d'urgence, est licencié pour absence non motivée.

Cette attitude explique que les rapports soient plutôt tendus entre la maîtrise et les travailleurs, et que certains chefs aient peur de prendre une râclée, au point qu'ils ne sortent plus à l'heure ou aux portes habituelles.

Le mécontentement accumulé s'est exprimé récemment. Une catégorie de travailleurs qui subit particulièrement la chiourme et les cadences, les caristes ont débrayé. Les conditions de travail étaient intenables. Il n'est pas rare de voir un chef obliger un cariste à prendre trois bennes sur son car à fourche alors que les consignes de sécurité prévoient d'en prendre deux au maximum. Tout cela pour accélérer la rotation des cars. Comment s'étonner après cela, que les cars se renversent au moindre accrochage. Les caristes ont donc effectué un débrayage limité pour réclamer de meilleures conditions de travail et le départ d'un chef particulièrement zélé pour la direction.

Dans cette atmosphère, quelle est l'attitude des syndicats ? La C.G.T., majoritaire au Département 38, ne fait rien pour soutenir les ouvriers combatifs. Elle a passé son temps à reprendre à son compte, pour sa propagande électorale, les actions menées par les travailleurs. Les travailleurs du 38 sont d'ailleurs à ce point écœurés par ces méthodes qu'aux élections qui viennent d'avoir lieu, la C.G.T. perd plus de 100 voix sur 1.000 votants au profit de la C.F.D.T. qui commence à s'implanter dans l'atelier grâce à l'activité de militants révolutionnaires.

Les travailleurs du 38 en ont assez de cette vie que leur fait mener la direction et si demain l'ambiance est à la lutte chez Renault, ils ne seront pas les derniers à passer à l'action.

Correspondant L.O.

B.N.P. (PARIS-BARBES)

Quand la Direction est obligée de faire ses comptes

(Photo L.O.)

Au centre Barbès de la B.N.P., depuis le début de l'année, le mécontentement va grandissant : au nom du Dialogue et de la Participation, la direction essaie de mettre en place de nouvelles structures qui se traduisent par des déménagements perpétuels, l'installation de nouvelles machines et l'organisation de travail en équipes. De plus, au nom d'une meilleure utilisation du personnel, chaque employé voit son travail s'accroître et tout cela entraîne un malaise profond qui se traduit par des arrêts de travail dans un centre, par des pétitions dans un autre, des délégations ailleurs.

Selon les centres, les revendications sont d'ailleurs très différentes : les mécanographes revendiquent 70 points de machine, au C.C.P. 15 points de polyvalence, à la Découpe les employés ne veulent plus être considérés comme manutentionnaires, mais comme employés de banque avec les avantages correspondants, au Courrier, ils réclament principalement le départ de la WOFAC, cabinet d'organisation qui, chronomètre en main, fait la guerre aux temps morts.

C'est au C.C.P. (Centre Comptable de Paris - 380 personnes) que la protestation a pris la forme la plus organisée. Voilà ce qui s'y est passé ces dernières semaines.

La restructuration du Centre avait comme but, tout au moins selon les dires de la direction, de faire de tous les employés des polyvalents, capables de traiter toutes les opérations.

En fait, il ne fallait pas être très sorcier pour s'apercevoir que le volume même des opérations augmentait dans des proportions considérables. De plus, aucune période de formation n'était prévue pour les futurs polyvalents, chacun des employés devant enseigner son travail aux autres, en plus de sa tâche quotidienne.

Mais la colère a commencé à se manifester lorsque la direction a « repensé l'implantation des bureaux ». Les grandes salles ne devaient plus exister, et pour cloisonner les bureaux, elle a voulu se servir des rayonnages et des armoires qui s'appuyaient aux murs.

Alors, tout le matériel a été déplacé, des dossiers qui n'avaient pas changé de place depuis de longues années ont rendu toute la poussière accumulée, au point que l'atmosphère était insoutenable. Qui plus est, les murs s'ornaient de longues traînées noirâtres, de traces de toutes sortes, vestiges d'une longue utilisatiton.

Et pour ne rien arranger, le personnel en arrivant le matin ne savait pas où il trouverait son poste de travail, ni dans quel coin il terminerait sa journée.

Enfin, le manque de personnel était évident et le travail s'accumulait.

Une pétition rédigée par les quatre syndicats C.G.T. (majoritaire) - C.F.D.T. - F.O. - C.F.T.C., réclamant notamment le dépoussiérage et le lessivage des locaux, l'embauche de 40 personnes sur le Centre et une augmentation des salaires, circulait. Elle recueillait 280 signatures, et les signataires s'engageaient, au cas où ils n'auraient pas satisfaction, à aller jusqu'à des arrêts de travail.

La pétition n'ayant donné aucun résultat, les syndicats ont décidé d'aller en délégation chez le directeur du Centre, 70 employés tiennent à les y accompagner. Ils sont tous reçus par le sous-directeur qui n'avait certes jamais vu tant de monde dans son bureau, mais s'est contenté des réponses d'usage : « J'en parlerai à la direction, je transmettrai votre demande, etc. ».

Première mesure prise par la direction : les bas filés (accident plus que quotidien) seraient remboursés, et des livres de codification distribués aux employés, c'est-à-dire moins que rien. Le mercredi 12 janvier, 300 personnes débrayent.

Il faut dire que la C.G.T. trouvait cette action aventureuse et a demandé un vote avant de décider de cet arrêt de travail, ce qui est normal, mais en affirmant qu'une majorité pour décider d'une grève doit être d'au moins 70 % ! Les 70 % ont d'ailleurs été largement atteints.

Le débrayage suivant a eu lieu, sur ses conseils, par service, les uns après les autres.

Mais à partir de là, les hautes sphères ont commencé à prendre en considération les demandes des employés. L'équipe volante intercentre (12 personnes) et une vingtaine d'intérimaires sont envoyés en renfort pour rattraper le retard dans le travail. Puis, comme les employés protestaient contre ce renfort parce qu'il ne pouvait être que provisoire, la direction a promis l'embauche de 40 personnes sur le Centre. Il faut dire qu'un directeur avait précédemment affirmé, sans rire, à une délégation que la situation de l'emploi était tellement florissante en France, que la B.N.P. ne trouvait pas à embaucher !

En outre, des locaux vacants sont affectés au C.C.P. (environ 300 mètres carrés, plus 300 autres dans les deux mois), les tables sont remplacées, de nouvelles armoires installées et enfin le dépoussiérage entrepris.

Mais la direction reste sourde à la revendication qui passe maintenant au premier rang : les 15 points de polyvalence, soit un peu plus de 45 F par mois.

Jusque là, les gradés qui mangeaient toute la journée la même poussière que les employés et qui n'arrivaient pas à faire face à l'augmentation du travail, avaient signé la pétition, débrayé avec eux et certains, même, n'avaient pas été les derniers à quitter le travail.

Mais pour l'augmentation des salaires, ils ont retrouvé leur attitude habituelle : ils voulaient bien proposer des augmentations, mais pas pour tout le monde, car ont-ils dit : « Certains ne font pas beaucoup d'efforts », et « ne les méritent pas ».

Réponse des employés : décision de faire grève le lendemain et cela a convaincu les gradés, tout au moins ceux qui avaient fait grève, qu'il n'est pas vraiment nécessaire de « mériter » une augmentation pour l'obtenir. Ils ont demandé 15 points pour tous.

La C.G.T., elle, trouvait que les employés dépassaient les bornes, qu'ils risquaient en faisant grève de se couper des gradés et elle a multiplié les contacts dans le Centre pour convaincre chacun de renoncer à arrêter le travail. Elle y a réussi malgré l'opposition de 70 employés qui voulaient prendre contact avec les autres Centres de Barbès pour étendre le mouvement.

L'argument de la C.G.T. qu'il valait mieux attendre, le mardi suivant, les résultats de la commission paritaire économique et professionnelle pour agir, l'a emporté.

A la dite commission, la direction a refusé toute augmentation générale des salaires et accepté cinq révisions de salaires pour tout le Centre. Les syndicats, devant ces propositions, ont dû quitter la réunion.

Vendredi, nous apprenions que la Commission Nationale Paritaire des Banques décidait une augmentation générale des salaires de 2,23 % environ. Le mécontentement était tellement général sur l'ensemble de l'entreprise, que la direction B.N.P. devait faire « quelque chose ». Avec l'aide des directions syndicales, elle en a fait le moins possible.

Correspondant L.O.

Grève des paiements à la Z.U.P. de Mons-en-Barœul (Nord)

Face aux requins de l'urbanisme, la détermination des locataires. (Photo L.O.)

NOUS avons déjà relaté dans un précédent numéro la grève des paiements de l'eau et du chauffage que les locataires de la Z.U.P. de Mons-en-Barœul (banlieue lilloise) poursuivent depuis maintenant cinq mois pour certains et deux mois pour la majorité d'entre eux.

La Compagnie Générale de Chauffe, dont les augmentations arbitraires et non-motivées avaient provoqué cette grève, jouait depuis trois mois le jeu de la guerre d'usure: les factures tombaient régulièrement, toujours les mêmes, avec toujours les mêmes augmentations qui atteignaient 100 pour 100. Mais, jusqu'ici rien n'avait entamé la détermination des locataires : en paiement de ces factures, les locataires reconnaissants envoyèrent à Ortoli des bouteilles de leur eau préférée : la « zupienne ».

La C.G.C. a donc décidé de frapper un grand coup et d'effrayer tout le monde. Elle n'a réussi qu'à augmenter la colère et la détermination des « zupiens ». Les 15 et 16 janvier, deux individus apportaient à plus de 600 locataires une lettre dans laquelle on « sommait » les locataires de « immédiatement et sans délai, payer entre les mains de moi, Christian Darras, huissier de justice susdit et soussigné, ayant charge et pouvoir de recevoir et donner bonne et valable quittance : la somme de ... » (sic). **Les deux huissiers, puisqu'il s'agissait bien d'huissiers, finirent leur porte-à-porte au pas de course, encadrés par des locataires qui ne dissimulaient pas leur hostilité.**

Au lieu d'arrêter l'action engagée, ces menaces et ces pressions allaient lui donner un regain d'activité. Une assemblée générale des locataires avait lieu dimanche 17. Cela faisait longtemps qu'il n'y avait eu autant de participants à une assemblée convoquée par le Comité de grève. Ce Comité est devenu maintenant « l'organisation des locataires de la Z.U.P. de Mons », véritable syndicat des locataires. Ce qui lui permet de constituer une personne morale en justice et d'opposer une défense collective aux poursuites individuelles.

« A LA CLAIRE FONTAINE »...

(Nouvelle version)

COUPLET :

« A la claire zupienne
m'en allant habiter,
j'ai trouvé l'eau si chère
que je ne l'ai pas payée »...

REFRAIN :

« Il y a longtemps
qu'je fais grève,
jamais je ne céderai. »

Chanson très répandue, chantée aux manifestations des locataires.

Les enfants, eux aussi, sont concernés. (Photo L.O.)

Le maire de Mons-en-Barœul, respectable élu U.D.R., devait corser l'histoire en venant ajouter son grain de sel. Une manifestation des locataires avait en effet lieu devant la mairie, face à un contingent de flics. La maison du Peuple était bien protégée contre le peuple ! Sous la pression des locataires, le maire acceptait de « faire quelque chose pour « tenter » d'arrêter les poursuites »... **et proposait le prix de 4,95 F pour un mètre cube d'eau, et non plus 6,44 F. Mais rien sur le chauffage, rien sur le contrôle des prix par les locataires. Ces derniers se faisant de plus en plus pressants, il acceptait le principe d'une autre réunion le lendemain.**

Le lendemain, pour accueillir cinq délégués des locataires, il y avait quatre cars de flics devant sa porte ! Presque un car pour chacun. Des crédits sont débloqués pour ces messieurs, apparemment. Disons en passant qu'il reste impossible d'obtenir la présence d'un agent à la sortie de l'école, par contre.

Rien de nouveau ne devait sortir de cette réunion. La Voix du Nord, **journal régional, publiait le 21 janvier un communiqué de la mairie dans lequel elle** « s'élevait contre les pressions exercées par les locataires qui entretiennent un dangereux climat d'agitation », « rappelait qu'elle n'avait pas à statuer sur le caractère social des H.L.M. et des C.T.L., ce qui est un problème politique et économique », **annonçait enfin** « que le prix arrêté après consultation était de 5,50 F le mètre cube d'eau chaude ».

Ainsi, le maire avait une parole pour les locataires et une autre pour les journalistes.

Depuis, les flics, que tout le monde ici appelle des « cows-boys », **patrouillent sans cesse dans la Z.U.P., multipliant les provocations contre les locataires et contribuant ainsi à faire régner (enfin !) ce délicieux climat de calme et de quiétude qui nous manquait.**

Correspondant L. O.

La nouvelle faculté de Créteil (Val-de-Marne) : UN ENVIRONNEMENT TRÈS ÉTUDIÉ

ON vient d'inaugurer officiellement — au mois de janvier ! — la nouvelle faculté de Créteil, avec force discours pour expliquer sa situation privilégiée...

L'avis des étudiants diffère visiblement de celui des officiels !

« Etudiants en lettres, nous étions normalement destinés à suivre les cours à la faculté de Censier.

Vers la fin octobre, l'administration nous a annoncé que par souci de « **rationalisation** », les étudiants de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ainsi que quelques arrondissements limitrophes, seraient affectés à la nouvelle faculté de Créteil.

Rationalisation ? Oui... sur la carte et à vol d'oiseau !

En effet, bien que la date de la rentrée ait été sans cesse repoussée — elle a eu lieu le 27 novembre — aucune liaison commode n'a été prévue.

Le trajet, pour la plupart des étudiants, dure trois ou quatre heures par jour. Beaucoup doivent prendre quatre moyens de transports différents : bus-métro-R.E.R.-bus.

Outre la perte de temps — qui handicape plus lourdement que les autres les étudiants salariés — nous dépensons environ 100 F par mois en transports. Et dans ce prix ne sont pas compris les frais de nettoyage des vêtements, car les 300 mètres qui séparent l'arrêt de l'autobus de la faculté traversent un chantier plein de boue !

Quant à la faculté elle-même... Seule une aile est terminée, et l'insonorisation en est insuffisante, ce qui nous vaut de travailler au milieu des bruits des camions, des grues, des marteaux-piqueurs qui couvrent la voix des professeurs. Et, comme dans la plupart des facultés, la bibliothèque ne contient que les livres les plus élémentaires — ce qui nous oblige à acheter les autres — et les travaux dirigés sont déjà surchargés. »

Bref, encore une réussite à inscrire au compte du ministre de l'Education nationale !

Dites-moi, M. Séguy !

TOUT comme le P.C.F., la C.G.T. s'efforce d'avoir une image de marque «démocratique» vis-à-vis de l'extérieur. Il en va tout autrement en ce qui concerne l'intérieur.

Ainsi l'Union départementale des syndicats C.G.T. du Val-d'Oise se propose de modifier ses statuts de 1966. *Ceci dans la ligne du dernier congrès de la C.G.T.*

Tout d'abord le paragraphe « h » de l'article 2 *remplace la* « suppression du salariat et du patronat » *par la* « suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange » *ce qui cadre mieux avec la perspective de* « démocratie avancée » *de Marchais que le texte de la vieille C.G.T. révolutionnaire de Pelloutier.*

Ensuite l'article 4 *stipulait :* «Devront être expressément bannis tous motifs d'exclusion pour questions de tendance et d'opinions ».

Il s'agit de supprimer au plus vite de tels paragraphes : le gauchisme, est l'ennemi principal et tout récemment encore, Léo Figuères appelait dans l'Humanité *à exclure les trotskystes des rangs de la C.G.T.*

Le signal est donné et les Unions départementales doivent s'aligner. La fraction stalinienne entend bien continuer à dominer la C.G.T. par tous les moyens. Les opposants n'ont aucun droit, les bureaucrates les ont tous.

Mais il n'y a pas que des staliniens à la CGT et les opposants continueront à s'y faire entendre malgré les bureaucrates.

Au côté de Georges Séguy, son prédécesseur, Benoît Frachon : il y a longtemps qu'il ne revendique plus le droit de fraction pour les révolutionnaires dans les syndicats. (Photo L.O.)

FEUILLETON

La paix

de

Ernst GLAESER

(Editions Rieder — Presses Universitaires de France)

—20—

RESUME

L'action se déroule à l'automne 1918 dans une Allemagne qui sort vaincue de la première guerre impérialiste.

Le héros et narrateur, un jeune lycéen issu d'un milieu bourgeois, se lie d'amitié avec son précepteur Aldeberg König, dirigeant spartakiste local et fervent propagateur des idées socialistes.

Pendant ce temps, tout à leur joie de voir la boucherie finie, les soldats rentrent au pays et se constituent en Conseils comme les ouvriers de l'arrière. Toutefois si l'Empereur a été chassé, la jeune République allemande des ouvriers, des soldats, des paysans n'en est pas moins aussi celle des bourgeois. Le patronat qui a été ébranlé reprend confiance.

Dans l'ombre, la bourgeoisie qui, après avoir été pour la guerre, vient de se découvrir pour la paix, prépare une rentrée politique dont le prolétariat doit faire les frais. Pour elle le mot d'ordre est la paix et les affaires, la paix pour reprendre et développer les affaires, et donc l'écrasement des ouvriers révolutionnaires.

Ceux-ci sont isolés dans la masse des ouvriers et soldats qui lachent la proie pour l'ombre, le socialisme pour la paix. Le moment de l'affrontement semble venu entre la bourgeoisie et les révolutionnaires.

Ceux-ci sont isolés dans la masse des ouvriers et soldats qui lâchent la proie pour l'ombre, le socialisme pour la paix. Le moment de l'affrontement entre la bourgeoisie et les révolutionnaires est arrivé : alors que les ouvriers en armes sont assemblés, une explosion éclate. Le combat s'engage avec les forces de l'ordre.

« Camarades ! » cria l'ouvrier lorsque, ayant repris leurs places, les chasseurs commandèrent une nouvelle tournée. L'un d'eux mit dix pfennigs dans l'orgue automatique et le disque du **Chœur des pèlerins** se mit à tourner. Ils écoutaient la musique, appuyés sur les coudes et, visiblement émus, ils faisaient tomber constamment de leurs cigarettes d'infimes parcelles de cendre. Les uns suivaient l'air en fredonnant. Personne ne buvait. L'ouvrier s'était vastement affalé sur sa chaise, la tête en arrière contre le dossier, les yeux fermés ; de la main gauche il battait machinalement la mesure, chantant la mélodie dont il remplaçait les paroles par : « tatataa toa, toa... ».

Personne ne soufflait mot, même la fille derrière le comptoir s'était arrêtée de verser de la bière. Le garçon s'était enfoncé un doigt dans le nez et les soldats avaient accroché leur pouce droit à leur ceinturon. Quelques-uns tenaient l'anse de leur chope, sans la porter à leurs lèvres.

Lorsque le disque eut cessé de tourner, un des chasseurs dit : « A votre santé ». Alors tous levèrent leurs verres et burent en silence avec une profonde aspiration.

L'ouvrier qui était resté rivé à sa chaise, se dressa tout à coup d'un bond, puis, de ce pas ostentativement droit que prennent les ivrognes, il se dirigea vers l'orgue mécanique, sortit péniblement de sa poche une pièce de dix pfennings, et, pour la seconde fois, le **Chœur des pèlerins** retentit dans la salle.

L'ouvrier se tenait devant l'instrument, retenant sa respiratiton. Sur un signe d'un des chasseurs, le garçon lui apporta un schnaps. L'ouvrier n'y toucha pas ; sous le charme de la musique, il laissa même éteindre son cigare. Quand les derniers accords se furent évanouis, il s'en retourna sur la pointe des pieds à la table des chasseurs :

— Est-ce qu'on peut jouer ça sur un gramophone ? demanda-t-il.

— Bien sûr ! répondit un chasseur.

— Alors il faudra que je me procure ce disque : j'ai un gramophone chez moi !

Les chasseurs commandèrent une nouvelle tournée, les soldats se mirent à raconter des grivoiseries, l'ouvrier chantonnait tout en remuant doucement l'index de sa main droite : « Tatata, toa, toa... ».

— Avez-vous un passeport ? demandai-je à la dame.

Elle me regarda, les yeux écarquillés.

— Oui, une carte d'identité !

— Alors, je vais essayer de vous faire obtenir le visa.

Elle sourit et me tendit un papier blanc plié.

— Mais prenez patience, je vous prie. Cela pourrait bien demander une demi-heure, une heure.

Je me levai en faisant signe au garçon et je payai.

— Qu'allez-vous faire ? demanda la jeune femme.

— Mon Dieu ! Je vais tenter le coup, répondis-je en détournant mes regards de son visage, pour ne pas voir ses yeux qui brillaient.

— J'attendrai, fit-elle, au moment où je sortais.

XI

Le chemin du Marstall était barré par trois cordons de sentinelles. Je parvins à traverser les deux premiers en montrant aux ouvriers et aux soldats la signature d'Adalbert König. Cette signature se trouvait au bas d'une quittance pour leçons de grec. J'avais plié le papier de façon qu'on ne pût voir que le nom. Ce nom suffit aux soldats.

Arrivé au troisième cordon de sentinelles, je rencontrai Max Frey. Lorsqu'il m'aperçut, il agita sa casquette.

— Ah ! Te voilà, dit-il.

— Comme tu vois, répondis-je.

Il rit et me parut content.

— Quelle veine, quelle veine, que tu viennes ! dit-il.

Il me conduisit dans la cour du Marstall à travers les groupes denses de matelots armés, jusqu'à l'escalier du bâtiment principal. Arrivé sur le petit perron rouge, il s'arrêta et me dit :

— Je vais te conduire à lui.

— C'est cela, conduis-moi chez lui.

Nous montâmes un étage, Max Frey marchait devant moi. Il avait bon air dans son veston de sport avec son ceinturon brun et son revolver.

A mi-hauteur nous croisâmes un officier qui portait le manteau gris-clair des officiers d'Etat-Major, à col doublé de rouge ; son képi de soie était enfoncé jusqu'à la nuque ; à la main, une badine.

En passant près de nous, il sourit à Max en l'appelant « camarade ».

Je m'arrêtai pour suivre l'officier du regard. C'était un homme d'une quarantaine d'années, svelte, de bonne race, ainsi que l'indiquait sa stature, le visage complètement rasé, hâlé, émacié. Il portait monocle.

— C'est un Freiherr (1) ! dit Max qui s'aperçut de mon étonnement. Il a opté pour la Révolution, parce qu'il déteste la bourgeoisie. Hier matin, il est arrivé avec son escadron. Il y a quelques jours encore, il était rittmeister (2), dans un régiment de uhlans. Il s'est entretenu une heure durant avec Adalbert König qui lui a aussitôt confié le commandement des troupes du Marstall. Il est très aimé, car il est d'opinions plus radicales que maint socialiste et ce qu'il dit, il le dit avec une rare concision.

— Oui, mais le monocle !

Max se mit à rire :

— Que nous importe qu'il en porte un ou qu'il n'en porte pas : l'essentiel c'est qu'il lutte !

Je me tus et nous continuâmes de monter.

Le large corridor dallé, aux murs blanchis à la chaux était faiblement éclairé. Devant une porte brune un matelot en faction. Il nous laissa passer. Nous entrâmes dans une vaste antichambre, où il n'y avait qu'une table. Autour de cette table des soldats, aux uniformes déchirés, cocardes à la poitrine, gros pistolets à la ceinture, étaient penchés sur des cartes. C'étaient des plans de D. Ils avaient tracé au compas un cercle autour du Marstall, marqué certains points au crayon rouge et souligné au crayon bleu des noms de rues et de bâtiments. Sur la gare, la poste, l'usine électrique et le château d'eau, ils avaient épinglé de petits drapeaux rouges. Quand nous entrâmes, ils nous regardèrent à peine, continuant de fumer.

— Attendons un peu ! dit Max en me désignant une porte entrouverte derrière le matelot. Il y a une délégation des usines B., dans son bureau.

Nous nous approchâmes de la fenêtre.

La voix d'Adalbert König arrivait distinctement à mes oreilles.

— Dites au conseil des délégués du peuple que je ne le reconnais pas. Il travaille pour la bourgeoisie. Il prêche le calme et la paix et veut désarmer les ouvriers révolutionnaires. Il trahit la Révolution. Je n'engagerai avec lui aucun pourparler. Les revendications du comité ouvrier sont connues, camarades, je ne peux vous en dire davantage.

Max dit en souriant :

— Ils essayent d'amorcer des négociations.

Quelques minutes après, trois ouvriers âgés sortaient de la pièce sans mot dire.

— Je suis heureux, dit Max, très heureux.

— Pour ma part, répondis-je, je ne crois pas que la Révolution soit en bonne voie si les ouvriers n'arrivent pas à s'entendre.

— Ceux-là, ce sont des bonzes dont la cervelle est farcie d'idées réformistes et qui cherchent à enfoncer un coin entre les différentes fractions du prolétariat... mais ils n'y arriveront pas. Les organisations révolutionnaires ne rendront pas les armes... nous disposons de trois mille hommes armés. Te l'avouerai-je ? ce n'est que maintenant que je me sens vivre... tout ce qui existait pour moi auparavant s'est comme volatilisé. J'ai enfin un but ! Enfin, enfin une raison de croire.

Ses yeux étaient emplis d'ombre ; il leva les mains et poussa un profond soupir.

— Et maintenant, demandai-je, que va-t-on faire ?

— D'abord chasser le gouvernement Bader, et ensuite nous proclamerons la dictature du prolétariat. On formera un soviet local et on constituera une troupe révolutionnaire d'assaut. Il est possible que j'en fasse partie et que nous soyons obligés de pousser jusqu'à Berlin. Epatant, hein ?

A cet instant un homme entra. Il était coiffé d'un large feutre mou de couleur noire et portait une barbe foncée, un lorgnon, un havelock et des pantalons fripés par la pluie ; sans regarder autour de lui, il se précipita dans le bureau d'Adalbert König, dont il laissa la porte grande ouverte.

— C'est le docteur Elias, dit Max, un Juif diantrement intelligent. Pendant la guerre il a attrapé un an de prison pour propagande révolutionnaire.

J'entendais ce que disait le docteur Elias. Il avait une voix claire et mélodieuse et se tenait devant Adalbert König.

— Camarade, cria-t-il, ça ne peut plus marcher de ce train-là... et de sa main il faucha l'air. Tu as fait coffrer Salomon. Tu le retiens comme otage. Mais c'est inadmissible.

— Et pourquoi ? demanda Adalbert König.

— Parce que ça pue l'antisémitisme ! cria Elias.

— Je n'ai pas fait arrêter Salomon parce qu'il était Juif, mais parce qu'il est banquier et que, comme tel, il représente la haute bourgeoisie.

— Je sais, je sais, rétorqua Elias d'une voix de fausset. Mais les apparences te font tort ; toute la ville murmure déjà que tu vas maintenant t'en prendre aux Juifs, et sur le Marché-haut on a déjà pillé deux magasins juifs.

— Pour moi, il n'y a que les différences de classes qui comptent, fit Adalbert König ; quant au reste, une patrouille suffira pour arrêter le pillage.

— Et où est-elle donc cette patrouille ? s'écria le docteur Elias, faisant un effort pour ne pas rire.

— Prends-en une en bas, dans la cour.

Sans ajouter un mot, il se précipita hors de la

pièce, traversa l'antichambre, en coup de vent, son havelock lui battant les flancs comme des ailes.

— Le voilà maintenant qui pense à ses Juifs, quand il s'agit de l'œuvre tout entière ! dit Max.

Je lui demandai si nous pouvions entrer dans le bureau d'Adalbert König.

Nous entrâmes.

Il mangeait, assis à une table.

Je lui dis « bonsoir ».

Il me fit un signe de tête, mais ayant la bouche pleine il ne dit rien. Tout en mastiquant il me regardait.

Sur la table j'aperçus la moitié d'une miche de pain et à côté un pichet de vin.

Adalbert König prit un couteau sur la table sans nappe. Il coupa une large tranche de pain, la tailla en petits cubes et se mit à les tremper l'un après l'autre dans son vin ; quand ils étaient bien imbibés, ils les portait à sa bouche, en disant : « Il faut bien que je mange ! ».

Max Frey me dit : « Il y a en effet longtemps qu'il n'a rien pris ».

Je considérai Adalbert König.

Il était assis derrière la table, le manteau ouvert. Sur son front pendaient quelques mèches de cheveux. Sur sa chemise, que l'échancrure de son habit laissait voir, luisait une petite tache de graisse. Adalbert König ne portait pas d'armes. Il n'y avait sur la table que du pain et du vin.

Son visage était calme, si calme même qu'il en paraissait serein. Il me regardait d'un air à la fois tranquille et aimable et quand il eut fini de manger il sourit et dit :

— Tu es bien gentil de venir me voir.

Il m'offrit une cigarette.

Nous nous mîmes à fumer.

Adalbert König s'était levé et se mit à faire les cent pas dans la chambre. Il avait jeté son manteau sur ses épaules et les deux manches vides, telles deux appendices, flottaient.

Contre le mur une flamme de gaz brûlait à découvert en sifflant.

Tout à coup, une voix au dehors appela Max Frey : « Camarade Frey ! ». Il se leva et répondit : « Un instant ! » et sortit. Je l'admirai, car il semblait vraiment heureux de s'entendre appeler : « Camarade Frey » et de se lever pour répondre à cet appel. Le « camarade » Frey n'était plus le Max Frey d'autrefois, c'était un tout autre homme.

— On a besoin de lui pour coller des affiches, dit Adalbert König ; il sera de retour dans une demi-heure ; tu pourras alors reprendre ta conversation avec lui.

— As-tu vu la manifestation ? demanda-t-il.

— Oui, je l'ai vue !

Puis il me demanda comment allait ma mère.

— Merci, elle va bien !

— Présente-lui mes hommages.

— Merci.

Et nous nous tûmes.

— Oh ! ces éternelles cigarettes ! finit par dire Adalbert König en allumant la sienne ; j'ai oublié ma pipe à la maison, et je n'ai pas l'habitude de fumer tant de papier.

— J'en ai une, répondis-je en sortant de la poche revolver de mon pantalon une courte pipe, si tu la veux...

— Quelle veine ! dit Adalbert König, une pipe !...

Il la prit et la porta aussitôt à sa bouche.

— C'est toi qui me l'avais donnée.

— Tiens, c'est vrai ! dit-il en riant, un jour que tu avais eu une bonne note de grec. Tire-t-elle encore bien ?

— Je l'ai nettoyée hier.

— Parfait, fit Adalbert König en défaisant quelques cigarettes pour en bourrer la pipe. Bientôt une légère et fine fumée s'éleva en minces spirales bleues au-dessus de sa tête.

Adalbert König s'assit confortablement devant sa table, laissa pendre ses jambes et tira voluptueusement de grosses bouffées de sa pipe. Le tabac, légèrement humide, pétillait un peu dans le fourneau.

— Comme on est fait tout de même, dit-il après quelques bouffées ! J'ai du travail par dessus la tête ; et pourtant, je fume, je cause avec toi. Je t'assure que c'est un vrai plaisir, mon cher, de fumer et de causer avec toi. Oui, vraiment, un plaisir.

En parlant il faisait passer la fumée par son nez. J'avais éteint ma cigarette, en voyant avec quelle satisfaction dévote il fumait sa pipe.

Nous restâmes ainsi quelques minutes à nous considérer. De temps en temps nous échangions quelques paroles.

— Tu es trempé, fit Adalbert König.

— Oui, il pleut depuis midi déjà.

— Comment, il pleut ! dit-il.

— Oui, et je suis venu à bicyclette.

— A propos, tu as toujours ton système anglais de roue libre ? me demanda Adalbert König ?

— Malheureusement, oui, répondis-je, il me manque toujours cinq marks pour faire mettre un frein à rétropédalage.

— Lequel prendras-tu ? Un Torpedo ?

— Oui, il paraît que Torpedo est très bon.

— As-tu encore du carbure dans ta lanterne, pour rentrer ? demanda-t-il. Il n'y a pas de clair de lune et la route par la forêt est très mauvaise.

— J'ai bien du carbure, dis-je, mais je ne sais pas si je pourrai rentrer ?

— Et pourquoi donc ? demanda-t-il en lançant la fumée par le coin droit de sa bouche.

— La ville est fermée et je n'ai pas de laissez-passer.

— Ah bon ! dit Adalbert König, je ne pensais pas du tout que la ville était fermée. Mais si tu veux rentrer chez toi je te donnerai un laissez-passer.

— Oui, répondis-je, je désire rentrer ; car je ne vois vraiment pas ce que je ferais ici.

— Il faut évidemment que tu rentres, dit Adalbert König. Ne va pas imiter Max Frey. Il est vrai que son cas est tout différent. Toute de même, tu as eu une fameuse idée en venant ici. La pipe, je la garde. A ta prochaine visite apporte-moi du tabac, mi-fin. Le tabac de cigarettes est trop humide.

Il se leva, écrivit quelques mots sur un bout de papier.

— Tiens, dit-il, et porte-toi bien !

Il plia le bout de papier et me le donna.

Alors je bégayai :

— A vrai dire, tu sais, je ne suis pas seul, ma cousine...

Adalbert König me regarda et se mit à rire.

— Tu viens de parler comme à la leçon de grec, quand tu ne savais pas conjuguer tithemi.

— Tu as raison, dis-je, ce n'est pas du tout ma cousine, mais... une jeune fille ; et elle voudrait bien partir aussi... elle m'attend.

— Une jeune fille, dit Adalbert König, c'est bien étrange.

Et il griffonna encore quelques mots sur la feuille.

Je pris le papier et tendis la main à Adalbert König.

— Bien des choses à ta mère, et dis-lui que je me porte très bien, ajouta-t-il.

— Merci.

— Sois prudent et ne te mêle de rien, surtout là où ça chauffe un peu. Dès que tu seras sorti de la ville, déchire ton laissez-passer pour ne pas avoir d'ennuis avec les troupes du gouvernement. Elles se tiennent exactement derrière le pont du chemin de fer. D'ailleurs je te conseille de quitter la route à droite de la Place d'armes, et de prendre par la Hohl, ainsi tu ne rencontreras aucune sentinelle ; nous n'avons pas occupé la Hohl. Ensuite tu tombes directement sur la route nationale.

— Entendu ! dis-je.

Adalbert König me tendit la main et sourit pour me dire :

— Ça a été vraiment très chic à toi de venir ; c'est d'ailleurs un plaisir de pouvoir se payer pour une fois un bout de causette avec un gentil garçon comme toi, tout comme si les choses allaient leur train-train ordinaire et qu'il n'y eût rien de changé sous la calotte des cieux.

— Bonne chance, dit-il encore... puis il me fit passer devant lui et cria : Camarade Hirsch, apportez-moi les statuts du soviet local.

Le camarade Hirsch qui se tenait dans l'antichambre, petit Juif à lunettes qui portait un uniforme mal ajusté, rassembla rapidement quelques feuillets et les apporta à Adalbert König. La porte du bureau se referma sur lui.

---

(1) Baron.

(2) Capitaine-instructeur dans la cavalerie.

(à suivre)

Journal d'une jeune fille de Harlem

Julius HORTWITZ (Editions du Seuil)

A.N., l'héroïne du livre, celle qui écrit ce journal fictif, est une jeune Noire de 14 ans. Ce n'est pas n'importe quelle fille de Harlem. Elle aime l'école, les livres. C'est déjà extraordinaire. A la fin du journal, elle réussit les tests pour entrer à l'Université. Elle s'en sortira. C'est presque un miracle.

Mais ce « journal d'une fille de Harlem » est bien autre chose que le récit des ambitions et des efforts personnels d'une jeune fille Noire pour sortir du ghetto. C'est avant tout, écrite en termes simples, pudiques, sincères, la vie quotidienne dans la 104e rue Ouest où s'entassent des milliers de familles « secourues » par l'Assistance.

C'est une rue du ghetto, ni pire ni meilleure qu'une autre. Une rangée de taudis insalubres et puants où pullulent les rats, les ivrognes, les drogués. On est loin du petit monde frénétique et pittoresque, naïf, vicieux et poétique, décrit par Chester Himes à l'intention des lecteurs en mal de dépaysement.

C'est le ghetto vu de l'intérieur.

Ici, c'est la misère toute nue : les couloirs qui dégorgent d'ordures jamais ramassées, les cafards qui occupent l'unique salle de bains de l'étage, les cabinets toujours cassés, sans verrou, où l'on risque de se faire violer ou égorger, et puis les chambres, pièces uniques qui servent d'appartement à cinq, huit ou dix personnes. C'est le royaume des femmes seules. Il n'y a pas de pères dans ces taudis. Il y a beaucoup d'enfants, il y en a de plus en plus. Les hommes viennent et repartent. « Ce ne sont pas des pères », dit A.N. Ce sont des hommes qui ont peur, peur d'avoir une famille qu'ils seraient bien en peine d'entretenir. Ignorants, chômeurs, vagabonds, presque toujours ivrognes, ce sont eux aussi des produits du ghetto.

Les mères ne travaillent pas. Elles vivent de l'Assistance, cette gigantesque organisation de charité qui secourt les pauvres à domicile. Des « enquêteurs sociaux » viennent inspecter (« espionner » dit la mère de A.N.) les familles et faire le point des besoins de chacun. Car l'Assistance est personnalisée ; il y a un chèque par enfant, calculé juste, en fonction de l'âge, des besoins vestimentaires, scolaires, etc. : 18,95 dollars pour la maman, 23,70 pour le jeune garçon de 12 ans, 21,65 pour chacune des deux fillettes (13 et 14 ans) et 12,65 dollars pour le bébé. Il y a aussi le chèque pour le loyer. Car c'est aussi l'Assistance qui paye pour ces taudis innommables des loyers prohibitifs. Les propriétaires gagnent ainsi, pour des immeubles qui devraient être désaffectés depuis longtemps, de véritables fortunes.

Des hommes qui ont peur d'avoir une famille. (Photo L.O.)

Les enfants du ghetto, derrière les barreaux... (Photo L.O.)

« Si l'Assistance n'existait pas, dit naïvement A.N., de tels taudis n'existeraient pas. » « L'Assistance, est-ce une punition ? » se demande-t-elle encore. L'Assistance crée une mentalité de pauvres sans espoir. Car toutes les femmes qui sont là ont renoncé. Renoncé à une vie normale. Elles ne sont pas résignées. Non, elles sont murées dans un désespoir silencieux. Elles savent qu'elles ne pourront plus s'en sortir. Et que cette crasse, cet abandon, cette misère matérielle et morale, ce sera leur univers pour toute la vie, pour elle et pour leurs enfants. A 12 ans, le jeune frère de A.N. commence à se droguer à l'héroïne, puis à voler pour se procurer de la drogue, puis à se prostituer. Harriet, la plus jeune sœur, suit le même chemin, elle est bientôt enceinte. Dans l'immeuble, toutes les filles de 14 ans le sont. Pour certaines, c'est la seule façon de quitter la pièce commune et d'avoir « leur » logement. Avec un bébé, l'Assistance vous doit une chambre et un chèque...

C'est pour les enfants, les adolescents que la vie du ghetto est la plus désespérante. Les mères, dit A.N., ont parfois connu une autre vie, elles ont des souvenirs, quelquefois, quand elles y pensent, elles sourient.

A.N. pense que l'Assistance est responsable de tout. L'Assistance, c'est tout ce qu'elle connaît de l'autre société. Elle ne sait pas que l'Assistance fait partie de cette société, que les pauvres, les chômeurs, les déracinés, quelle que soit la façon dont on les secourt ou dont ils survivent, sont les produits d'une société basée sur le profit individuel et le capital.

A.N. ira à l'université. Mais le ghetto, lui, demeurera. Le « Journal d'une fille de Harlem » n'est pas un cri de révolte, ce n'est pas un livre « militant », il n'offre pas de solution, il n'appelle pas à la violence, il n'a d'autre ambition que de nous faire vivre au jour le jour, la réalité sordide et désespérée du ghetto. Il y réussit parfaitement et cet ouvrage dépouillé explique et touche juste.

Colette BERNARD.

RTF

YALE ET MOSCOU

Deux universités s'affrontent

TOUS ceux qu'intéresse la vie quotidienne aux Etats-Unis et en URSS, n'ont pu que s'intéresser à l'émission présentée mardi 2 février à 20 h 30 par la première chaîne de télévision. Celle-ci abordait le problème d'une frange de plus en plus importante de la population : les étudiants. Yale, Moscou, deux universités, deux mondes totalement opposés, contrastés, sans liens communs apparents.

Dans la première, toute l'effervescence, l'agitation continuelle, désordonnée mais généralement sympathique, la recherche et la révolte d'étudiants désorientés par les contradictions de la société américaine.

Une société pleine de promesses et de possibilités, mais une société, aussi, qui engendre des problèmes qui leur semblent insolubles : misère des minorités, noire, indienne, porto-ricaine, etc., engrenage odieux et interminable au Vietnam et en Extrême-Orient, avec toutes les horreurs de la guerre. D'ailleurs n'est-ce pas à partir des travaux de ces intellectuels que l'on mène la guerre ? Les défoliants, les armes classiques, chimiques ou bactériologiques ne proviennent-elles pas de leurs propres travaux, dont ils n'ont absolument pas le contrôle, comme le déclarait une réunion de savants votant une motion contre cet état de fait.

Mais si une prise de conscience réelle existe chez les étudiants, que de difficultés pour étendre la contestation aux autres couches de la population : ainsi le défilé assez spectaculaire organisé par les étudiants de Yale à l'occasion de la mort d'un détenu tué par des gardiens de prison est-il passé au milieu d'une petite ville indifférente sinon hostile. Ces difficultés à se lier à la population, c'est un pasteur à Yale, ancien agent de la C.I.A., et maintenant organisateur d'un comité contre la sale guerre au Vietnam, (ce qui lui a déjà coûté un an de prison), qui nous les a expliquées. Enfin, un autre professeur interrogé a parlé avec enthousiasme et chaleur des événements de mai 68 en France puisqu'il se trouvait habiter à l'époque Paris. Quoi de plus naturel selon lui que les étudiants se révoltent et prennent la voie de la contestation, surtout d'ailleurs à Paris avec son université antidéluvienne.

Quel contraste avec l'université de Moscou ? Véritable caserne militaire avec ses imposantes colonnes de marbre, ses salles nues où sont tristement apposées des photos géantes de Lénine et de Marx (qui n'en peuvent mais), ses couloirs où l'on affiche les photos des étudiants méritants. Il y est interdit de fumer et de se livrer à des activités déplacées. Accompagnés sans cesse, les cameramen n'ont pu interroger les étudiants « de base ». Seul était habilité à parler un représentant « étudiant » du Parti. Non, il ne saurait y avoir de jeunes barbus à cheveux longs ou frisés, produits de la décadence impérialiste et fruit des contradictions internes de la société bourgeoise. Non, on ne saurait concevoir ici de ces discussions stériles et infructueuses, cette agitation qui, comme le soulignait un professeur, empêchait les étudiants de travailler et d'effectuer leurs recherches. D'ailleurs lui-même, lors de son séjour à Paris en octobre 68, n'était-il pas tombé d'accord avec son grand ami Zamansky (ce sont ses propres paroles) pour regretter l'absence de discipline des facultés françaises, et le chahut de mai qui avait empêché les étudiants de travailler.

Deux mondes, deux réalités. Dans une Amérique violente et contradictoire, la bourgeoisie, libérale en ce qui concerne ses enfants privilégiés (les universités sont très chères), tolère une agitation bouillonnante mais qui, il est vrai, a bien du mal à s'étendre. Dans une université soviétique, apparemment endormie et hibernante, sage et uniquement tendue vers de fructueuses études, tout est ordonné, minutieusement planifié. Mais dans le calme superficiel et difficilement crédible, derrière l'image de marque que les autorités soviétiques ont voulu présenter à l'Ouest, la vie ne peut pas être totalement étouffée, les idées enrégimentées et le bouillonnement inexistant. Non, les intellectuels soviétiques l'ont montré, qui ont affronté camps pénitentiaires et hôpitaux psychiatriques, le socialisme ne saurait avoir ce visage terne et poussiéreux, repoussant pour beaucoup de ceux qui ont pu voir ces quelques images peu engageantes.

Nicole BLETTRY.

Cinéma

LE DISTRAIT

de Pierre RICHARD

Qui est le Distrait ? Un homme qui est toujours ouvert à ce qui l'entoure, totalement spontané, mais pour qui rien ne compte vraiment. Rien ne peut arriver à fixer vraiment son attention, rien ni personne. Il est bourré d'optimisme et de joie de vivre, mais sa distraction le condamne à de perpétuelles désillusions : il voit quelqu'un devant lui, les bras ouverts, comme pour donner l'accolade ; il se jette dans ces bras accueillants, mais ça n'est qu'un agent de police qui règle la circulation. Fils de grands bourgeois, il supporte mal son milieu. Non qu'il y ait dans sa révolte une critique raisonnée, mais simplement du dégoût pour l'hypocrisie, les obsessions malsaines, voire morbides de ses parents et de leurs pairs.

Là où les choses se corsent, c'est lorsqu'on voit le Distrait dans son cadre professionnel : il fait de la publicité. On le voit entrer dans une grosse affaire de publicité, très américanisée, grâce au piston que lui procure sa mère, qui est la maîtresse du patron de la boîte. Mais, contrairement à ses collègues, le Distrait se préoccupe fort peu de convenances ; on lui a appris les deux règles d'or de la publicité : 1) Frapper l'esprit du client potentiel qu'est l'homme de la rue ; 2) L'attirer par tous les moyens de la suggestion, en faisant appel à ses instincts les plus primitifs. Ces règles, il les applique sans restriction, sans fard hypocrite. Voilà qui choque fort son patron, qui ne le garde que pour faire plaisir à sa maîtresse. Mais, bientôt, les clients pour qui seule la rentabilité importe, le réclament à cors et à cris, lui et pas un autre. Il va alors pousser les principes de la publicité jusqu'au bout de leur logique, et réaliser sa grande idée : la publicité vivante dans la rue. Il va monter des scènes publicitaires dans la rue, dont le but sera la participation spontanée des passants à l'acte publicitaire. Mais, à la fois parce qu'il est distrait et parce que c'est dans la nature même des principes qui l'ont conduit, ses tentatives vont se terminer de façon catastrophique, en viol collectif ou en bagarres généralisées. Excédées, les victimes de ces frasques publicitaires vont se révolter et tenter de le lyncher ; et il ne comprendra pas pourquoi. Ce film n'est évidemment qu'une caricature, mais la conception de la publicité qu'il nous dépeint est-elle tellement loin de celle qui régit les âneries qui nous sont déversées à longueur de journée par tous les moyens d'information ?

« Le Distrait » n'est pas sans défauts. Le jeu des acteurs est inégal, les gags, très nombreux, manquent souvent de finesse. Mais le film n'est pas noyé sous ces gags et l'humour est employé non comme une fin en soi mais comme une arme au service d'une critique sévère de la publicité telle qu'elle se pratique et des milieux publicitaires. Et son aspect « farfelu » donne même un certain charme poétique à ce film.

FANTASIA CHEZ LES PLOUCS

de Gérard PIRES

Où et comment escroquer le bon public tout en tournant en dérision le shériff et ses compagnons.

Drôle, astucieux, plein de gags, ce film vous divertira en compagnie de la fine équipe composée par Lino Ventura et Jean Yanne.

Un regret cependant : le livre dont a été tiré le film était soi-disant écrit par un enfant. Il en ressortait un charme et une naïveté qui contribuaient à donner une certaine finesse au récit. Dans le film : nulle naïveté, nulle surprise, nul suspens, nulle finesse. C'est le gros rire franc qui l'emporte dans les gags à rebondissements.

Un film qui ne se prend pas au sérieux, que vous ne prendrez pas au sérieux et qui vous fera passer un bon moment.

V.D.

DE LA PART DES COPAINS

de Terrence YOUNG

Il s'agit d'un film policier au sujet somme toute classique. L'histoire est simple : un ancien bagnard militaire américain, devenu entre temps un respectable propriétaire de yacht sur la côte d'Azur, se voit soudain demander des comptes par ses anciens compagnons de cellule qu'il avait trahis lors d'une évasion. Notre héros, interprété par Charles Bronson, risquera sa peau, celle de sa femme et de son enfant, mais finalement, après avoir accumulé une bonne dose de cadavres de gansters, il pourra retourner à sa paisible vie. Cependant, le spectateur risque fort d'être déçu, car pour un film policier, le « suspens » fait totalement défaut. Il faut tout de même signaler l'excellente réalisation d'une course contre la montre en voiture qui comblera les amateurs de sensations fortes.

La grève des P.T.T.

LE mouvement qui vient de se dérouler dans les P.T.T. entre les 3 et 6 février arrive après plusieurs arrêts de travail sans liens apparents entre eux. En octobre 1970, les Centrales syndicales appelaient à manifester contre le vote à l'Assemblée Nationale du budget P.T.T. Cette fois-ci, il n'y avait pas de revendications précises communes, pas de mot d'ordre clair susceptible de faire débrayer les agents.

C'est la Centrale Force Ouvrière qui décidait la première de ce mouvement après l'échec de ses conversations avec Galley. Elle mettait l'accent principalement sur le démantèlement des P.T.T., sur la création récente d'une branche télécommunication distincte de la partie financière, et qui, en raison de sa rentabilité, risquait d'être privatisée. Et la C.G.T. et la C.F.D.T. emboîtaient ensuite le pas.

Mais comme manifestement cela paraissait insuffisant pour entraîner les postiers, les Centrales rajoutaient les revendications de minimum mensuel à 1.000 F et de relèvement des indices.

Mais ces grèves, déclenchées par l'une des Centrales syndicales (ici F.O.), suivie par les autres, parce qu'il ne saurait être question de rester en arrière, annoncées aux postiers par voie de presse — ces grèves, ne rencontrent plus l'écho important d'après Mai 68.

Lors de ce dernier mouvement de février, la grève dans son ensemble a été moins suivie que celle d'octobre, du moins en ce qui concerne la Région parisienne. C'est ainsi que les délégués, réunis jeudi matin à la Bourse du Travail, déclaraient pour la plupart une grève de 24 heures dans leur centre, alors qu'en octobre de nombreux secteurs avaient fait 48 heures et même quatre jours comme le centre de tri Montparnasse et la gare de l'Est.

Au congrès des délégués postiers C.F.D.T. qui s'était tenu peu avant la grève, une visible hostilité apparaissait contre ces mouvements limités, sans perspectives. On y avouait que cela ne pourrait pas faire obtenir satisfaction aux revendications et ne faisait plus « sortir » les gars. Mais la direction C.F.D.T., si elle prenait note du mécontentement, se gardait bien de changer de tactique.

Cependant, C.F.D.T. et C.G.T., après le 6 février, dans un communiqué commun déclarent que maintenant il faudrait en venir, peut-être, à la grève illimitée

S'agit-il encore de propos en l'air ? Peut-être, mais manifestement les postiers ont, eux, des raisons de les prendre à la lettre. **(Correspondant L.O.)**

La grève au centre de Paris-17

A Paris 17, centre des facteurs du 17e arrondissement, la grève du mois d'octobre avait été relativement bien suivie, en tous cas plus de la moitié des effectifs les deux premiers jours et un quart le troisième jour y avaient participé. Cette fois, en février, il n'y avait que trente pour cent de grévistes, ce qui est très faible pour la « boîte ». Il faut dire que la manière dont a été préparé le mouvement ne pouvait guère encourager les camarades à sortir. Les postiers ont été informés comme tout le monde, par voie de presse ou de radio. Ils ont été tenus « en haleine » pendant quelques jours avant de connaître la décision de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

Mardi 2 février : assemblée réunie par tous les syndicats. Des camarades désireux de faire participer tout le personnel à la consultation bouclent les portes. L'inspecteur de service, syndiqué F.O. surgit alors et menace de prévenir le receveur qui appellerait les flics. Force est d'ouvrir les portes. Une bonne majorité (100 gars) reste dehors, prête à écouter les délégués. Ceux de F.O. sont... en congé et ont fait prévenir qu'ils ne reviendraient pas pour la grève. La C.G.T. prend la parole et demande au personnel de se prononcer sur la grève : ceux qui sont pour 24 heures à droite, pour ne rien faire à gauche. Grosse confusion : certains parlent de grève illimitée, mais dans l'ensemble ce ne sont pas les propositions syndicales qui pourraient convaincre les gars de faire la grève : 35 sont pour, le reste (50 environ) contre.

Cette parodie de consultation n'est pas une véritable consultation. Personne n'en a été dupe, et tous sont restés sur leur faim, mécontents de la matinée et très partagés sur le mouvement qui arrivait jeudi.

Jeudi matin : 30 % seulement du personnel a fait la grève. Le matin, à la prise de service, le délégué syndical F.O. enfin revenu, s'adresse à la cinquantaine de présents. Il a eu le culot de faire reporter l'échec de la grève à Paris 17, non sur la mauvaise organisation ou l'absence de perspectives, mais sur les gars eux-mêmes. Il pensa quand même à rappeler que faire grève était important pour combattre le gouvernement. Après deux rapides interventions de la C.G.T. et de la C.F.D.T., tout le monde se séparait.

Correspondant L.O.

A la Bourse du Travail de Paris, le 4 février

A 9 heures, le matin de la grève, se tenaient à la Bourse du Travail... deux réunions des grévistes PTT. L'une F.O., l'autre C.G.T.-C.F.D.T. La réunion F.O. assez houleuse, se terminait dans une certaine confusion : il y fut décidé de rejoindre celle de la C.G.T.-C.F.D.T. qui se trouvait dans un autre corps de bâtiment.

La réunion C.G.T.-C.F.D.T. avait débuté par une demi-heure de temps de parole donnée aux grévistes présents, avant de laisser parler la tribune. Parmi les nombreuses interventions, l'une fut particulièrement remarquée : une déléguée de Paris 7 parla assez longuement de la tactique syndicale qui n'aboutissait à rien, de l'écœurement des gars qui **« refusaient de continuer à se laisser mener comme des moutons ».** Une proposition de se rendre tous ensemble, puisqu'**« on était tous là réunis »** devant le ministère des P.T.T., toucher deux mots à Galley du mécontentement, fut soigneusement éludée. A la tribune, les délégués de la Région parisienne C.G.T.-C.F.D.T., apparemment très satisfaits d'eux-mêmes se livrèrent à leur cinéma habituel sur les estimations satisfaisantes du mouvement en cours.

Pendant le discours de Frishmann, secrétaire général C.G.T. des P.T.T., les délégués F.O. firent leur entrée. Une partie de la salle cria « Unité d'action ». Le secrétaire F.O. prit place à la tribune : il expliqua, ou plutôt tenta d'expliquer devant une salle à moitié hostile, pourquoi F.O. avait déclenché la grève. Puis en déclarant qu'il avait tenu à venir s'expliquer ici **« car les absents ont toujours tort »** il quitta la tribune mi sous les sifflets, mi sous des cris unitaires.

Après une intervention du délégué C.F.D.T. qui n'oublia pas en fin de discours de rappeler les municipales toutes proches, le président du bureau termina la réunion en ces termes : **« L'hirondelle ne fait pas le printemps mais ça ne va pas si mal que ça ».** Etait-ce pour l'unité syndicale qui en a pris quand même un sacré coup ce jour-là ou bien pour nos revendications ? C'est avec tristesse pour certains, avec colère pour d'autres que nous avons quitté la Bourse du Travail sans avoir pris aucune décision pour la suite des événements.

Correspondant L.O.

Bourgogne Electronique (Dijon)

Manifestation contre le chômage partiel [1]

POUR protester contre les licenciements et le chômage, les syndicats de l'usine Bourgogne Electronique ont organisé, le vendredi 29 janvier, un débrayage à 16 h 30. Malgré la pression des chefs et le peu de préparation de cette action, environ 400 personnes ont débrayé pour se rendre ensuite à un meeting au Palais des Congrès.

Là un bref exposé de la situation et un bref rappel des soi-disant « ennuis économiques » de la B.E. (partie intégrante du trust CSF-Thomson) ont été faits par les délégués. A signaler aussi l'intervention d'un délégué de la CGT qui nous a fait part de ses regrets de voir la direction si peu compréhensive et qui a invité les travailleurs qui sont touchés par le chômage, à choisir... soit deux jours chômés par semaine, soit quatre jours toutes les quinzaines.

Alors que nous étions là pour montrer que nous refusions le chômage, ce genre de « choix » venant de la part d'un délégué était, c'est le moins qu'on puisse dire, mal venu.

Ensuite, après le vote unanime d'une motion à porter au préfet, 350 travailleurs se retrouvaient dans les rues de Dijon pour informer la population de leurs problèmes et montrer leur mécontentement.

C'est dans une chaude ambiance et aux cris de « non au chômage », « non aux licenciements », « les patrons doivent payer »... que les travailleurs défilèrent pendant près d'une heure dans les rues.

Dans cette manifestation, comme à l'usine d'ailleurs, les femmes étaient l'écrasante majorité. Et ce sont elles qui donnèrent le ton à la manifestation sous l'œil inquiet des « organisateurs », c'est-à-dire des syndicats, qui n'avaient préparé ni la manifestation, ni le meeting. En effet tout cela avait été décidé justement pendant les quatre jours où 700 travailleurs au moins étaient mis en chômage. Autant dire que les premiers concernés par cette action n'avaient même pas été prévenus, dans leur grande majorité.

De plus, les organisations syndicales ne s'étaient même pas données la peine de prévoir des banderoles qui auraient pu indiquer partout où passait le cortège, ce que voulaient ces travailleurs qui manifestaient.

C'est d'ailleurs pourquoi la seule banderole présente, c'est-à-dire celle de Lutte Ouvrière, *se retrouva au premier rang. En effet, les travailleuses, ravies de voir enfin une banderole, exigèrent qu'elle passe en début du cortège. C'est ainsi qu'on put voir les ouvrières de la B.E. défiler derrière une banderole proclamant sa solidarité... avec les travailleurs de la B.E.*

A la suite de quoi, permanents CGT et PCF quittèrent discrètement le cortège ou baissèrent la tête à chaque fois qu'un journaliste prenait une photo. Aucun en effet n'avait envie de prendre la pose à cette occasion.

Ce meeting et cette manifestation ont contribué à changer le climat à la B.E. Désormais beaucoup de travailleurs, à la suite notamment d'une campagne d'affiches de Lutte Ouvrière *et d'articles dans la presse locale, ont conscience que le mur du silence qui entourait leur problème est désormais rompu.*

Lès le lundi matin, un tract L.O. informait ceux qui étaient en chômage le vendredi précédent de la manifestation et du meeting.

Quant aux syndicats, épuisés par leur action de la semaine précédente, ils n'ont encore rien décidé... sauf de passer dans les ateliers pour demander aux ouvrières quel jour elles préfèrent chômer.

(1) Suite de l'article publié en page 17 de ce numéro.